

VIENNE
ET LA
SITUATION ÉCONOMIQUE
DE
L'AUTRICHE DE 1918-1928

THÈSE

**présentée à la Faculté de Droit de l'Université
de Neuchâtel**

(Section des sciences commerciales et économiques)
pour obtenir le grade de

Docteur ès sciences commerciales et économiques

PAR

ROBERT EDELSTEIN

**Diplômé de la « Hochschule für Welthandel »
de Vienne (Autriche).**

NEUCHÂTEL — 1930

VIENNE
ET LA
SITUATION ÉCONOMIQUE
DE
L'AUTRICHE DE 1918-1928

THÈSE

**présentée à la Faculté de Droit de l'Université
de Neuchâtel**

(Section des sciences commerciales et économiques)
pour obtenir le grade de

Docteur ès sciences commerciales et économiques

PAR

ROBERT EDELSTEIN

**Diplômé de la « Hochschule für Welthandel »
de Vienne (Autriche).**

NEUCHÂTEL — 1930



*La Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel,
Section des sciences commerciales et économiques,
sur le rapport de M. le Prof. P.-E. Bonjour, auto-
rise la publication de la présente thèse de M. Robert
Edelstein de Vienne; cette thèse a pour titre :*

*« Vienne et la situation économique de l'Autriche,
de 1918-1928 ». La Faculté ne donne ni approba-
tion ni improbation aux opinions émises, ces
opinions devant être considérées comme propres
à l'auteur.*

Neuchâtel, le 25 juin 1930.

*Le Doyen de la Faculté de Droit,
F.-H. MENTHA.*

A mes chers parents.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Je tiens à remercier ici toutes les personnes qui ont bien voulu me faciliter ma tâche, parfois très épineuse, soit en mettant à ma disposition des documents difficiles à obtenir, soit en me fournissant des renseignements.

Je prie tout particulièrement Monsieur le professeur Paul-Emile Bonjour, directeur de la Section des sciences commerciales et économiques à l'Université de Neuchâtel d'accepter l'expression de ma plus vive reconnaissance pour les précieux conseils qu'il m'a donnés lors de la rédaction de cette thèse.

En outre, je suis profondément obligé à M. Jacques Henriad, professeur de langue française à l'Ecole de Commerce de Neuchâtel et à M. Léo Pierre, ancien professeur de langue et de littérature françaises à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales de Vienne, pour la persévérance et les soins qu'ils ont mis à la correction de mon manuscrit, ma langue maternelle n'étant pas le français.

VIENNE

ET LA

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'AUTRICHE 1918-1928

INTRODUCTION.

L'AUTRICHE-HONGRIE ET SON DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE
ET ÉCONOMIQUE JUSQU'À LA GUERRE MONDIALE.

PREMIÈRE PARTIE.

LE RÔLE DE VIENNE AVANT ET APRÈS LA GUERRE MONDIALE.

1. — *Vienne avant la guerre mondiale.*

Le rôle économique de Vienne.

Le rôle de Vienne dans l'évolution de la civilisation.

Le rôle de Vienne comme ville d'arts.

Le rôle de Vienne comme centre politique.

2. — *Vienne après la guerre mondiale.*

SECONDE PARTIE.

L'AUTRICHE APRÈS LA GUERRE.

1. — *Les conséquences économiques de la guerre et la situation
de l'économie autrichienne de 1918 à 1928.*

2. — *La politique douanière autrichienne de 1919 à 1928.*

3. — *Les mesures pour l'amélioration de la situation économique.*

Développement de l'exportation.

Les possibilités de développement du commerce
par l'amélioration des communications avec les

États voisins.

Amélioration de l'organisation économique inté-
rieure.

Rationalisation.

CONCLUSION.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES.

- DUNANT MARCEL : *L'Autriche*, Paris, 1921.
FRANK PAUL : *La reconstruction financière de l'Autriche*, Paris, 1924.
LAYTON et RIST : *La situation économique de l'Autriche*, Genève, 1925.
BASCH et DVORACEK : *L'Autriche et son existence économique*, Prague, 1925.
Comte BURIAN : *Souvenirs de guerre*, Leipzig, 1928.
MARCHAL, JEAN : *Union douanière et organisation européenne*, Paris, 1929.
CHRISTU JEAN : *L'Union douanière européenne*, Paris, 1929.
BENÈS ÉDOUARD : *Souvenirs de guerre et de révolution*, Paris, 1929.
KYNES JOHN MAYNARD : *The economic consequences of the peace*, Oxford, 1922.
FISCHER JONATHAN : *Geschichte des deutschen Handels*, Hanovre, 1875.
ENGEL MORITZ : *Die Stellung der österreich-ungarischen Monarchie im Welthandel*, Vienne, 1892.
MATLEKOVICZ ALEXANDER : *Die Zollpolitik der österreichischen Monarchie*, Vienne, 1891.
MATLEKOVICZ ALEXANDER : *Die Stellung Oesterreich-Ungarns in der Handelspolitik Europas*, Vienne, 1892.
Dr. PEEZ ALEXANDER : *Die griechischen Kaufleute in Wien*, Vienne, 1886.
BERMAN KARL : *Geschichte der Kaiserstadt Wien*, Vienne, 1886.
LANG LUDWIG : *Hundert Jahre Zollpolitik*, Vienne, 1906.
Dr. GRÜNBERG KARL : *Die handelspolitischen Beziehungen der Monarchie mit den Ländern an der untern Donau*, Vienne, 1906.
GRANIG B. : *Die Wirtschaft Oesterreichs und deren geographische Grundlage*, Vienne, 1920.
SCHÜLLER RICHARD : *Wirtschaftliche Betrachtungen des Friedenvertrages von Saint-Germain*, Vienne, 1921.
KRALIK et SCHLITTER : *Geschichte der Stadt Wien*, Vienne, 1922.
BERL, OSKAR : *Die chinesische Mauer*, Vienne, 1922.
ENDRES ROBERT : *Handbuch der österreichischen Wirtschaftsgeschichte*, Vienne, 1922.
Dr. DEUTSCH OTTO : *Die wirtschaftlichen Ergebnisse des ersten Sanierungsjahres*, Vienne, 1923.
STRAKOSCH SIEGFRIED : *Der Selbstmord eines Volkes*, Vienne, 1922.
RAUSCH KARL : *Fortschritt im Wiederaufbau*, Vienne, 1923.
Dr. KATZ-FORSTNER : *Handbuch der österreichischen Wirtschaft*, Berlin, 1924.

- Dr. BAUER OTTO : *Die Wirtschaftskrise in Oesterreich*, Vienne, 1924.
- Dr. BIBL VIKTOR : *Von Revolution zu Revolution*, Vienne, 1924.
- SCHMITZ OSKAR : *Der österreichische Mensch*, Vienne, 1924.
- Dr. STAUB OSWALD : *Oesterreich schafft allein*, Vienne, 1924.
- PHILIPPOVICH EUGEN : *Politische Oekonomie*, Tübingen, 1925.
- Dr. ZIMMERMANN ALFRED : *Spezialbericht des Generalkommissärs über die Sanierung Oesterreichs*, Genève, 1925.
- HANTOS ELEMER : *Die Handelspolitik in Mitteleuropa*, Jena, 1925.
- STOLPER GUSTAV : *Deutsch-Oesterreich als Sozial- und Wirtschaftsproblem*, Munich, 1925.
- Dr. GUGGE WILHELM : *Panuropa und Mitteleuropa*, Berlin, 1925.
- Comte COUDENHOVE-KALERGI : *Panuropa*, Francfort, 1925.
- HEIMANN HANNS : *Die europäische Zollunion*, Berlin, 1926.
- Dr. GEBERT ERICH : *Flammenzeichen*, Salzburg, 1927.
- Dr. SCHEFFER EGON : *Oesterreichs wirtschaftliche Sendung*, Vienne, 1927.
- NEUMANN LUDWIG : *Oesterreichs wirtschaftliche Gegenwart und Zukunft*, Vienne, 1927.
- Dr. HABER FRANZ : *Oesterreichische Wirtschaftsbilanz*, Munich, 1927.
- Dr. SCHECHNER KURT : *Für und wider die Donaukonföderation*, Vienne, 1927.
- Dr. POULIMENOS A. : *Vereinigte Staaten Europas*, Berlin, 1927.
- OPOCENSKY JAN : *Der Untergang Oesterreichs und die Entstehung des tschechischen Staates*, Prague, 1928.
- HOHLFELD HERBERT : *Zur Frage einer europäischen Zollunion*, Leipzig, 1928.
- Dr. SPITZMÜLLER ALEXANDER : *Der Zusammenbruch der Monarchie*, Berlin, 1929.
- Dr. KERSCHAGL RICHARD : *Die Finanzlage der europäischen Staaten*, Leipzig, 1929.

JOURNAUX ET REVUES.

- Oesterreichischer Volkswirt*, 1919-1929.
- Wirtschaftliche Nachrichten der Kammer für Handel und Industrie*, Vienne, 1919-1929.
- Neue Freie Presse*, Wirtschaftsbeilage.
- Neues Wiener Journal*, Wirtschaftsbeilage.
- Statistique officielle du commerce extérieur de l'Autriche*, 1920-1928.
- Statistisches Jahrbuch der Republik Oesterreich*, 1920-1929.
- Wirtschaftstatistisches Jahrbuch der Kammer für Arbeiter und Angestellte*, Vienne, années 1924, 1925, 1926, 1927, 1928.
- Jahresberichte der Kammer für Handel und Industrie*, 1920-1929.
- Traité de paix de St-Germain-en-Laye*, 1919.
- Statistische Nachrichten des Bundesamtes für Statistik*, Vienne, 1919-1929.
- Berichte des Generalkommissärs über den Wiederaufbau Oesterreichs an den Völkerbund*.
- Wien und die Donau*, Denkschrift, Vienne, 1927.
- The Times*, Wirtschaftsbeilage.
-

INTRODUCTION

L'AUTRICHE-HONGRIE ET SON DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE ET ÉCONOMIQUE JUSQU'A LA GUERRE MONDIALE

Quand, du point de vue économique, on jette un coup d'œil sur l'histoire de l'Europe, on constate que les pays danubiens n'ont pu se maintenir longtemps que par une cohésion économique. Chaque fois que l'unité fut brisée par de puissants groupements politiques, les crises économiques ont provoqué de durs combats, les peuples vainqueurs ont opprimé les vaincus, jusqu'à ce que les nécessités de l'existence aient de nouveau réuni les peuples, après avoir détruit les obstacles érigés par des forces politiques centrifuges. On pourrait dire que l'histoire fournit la preuve que les pays du Danube et des Sudètes ont supporté n'importe quel groupement politique aussi longtemps qu'une cohésion économique interne n'était pas devenue impossible. Les relations commerciales, artificiellement établies parmi ces pays détachés de l'union, manquaient de nerfs vitaux, et les guerres civiles et les migrations ne cessaient pas de dévaster les pays jusqu'à ce qu'une nouvelle réunion économique eût rétabli le calme et la prospérité.

Au cours des siècles la Monarchie est devenue, en face des nations qui l'entouraient, un bloc économique, une puissance de premier ordre, d'une importance capitale dans le concert des nations européennes. Ce désir de former une unité économique a eu pour base deux causes essentielles. Les pays, par leur situation géographique et leur formation naturelle, traversés par une route fluviale commune, le Danube, qui roulait ses vagues à travers les Alpes, les Carpathes et le Karst, dépendaient tout naturellement les uns des autres.

Mais ces pays étaient aussi liés par leurs évolutions historiques. Le berceau de la Monarchie austro-hongroise était dans les Duchés de Haute et Basse-Autriche, sur le cours supérieur du Danube. Dans cette position, cet État formait un poste avancé, auquel avait été assignée la tâche de défendre la culture occidentale latine, de la faire triompher, et la mission historique de l'empire en formation était de porter, en sa qualité d'État de l'Europe centrale, la forme allemande de la culture latine vers l'Orient, jusqu'aux limites de la culture byzantine. Ainsi ont été conquises les contrées alpestres, les pays des Sudètes, les plaines hongroises, etc. Sa puissance continuellement grandissante, le besoin de protéger et de fortifier ses possessions, et la nécessité d'avoir des ports de mer, ont poussé la Monarchie à dépasser le cadre que semblait lui avoir créé la nature, et les grandes migrations des peuples ont amené sur son sol des populations de diverses races, de sorte que les constellations géographiques et ethnographiques ont éminemment contribué à conserver les particularités de cet État. En 1526, après la bataille de Mohacz, Ferdinand I^{er} a réuni, sous la domination de la maison des Habsbourg, la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Croatie, la Styrie, la Carinthie, la Haute-Autriche et la Basse-Autriche, et a ainsi

fondé la Monarchie austro-hongroise. L'Empire de ce temps-là avait pris l'engagement de servir de bastion contre les assauts des armées ottomanes. Dans les deux siècles qui suivirent, les forts liens qui rattachaient les diverses parties de la Monarchie, ont prouvé leur force de résistance, car bientôt les Turcs essayèrent d'assaillir le domaine des Habsbourg; ils pénétrèrent même à plusieurs reprises jusqu'aux portes de Vienne, mais chaque fois les armées impériales les ont repoussés au delà des frontières. Ce n'est que lorsque le Prince Eugène de Savoie eut chassé les Turcs du territoire hongrois, que la paix de Passarowitz, en 1718, a assuré la frontière sud-est de la Monarchie. A ce bloc de pays, formé depuis la fin du moyen-âge, les chefs de la maison régnante ont ajouté au fur et à mesure de vastes territoires limitrophes.

Les divers pays de la Monarchie avaient primitivement des souverains qui reconnaissaient la suprématie de l'empereur allemand; en 1526, Ferdinand I^{er} les réunit sous son sceptre, et mit à la tête des provinces des gouverneurs, subordonnés à son autorité.

* * *

Les périodes suivantes de l'histoire de l'Autriche permettent de distinguer trois périodes d'absolutisme. D'abord l'absolutisme de la cour, de 1648 à 1740; les administrations de Vienne et d'Innsbruck lui étaient subordonnées, tandis que, dans les autres provinces les gouverneurs, nommés par le souverain, étaient maîtres absolus des « États représentatifs » (Stände), de l'administration et de la police. Dans la période d'absolutisme éclairé, de 1740 à 1792, Marie-Thérèse et Joseph II créèrent la base de l'État moderne des fonctionnaires. L'absolutisme de Metternich, de 1792 à 1848, représente la troisième phase

de l'ère absolutiste autrichienne. Le 19^e siècle a subi l'influence de la révolution économique engendrée par l'intervention des engins mécaniques mus à la vapeur et à l'électricité, et l'ascendant des évolutions intellectuelles par le libéralisme et le nationalisme. La révolution des esprits était devenue un danger pour la mosaïque nationale de l'État qui, en sa qualité de monarchie autocrate, faisait saillie dans le 19^e siècle, comme un reste des anciennes périodes historiques, et l'homme d'État dirigeant de cette époque, le Prince de Metternich, s'est efforcé d'entraver ces tendances libératrices. On essaya de supprimer toute manifestation libertaire par une sévère censure, de sorte qu'aucun des efforts pour améliorer et organiser l'administration n'a pu aboutir. Le centralisme, qui était déjà en honneur dans la période de l'absolutisme éclairé, fut concentré sous le gouvernement de Metternich par le fait même que l'administration tout entière de l'État était entre les mains de l'Empereur, qui s'était réservé le dernier mot dans toutes les affaires. La charge de ces travaux étant énorme, leurs solutions ont souvent marché avec une lenteur désespérante. Par suite de l'omnipotence de l'autorité impériale, les hautes charges de la Cour étaient devenues de simples services, travaillant chacun dans un ressort étroitement limité, sans tenir compte de ce qui se passait dans les autres services, de sorte qu'une collaboration efficace pour le bien des peuples faisait complètement défaut. De cette façon il était non seulement impossible d'apercevoir une lueur de progrès, mais tout dénotait au contraire un mouvement rétrograde, et cet état de choses devait nécessairement conduire à la grande Révolution de 1848.

Sous l'influence du libéralisme, on a vu s'ériger l'État de la bourgeoisie, dont le développement devait conduire à une monarchie constitution-

nelle ou à un régime républicain. L'absolutisme fit place à des gouvernements établis avec le concours du peuple qui de plus en plus acquit de l'influence sur les affaires gouvernementales.

La Révolution de 1848 a eu pour conséquence la chute de Metternich et l'avènement au trône de l'Empereur François Joseph 1^{er}, dont les premiers actes souverains furent l'entière libération des paysans et la suppression des mesures oppressives. De véhémentes luttes se sont déroulées au sujet de la Constitution, et ce n'est qu'après la guerre contre la Prusse, en 1867, que l'Autriche-Hongrie est devenue une monarchie dualiste constitutionnelle sous le sceptre d'un même souverain et avec une représentation commune pour les affaires étrangères. Elle est restée telle jusqu'en 1918.

La Monarchie austro-hongroise, grâce à la situation privilégiée dans le bassin danubien, a de tout temps entretenu des relations commerciales très suivies avec l'Orient, et un traité de commerce établi entre la Sublime Porte et la Monarchie, en 1869, a réglé ces relations. Tous les souverains des époques suivantes avaient à cœur de soigner ce commerce, et Marie-Thérèse a même établi à Constantinople, simultanément avec une légation diplomatique, une représentation commerciale. La cause de ces mesures fut le rôle important joué par Vienne dans le commerce des nations occidentales avec tout l'Orient. Le nationalisme, de plus en plus fortifié au 17^e siècle, trouva aussi en Autriche des portes ouvertes. La politique mercantiliste favorisa l'établissement d'industries à proximité des villes et dans les centres de forte consommation, et fut adoptée aussi par l'administration douanière. Elle a pu se maintenir pendant plus d'un siècle. L'organisation économique du pays fut complétée, et des motifs purement économiques commencèrent à influencer la politique commerciale de l'Autriche. Joseph II

était un souverain bon, aimable et aimé de ses sujets. Quoiqu'il fût libre-échangiste convaincu, il introduisit des mesures prohibitionnistes afin d'industrialiser le pays et d'améliorer la situation économique. Cette orientation de la politique commerciale eut des effets alourdissants, puisqu'elle donna lieu à l'introduction des marques de fabrique, c'est-à-dire que toutes les marchandises fabriquées dans la Monarchie ont dû être pourvues d'une marque d'origine; tout commerce avec des marchandises privées de cette marque était interdit ou rendu très difficile. La prohibition était parvenue à son point culminant lors de l'adhésion de l'Autriche au blocus continental anglais; le commerce des produits anglais fut sévèrement interdit, et beaucoup de marchandises étrangères étaient exclues des marchés. Les désavantages de ce système provenaient de la situation générale de cette époque. L'Empire était alors complètement isolé en Europe, le commerce dans le marasme, l'argent papier très déprécié, l'or et l'argent cachés ou exportés, l'industrie était en recul d'une façon inquiétante, obligée, même dans les contrées où elle florissait encore, de craindre la concurrence libre de l'étranger.

Après la paix de Paris, en 1815, la politique commerciale de l'Autriche manifesta des tendances un peu plus libérales, sans cependant se décider à changer de système. La Monarchie, qui, après avoir perdu et repris plusieurs provinces au temps de Napoléon I^{er}, s'était partagée en 7 circonscriptions douanières avec tarifs inégaux, forma de nouveau, par la suppression des frontières douanières intermédiaires, un grand domaine commercial allemand-italien-slave; les barrières douanières ne restaient en vigueur que du côté de la Hongrie. Le commerce d'exportation et de transit obtint des facilités, et les droits d'importation furent abaissés en partie. Les industriels autri-

chiens avaient une existence aisée depuis l'entrée en vigueur des prohibitions d'importation, et, pour ne pas être dérangés dans leurs affaires, ils tentaient de se protéger contre la concurrence des voisins allemands. C'est ainsi que l'Union douanière allemande a pu se former sans que l'Autriche en fît partie. En 1820 déjà, le grand savant Frédéric List essaya de convaincre l'Empereur François de l'utilité d'une adhésion à l'Union douanière, mais sans succès. Le 22 mars 1833 fut fondée l'Union douanière allemande, à l'intérieur de laquelle le commerce était exempt de droits. Metternich se prononça en faveur de l'adhésion, mais les fabricants étaient d'un avis contraire, de sorte que ce sont les producteurs eux-mêmes qui mirent obstacle à ce que l'Autriche participât au grand marché allemand, quoique cette participation eût donné lieu à de nouveaux débouchés considérables et à une amélioration de toute la situation économique. On ne se soucia nullement d'établir des facilités commerciales dans les transactions avec l'Allemagne tout en sachant vers l'année 1840 que l'Union douanière générait l'écoulement des marchandises autrichiennes. L'Autriche demeura donc isolée selon la volonté des fabricants. Pendant toute cette période prohibitionniste, la contrebande vit des jours heureux, et c'est la Révolution de 1848 qui amena une amélioration sensible. En 1851 l'Autriche était déjà ouvertement pour l'adhésion à l'Union douanière, mais cette fois la Prusse s'y opposa, parce qu'elle se sentait menacée dans son hégémonie par cette incorporation de l'Autriche aux États allemands. En 1861 un traité de commerce fut conclu entre la France et la Prusse qui accorda à la France le bénéfice de la nation la plus favorisée sur le territoire de l'Union douanière allemande. En 1864 l'Autriche voulut adapter son tarif douanier à celui des États de l'Union, mais la Prusse déclara qu'elle

était obligée de se tenir aux termes de son traité de commerce avec la France, sans doute uniquement pour que l'Autriche fût empêchée de faire partie de l'Union. Le Chancelier allemand, Bismarck, ne nourrissait guère de sentiments sympathiques pour l'Autriche, qu'il considérait d'ailleurs aussi d'un mauvais œil en raison de la politique de jour en jour plus vigoureuse de la Prusse. La rivalité pour l'hégémonie conduisit finalement à la guerre de 1866 entre l'Autriche et la Prusse, et les visées libre-échangistes de la politique commerciale autrichienne étaient anéanties.

Les tendances libre-échangistes des années 1853 à 1865 avaient été soutenues par tous les esprits clairvoyants de cette époque. Les enseignements d'Adam Smith trouvèrent chez les écrivains allemands des défenseurs acharnés, les grands principes du libre échange, de l'abolition des barrières douanières et des droits protectionnistes, ainsi que les théories de Smith et de l'école de Manchester étaient tellement puissants, que les oppositions, auxquelles on aurait pu s'attendre, ne se faisaient même pas sentir, de sorte que les sentiments dominants sur le terrain scientifique étaient presque exclusivement favorables au libre-échange individualiste, et cela d'autant plus facilement, que les économistes de l'école historique d'alors justifiaient au point de vue historique la tendance libre-échangiste. L'essor économique du commencement de la seconde moitié du dernier siècle, les récentes inventions dans le domaine du commerce et des communications, les grandes expositions internationales de Londres et de Paris exercèrent une influence profonde sur l'évolution économique de l'Europe. Dans ces circonstances, Napoléon III parvint à conclure des traités de commerce avec la Prusse et l'Angleterre, et à créer de cette façon une base pour une politique commerciale libérale des États européens. L'Au-

triche, tout naturellement, n'a guère pu faire autrement que de s'associer à la marche des événements, fournissant une preuve de sa bonne volonté en concluant en 1869 avec la Prusse un traité de commerce renfermant de nombreux points libre-échangistes.

Le système libre-échangiste resta en vigueur jusqu'en 1878, quoique sous ce régime l'industrie et l'agriculture de l'Autriche aient fait des progrès énormes et atteint un développement inconnu jusqu'alors, quoique de nombreux traités de commerce aient été conclus et que le système prohibitionniste ait été aboli à jamais, il y avait cependant encore des gens en Autriche qui voulaient renverser ce système en vigueur et procurer à l'industrie indigène une protection plus grande encore.

En 1873, une crise économique, accompagnée de nombreuses faillites, survenue en Autriche, encouragea l'agitation protectionniste. Le Congrès des économistes autrichiens, en 1875, se prononça également en faveur d'un système douanier protectionniste, et les partisans de ce système firent si bien, qu'en 1876 un tarif protectionniste entra en vigueur, après qu'en 1876 tous les traités de commerce avaient été dénoncés pour préparer le terrain à cette réforme. De cette façon la tendance protectionniste, envahissant toute l'Europe, pénétra aussi en Autriche. En Allemagne, Bismarck était partisan convaincu de la protection, parce qu'il espérait pouvoir fortifier par ces barrières la puissance économique de la Prusse, et c'est pourquoi que pendant toute la durée de son gouvernement le système protectionniste radical domina en Allemagne.

L'essor économique pendant la période libre-échangiste était tellement considérable, que malgré les continuelles réductions tarifaires, les recettes de la douane accusaient un accroissement rapide. Le principe de l'Américain Caray, statuant que

le producteur devrait se trouver à proximité du consommateur, et l'idéal de tout protectionniste, que chaque pays devrait satisfaire ses besoins au moyen de ses propres produits, ne donnèrent pas de bons résultats pratiques. L'introduction du protectionnisme amena aussi d'autres États à prendre des mesures analogues ; elles eurent pour conséquence des tarifs douaniers autonomes, des tarifs de combats, des guerres douanières, et une surenchère de droits douaniers, ayant pour but de désavantager le voisin. Le caractère désastreux de ce système s'est montré de la façon la plus claire et la plus nette dans le développement ultérieur de la politique commerciale de la Monarchie austro-hongroise, et aussi après la grande guerre mondiale.

La route fluviale formée par le Danube a orienté tout naturellement tout le commerce de la Monarchie vers les marchés orientaux, propices à l'écoulement des marchandises autrichiennes. A cet égard, les États balkaniques, la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie, qui avaient été jusqu'au 19^e siècle sous la domination turque, se placent en première ligne. Les relations commerciales, entretenues par la Monarchie avec ces pays dès la plus haute antiquité, n'étaient pas sérieusement concurrencées par d'autres nations. Les transactions dans ces contrées étaient toujours très compliquées et semées d'obstacles en raison des difficultés de transport, de la mauvaise administration, de l'incurie du gouvernement et des classes dirigeantes, mais les excellentes marchandises de l'industrie viennoise y ont quand même toujours trouvé un débit considérable et rémunérateur. L'influence continuellement croissante de l'Angleterre, à la suite de l'occupation de l'île de Malte, ainsi que celle de la Russie, étaient faites pour aggraver la concurrence. La Monarchie eut donc soin de conclure pendant son ère protectionniste des traités de commerce avec les pays balkaniques

devenus autonomes, mais ces conventions n'étaient jamais de longue durée. De 1886 à 1890 éclata entre l'Autriche et la Roumanie une guerre tarifaire. Ce conflit et d'autres raisons influencèrent désavantageusement les relations commerciales entre l'Autriche et les pays des Balkans. Cette politique commerciale protectionniste était en outre une pomme de discorde continuelle entre les nations de l'Empire. Une nouvelle guerre de tarifs, survenue entre l'Autriche et la Serbie en 1907, se perpétua jusqu'en 1910; elle envenima beaucoup les relations de part et d'autre, et contribua probablement même à faire naître les motifs de la grande guerre mondiale. La conséquence inéluctable de la politique défectueuse du commerce autrichien était un passif au bilan commercial, passif qui s'est maintenu jusqu'au démembrement de la Monarchie.

Par suite de cette politique commerciale des quarante dernières années, l'importance économique de la Monarchie fut moins grande que son autorité politique, de sorte qu'elle se trouva évincée économiquement par des pays plus petits et politiquement insignifiants. Pays agraire dans sa majeure partie, la Monarchie aurait dû à tout prix maintenir une politique commerciale libre-échangiste. Le manque de prévoyance et de jugement éclairé à l'égard d'une politique commerciale appropriée à la situation et à l'ambiance de ce vaste Empire, a certainement eu sa part dans l'explosion de la guerre mondiale qui l'a conduite à la ruine.

Le sort tragique qui a atteint cet État en novembre 1918 a déjà germé dans des temps reculés. La désagrégation générale a déjà commencé en 1848. Dès l'aube de ce siècle de gros nuages menaçants ont jeté leur ombre sur ce vieil empire danubien et des cris de plus en plus sinistres ne cessaient d'annoncer son démembrement. A l'intérieur du pays, les partis politiques ont envenimé

la situation par leurs continuelles querelles nationales et égoïstes; les affaires étrangères étaient devenues de plus en plus pénibles par les agissements d'un corps diplomatique incapable, recruté parmi les favoris de la Cour. Lorsque, en 1916, l'Empereur François-Joseph s'endormit après un règne de 68 ans, il eut pour successeur, à la place de son fils Rodolphe, mort mystérieusement à Meyerling, et de son neveu François-Ferdinand, assassiné avec sa femme à Sarajevo, son petit-neveu Charles. C'est sous le règne de ce jeune empereur, mal préparé et mal conseillé pour une tâche aussi ardue, en pleine guerre mondiale, qu'il aurait fallu un génie d'une énergie de fer pour tirer l'Autriche des insondables embarras au milieu desquels elle gaspillait ses forces. En octobre 1918, cet immense édifice des Habsbourg s'écroula pitoyablement. Les diverses nations qui le composaient reprirent leur liberté d'action, et ce démembrement fut sanctionné et réglé par les États vainqueurs lors de l'élaboration du Traité de Paix de St-Germain-en-Laye.

PREMIÈRE PARTIE.

LE RÔLE DE VIENNE AVANT ET APRÈS LA GUERRE MONDIALE

I.

VIENNE, AVANT LA GUERRE MONDIALE

L'histoire de l'antiquité nous apprend déjà que seuls les États qui ont une part dans le commerce international peuvent arriver à la richesse et à la puissance. Quand on considère l'influence de la vieille route fluviale que forme le Danube, on constate que Vienne, Passau, Ratisbonne, Augsbourg, Nuremberg et Ulm, grâce à leur situation privilégiée sur cette grande route commerciale, ont acquis leur grande importance et sont devenus des Centres commerciaux de premier ordre. Aucune ville du monde ne peut se vanter d'occuper une situation aussi magnifique et aussi avantageuse que Vienne, excellemment placée au point de rencontre de ce grand fleuve et d'une chaîne de montagnes d'une valeur inappréciable. A Vienne se croisent les routes qui conduisent du Nord au Sud, de l'Ouest à

l'Est, assignant à cette capitale sa destinée, ses tâches et ses devoirs. Une histoire millénaire atteste en effet non seulement que la ville de Vienne a traversé avec gloire les étapes qui conduisent une communauté close et restreinte, d'une origine insignifiante, à l'éclat d'une métropole, mais aussi que ce développement est une conséquence de la tâche qui lui a été octroyée par l'histoire universelle. Vienne doit son développement à la situation géographique, à ses relations avec l'Empire romain, avec l'Empire allemand et avec l'Orient. Son commerce et les nombreuses guerres l'ont mise, elle et ses habitants, en contact avec presque tous les peuples du monde, parmi lesquels les Sarrasins, les Russes, les Suédois, les Anglais, les Français, les Italiens, les Levantins et des peuples orientaux ont laissé de vives empreintes.

Le rôle économique de Vienne.

On trouve dans les temps préhistoriques déjà des traces d'un grand commerce entre le bassin viennois et l'Italie, et de nombreuses ramifications commerciales conduisant par le Danube jusqu'à la Mer Noire et jusqu'en Asie, chez les Scythes-Obéites, chez les Tartares et en Chine. Cornelius Nepos (1), au 1^{er} siècle avant J.-Chr., raconte déjà que le roi des Boïers (Bohême) avait envoyé, comme présent d'une valeur haute et rare, des commerçants hindous au proconsul de la Gaule Metullus Celer. Les Romains avaient établi à Carnuntum, à 20 km. de Vienne, un château-fort pour surveiller le commerce que les peuples du Danube et des Sudètes dirigeaient sur cet endroit. Les transactions, dans les temps préhistoriques, étaient favorisées par les mœurs

(1) FRIEDRICH CHRISTOPH JONATHAN FISCHER : *Geschichte des deutschen Handels*, Hannover 1785.

des peuples sauvages qui jugeaient les marchands inviolables dans l'exercice de leur profession aussi longtemps qu'ils payaient un tribut aux frontières. Précisément en raison de la sécurité qui régnait sur ces routes commerciales de l'Europe centrale, les marchands grecs et phéniciens entouraient de mystère cette partie de l'Europe et l'enveloppaient de toutes sortes de légendes.

La preuve que les Romains appréciaient à sa juste valeur l'importance de Vienne comme centre commercial, ressort déjà du fait qu'ils fondèrent la place de Vindobona en l'an 13 avant J.-Chr. (1), le noyau de la ville de Vienne actuelle, et que l'Empereur Marc-Aurèle y établit son camp pendant plusieurs années. En 193 après J.-Chr., le gouverneur Severus fut acclamé à Vindobona en qualité de premier Empereur romain élevé par ses soldats à cette dignité. De cette façon, Vienne était déjà avant le commencement de notre ère le poste le plus éloigné où, basée sur des communications commerciales très sérieuses, la culture romaine fut rendue accessible aux peuples orientaux. Il est fort curieux de remarquer à cet égard que la situation de Vienne ne s'est guère modifiée au cours de deux mille ans. Il est particulièrement remarquable que les Romains, en 174 après J.-Chr. déjà, aient interdit aux peuples de ces contrées tout commerce direct, fixant comme places intermédiaires sur territoire romain Carnuntum et Vindobona (1). De cette façon les Romains ont établi entre eux et ces peuples une espèce de dépendance économique et politique à l'égard de l'Empire romain. Ils ont donc pu exercer le contrôle du commerce en avançant les frontières de leur Empire jusqu'aux pays du Danube et en y établissant une zone douanière uniforme. En raison de sa situation géographique,

(1) BERMAN : *Geschichte der Kaiserstadt Wien*, Wien 1892.

Vindobona était devenue un des points stratégiques les plus importants du grand Empire romain. Pendant l'époque des migrations, beaucoup de peuples traversaient le territoire sur lequel la ville de Vienne est située. Les premiers colonisateurs arrivés à Vienne vers l'an 700 après J.-Chr. furent des marchands obligés de traverser Vindobona en allant chez les Slaves et en Hongrie; ils y ont construit d'abord des entrepôts et s'y sont finalement fixés de façon définitive. En l'an 800 après J.-Chr., Charlemagne érigea l'Autriche en bastion oriental contre les attaques des Magyars.

Quand on jette un coup d'œil rétrospectif sur les premiers mille ans de l'évolution historique, on constate que les communications commerciales, développées continuellement, ont toujours eu pour conséquence une union des pays du Danube, et que le commerce de l'Europe, de plus en plus florissant, allant jusqu'à Byzance, a été dirigé par Vienne. En 1164 (1), sous le Duc Heinrich Jasomirgott, Vienne était déjà un lieu de rendez-vous des voyageurs étrangers, et le Duc, aussi bien que son fils, prirent pour femmes des Byzantines, qui arrivèrent à Vienne accompagnées de grandes suites, ce qui contribua aussi beaucoup à l'intensité des relations commerciales de plus en plus importantes entre Vienne et l'Orient. Pendant plus d'un siècle Vienne eut la haute main sur le commerce avec l'Orient. D'importantes branches industrielles et commerciales furent fondées à Vienne sur cette base, et beaucoup de maisons de commerce de premier ordre ont choisi Vienne pour centre de leurs transactions. Cette floraison n'aurait certainement pas cessé de s'épanouir si les changements dans les conditions de transport, changements provoqués par les

(1) KRALIK und SCHLITZER : *Die Geschichte Wiens*, 1922.

événements politiques et économiques de la seconde moitié du 19^e siècle, n'avaient pas amené un affaiblissement de ces organisations. Au 18^e siècle déjà beaucoup de commerçants levantins s'étaient établis à Vienne, s'occupant du trafic des produits de l'Orient et des Balkans qui étaient consommés en partie en Autriche et exportés en partie en Allemagne, en Italie et en Suisse. Par la paix de Karlowitz, en 1690, les commerçants viennois obtinrent le droit d'établir des entrepôts dans les Balkans et d'expédier leurs marchandises par mer. Ils jouissaient d'une exonération d'impôts, qui fut également accordée aux commerçants turcs à Vienne. A l'époque de la grande foire de Leipzig, des commerçants orientaux vinrent à Vienne de Constantinople, d'Adrianople, de Salonique, de Smyrne, de Beyrouth et de la Perse. L'article XIX (1) du traité de paix de Passarowitz, en 1718, et l'article XII du traité de paix de Belgrade, en 1739, contiennent des dispositions à l'égard de la protection des marchands persans et orientaux en général. L'industrie de Vienne profita du fait qu'un grand nombre de marchands grecs s'y établirent travaillant exclusivement pour l'Orient. Dès 1770 déjà, les petits châles et fichus turcs, confectionnés à Vienne, étaient très en faveur sur les marchés orientaux. En 1785 (2), 60.000 personnes travaillaient à Schwechat, près de Vienne, dans deux fabriques de cotonnades produisant exclusivement des articles exportés en Orient.

Les perturbations économiques à la fin de la première moitié du 19^e siècle, les changements survenus dans les communications dans tous les domaines de la vie sociale et du commerce, causant de grands dommages et faisant grand

(1) MORITZ ENGEL : *Oesterreich-Ungarn im Welthandel*, Wien 1902.

(2) Dr. ALEXANDER PEEZ : *Die griechischen Kaufleute in Wien*, 1888.

tort à la routine de ce commerce primitif, ont fortement influencé la marche de son développement. Quoique le commerce avec l'Orient se soit trouvé amoindri, les événements révolutionnaires de 1848 ont eu des conséquences très favorables pour le développement économique de Vienne, ce qui est nettement démontré par l'accroissement du nombre de ses habitants, dont voici une statistique succincte, d'après l'ouvrage de Bermann « Geschichte der Kaiserstadt Wien » :

Année	Nombre d'habitants :
—	—
1491	50.000
1846	407.000
1860	706.000
1882	1.078.000
1892	1.325.000
1913	1.950.000

En effet, Vienne s'est trouvée dans l'impossibilité de se développer, étranglée pour ainsi dire par le système prohibitif en vigueur pour le commerce autrichien jusqu'en 1848; les nouvelles tendances, aspirant à la liberté du commerce et des transactions, ont donné à Vienne un essor insoupçonné. Vienne étant la capitale de l'Empire, est aussi devenue, au point de vue économique général, le grand centre commercial de la Monarchie. Toutes les corporations économiques, les banques et la plupart des entreprises industrielles y ont élu domicile afin d'établir un contact aussi étroit que possible avec le Gouvernement. A part cela, cette capitale d'un Empire de 53 millions d'habitants est aussi devenue le centre intellectuel et culturel de l'Empire, le séjour de toute l'aristocratie, des hauts fonctionnaires, de la haute finance et de tous les autres rouages importants de la Monarchie. Au fur et à mesure que Vienne a rassemblé tout ce que l'Empire avait de brillant et de prépondérant, il a fallu aussi tenir compte des besoins sans cesse gran-

dissants de sa population. De nombreuses industries se sont donc développées dans l'enceinte même de la ville aussi bien que dans ses environs et ont atteint une prospérité incroyable. Cette floraison était tout naturellement favorisée par les besoins de l'armée, d'une bureaucratie devenant plus nombreuse et plus puissante de jour en jour, par les exigences de la Cour Impériale, de la noblesse et de la riche bourgeoisie. De cette façon se sont développées dans les environs de Vienne des industries textiles, des fabriques de machines et d'autres industries travaillant les métaux, surtout des industries de guerre particulièrement soutenues par l'État. Ces dernières industries notamment, objets de toutes les faveurs officielles, ne vivaient que des commandes du Gouvernement, qui, se méfiant de la loyauté des autres nationalités, avait ses raisons politiques pour n'occuper que les industries des pays allemands. Donc, comblées de commandes, les usines textiles et métallurgiques se sont admirablement développées et ont introduit une organisation de travail d'après laquelle une partie des fournitures fut exécutée à Vienne, tandis qu'une autre fut confiée à des usines de province.

Vienne est cependant restée le centre incontesté des industries fines, notamment dans les petits articles façonnés avec art, dont la valeur dépend des habiletés individuelles de certains artisans et qui ne peuvent être produits en grandes quantités. Cette industrie, typique de la Ville de Vienne, produit des articles qui comptent pour beaucoup dans l'exportation autrichienne ; ils sont infiniment appréciés dans le monde entier pour leur finesse, la solidité de l'exécution, le bon goût, l'allure artistique, dus au talent et au savoir-faire des artistes et artisans viennois. Il y a lieu de ranger dans cette catégorie aussi l'industrie des meubles, dont chaque pièce exige un travail

soigné, exécuté par des spécialistes de ce métier; puis l'industrie des articles de mode, des cravates, des chaussures pour dames, des objets de maroquinerie, des bijoux, des objets métalliques argentés, des travaux en nacre, des pipes en écume de mer, des bronzes, des sculptures sur bois, des articles en ivoire, des appareils mécaniques de précision, des pelleteries, des instruments de musique et beaucoup d'autres. En un mot, tous les articles qui exigent un travail particulièrement soigné et qui ne peuvent être exécutés que par des ouvriers parfaitement doués et stylés. Pour tous ces articles Vienne peut largement soutenir la concurrence de Paris, il est même curieux d'observer que beaucoup de produits des industries viennoises sont lancés sur les marchés avec des marques françaises. Le développement de ces industries viennoises proprement dites est tout à l'honneur de l'assiduité, du goût, de l'expérience et du haut niveau social et intellectuel des artisans de Vienne. L'exportation de ces articles forme aussi un grand pourcentage dans l'actif du bien commercial de la Monarchie, actif qui s'est aussi maintenu à une hauteur respectable dans l'économie autrichienne d'après-guerre.

Nous avons déjà parlé de la valeur du Danube comme route commerciale; son utilisation et son développement ont occupé et préoccupé les génies du domaine économique, et mille projets ont été formés à cet égard, parmi lesquels il suffit de citer la construction, envisagée avant la guerre, du Canal Mein-Danube, qui permettrait aux bateaux belges et hollandais d'aller directement de leurs ports jusqu'à la Mer Noire, route dont Vienne serait le point central, étant à égale distance de l'Océan Atlantique et de la Mer Noire. En prenant en considération le grand nombre d'habitants de cette capitale et de ses environs, ainsi que la foule de ses industries diverses et puissamment développées, industries qui ne peuvent être sur-

passées, quant à leur puissance et à la qualité de leurs fournitures, par aucune autre ville européenne de l'Est de l'Europe, Vienne est tout naturellement un centre commercial et un lieu de transit dont l'importance cesse d'être locale et s'élève à une grandeur européenne hors ligne.

Au risque de nous répéter, nous voulons encore une fois faire ressortir la valeur universelle de Vienne due à sa situation au carrefour des grandes routes qui conduisent du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est, routes qui ont été infiniment agrandies et perfectionnées par les constructions et le trafic des temps modernes. Les grandes lignes internationales conduisent par Vienne en Orient. Au seuil de l'Orient où se rencontrent toutes les nations et toutes les civilisations du monde, Vienne possède de ce fait des avantages que peuvent lui envier beaucoup de grandes villes européennes y compris Paris et Berlin.

Grâce à cette situation géographique, à son développement historique, à ses vieilles traditions comme capitale d'un Empire de 53 millions d'habitants, en sa qualité de centre politique, contenant toutes les banques et la majeure partie des grandes entreprises industrielles, Vienne avait en mains tous les atouts de prospérité, d'autant plus que ses institutions financières, ses bourses, ses compagnies de transports et d'assurances, entre autres, jouissent d'un renom qui va bien au delà des limites de la vieille Europe. Aussi le commerce viennois a-t-il pris un essor considérable, et les négociants de Vienne, avantageusement introduits sur tous les marchés européens et orientaux, appréciés partout par leur science des affaires, leur parfaite honorabilité et leurs riches expériences, ont porté Vienne au tout premier rang des places commerciales du monde, de sorte qu'il incombe à cette métropole d'être, comme par le passé, le grand intermédiaire du commerce entre l'Occident et l'Orient.

Le rôle de Vienne dans l'évolution de la civilisation.

Par sa situation géographique, et comme anneau dans la chaîne qui relie la culture occidentale à la culture orientale, Vienne fut de tout temps appelée à porter le flambeau des arts et sciences de l'Occident dans les sphères orientales. Se trouvant aux confins de la culture allemande en Europe, Vienne, au cours des siècles, a accompli une œuvre qu'aucune autre ville, qu'aucune autre nation ne peut se vanter d'avoir rendue plus belle et plus grande. Ayant subi, en raison de ses relations incessantes et des migrations continuelles, l'empreinte forte et prenante de diverses races étrangères, d'esprit et de mœurs d'éléments disparates, imbuë d'éthique et de culture éminemment affinées, Vienne est parvenue, grâce à sa mentalité délicate et profonde à la fois, à créer et à former une culture composite qui ne peut être définie autrement que par le vocable : « génie autrichien ».

La tâche que Vienne, en sa qualité de grand centre de culture allemande, avait à remplir, était bien plus difficile et plus importante que celle attribuée à d'autres centres de ce genre, tels que Berlin ou Leipzig. Tandis que ces derniers centres culturels n'avaient à communiquer les sciences qu'aux Allemands des divers pays du domaine germanique et à d'autres nations occidentales, Vienne était moralement chargée d'implanter les sciences et la culture occidentales chez les populations de l'Est de l'Europe, aux Slaves, aux Magyars et aux Orientaux, et Vienne a admirablement réussi dans l'accomplissement de cette tâche.

L'ascension scientifique de Vienne commence au 13^e siècle, à l'époque des Babenbergeois, où Vienne, au premier rang des combats pour l'ex-

pansion allemande, avait à tenir compte des assauts magyars, à l'époque où le commerce grandissant des plaines danubiennes augmenta ses débouchés dans le proche Orient, dans le temps des émouvantes croisades, et de la haute et merveilleuse culture qui régnait dans les résidences des rois et des seigneurs, époque où les plus brillants représentants de l'esprit allemand, comme Walther von der Vogelweide, chantaient leurs lieds et leurs épopées à la Cour de Vienne.

C'est à cette époque, en 1365, que se fonde l'Université de Vienne, créée d'après le modèle de la Sorbonne de Paris. Elle était la première Université des pays allemands et elle se développa très rapidement. De tous les pays du monde les étudiants affluaient, et c'est ainsi qu'une véritable Université moyenâgeuse ajouta sa gloire à la beauté de la grande ville naissante. En 1520 (1), les cours universitaires étaient déjà très fréquentés, et l'influence dominante de l'Université s'est trouvée renforcée par sa participation aux grands événements ecclésiastiques de cette époque si riche en réformes et conciles. Mais la faculté théologique de Vienne n'était pas la seule importante, la faculté des sciences aussi, vers le milieu du 15^e siècle, était déjà célèbre par ses études mathématiques et astronomiques, et par l'enseignement du grand savant Kepler. Au 16^e siècle, l'importance de Vienne dans les luttes civilisatrices s'est doublée par le fait du danger des invasions turques menaçant de détruire tout ce qui avait été gagné par la culture occidentale. En 1529 et en 1683 les Turcs étaient aux portes de Vienne; par bonheur ils ont pu être vaincus et repoussés.

A la suite de ces heureuses guerres l'Autriche est devenue un grand Empire qui, depuis la paix de Passarowitz, se trouvait au comble de sa puis-

(1) KRALIK und SCHLITZER : *Geschichte der Stadt Wien*, 1922.

sance et dont les frontières s'étendaient de la Belgique jusqu'en Sicile, et de l'Espagne jusqu'en Serbie. Cet Empire était alors vraiment un Empire de premier ordre, et son souverain portait la glorieuse couronne des Empereurs allemands-romains. En sa qualité de capitale de ce vaste Empire, Vienne, resplendissant aussi des magnificences de la Cour des Habsbourg, devient le centre de l'aristocratie catholique de l'Autriche et de l'Allemagne, et les grandes familles nobles de l'Italie, de l'Espagne et de la France tiennent à y être représentées. Et comme tous les regards de l'Europe centrale étaient dirigés sur cette magnifique cité, elle fut ainsi tout naturellement, dès cette époque, le grand centre et le modèle pour toutes les questions de civilisation.

Au cours des siècles, beaucoup de territoires voisins ont été rattachés à l'Empire. Tous ces nouveaux membres étaient bien pauvres lors de leur annexion, faiblement habités et dans un état d'indéniable sauvagerie. Afin de civiliser ces contrées, des paysans allemands de toutes les parties de la Monarchie y furent envoyés comme colonisateurs; leurs connaissances et leurs méthodes furent pleines d'enseignements pour les indigènes quasi barbares de ces nouvelles contrées. L'influence de ces colonies était si grande, que petit à petit les pays se couvraient de florissantes cultures et de riches entreprises industrielles.

Les populations des pays orientaux limitrophes cherchaient en Autriche asile et protection contre les mauvais traitements qu'elles devaient sans cesse endurer de la part des autorités turques. Venus de plein gré sur les territoires hospitaliers de la Monarchie, doués d'intelligence et de certaines qualités d'assimilation, ces gens adoptaient facilement les bienfaits de la culture autrichienne dont les modèles brillaient à Vienne. Leur ambition était de faire étudier leurs enfants dans la capitale impériale. Les institutions scientifiques

étaient fréquentées par beaucoup d'étudiants magyars, tchèques, slovaques, serbes, grecs, monténégrins, qui travaillaient avec zèle dans les écoles et facultés, désireux de se développer comme leurs camarades allemands. Rentrés dans leurs pays, ils portaient dans leurs milieux les bienfaits et l'élégance de la culture viennoise et répandaient autour d'eux les enseignements acquis. Plus tard, devenus pères eux-mêmes, ils envoyaient leurs enfants également aux écoles de Vienne, et de génération en génération Vienne est devenue de plus en plus pour tous les peuples de la Monarchie non seulement la résidence de la Cour impériale et de la Haute Administration, mais aussi un incomparable centre intellectuel. Les pèlerinages à Vienne étaient alors à l'ordre du jour, car tous ceux qui avaient séjourné pendant quelque temps dans cette charmante cité et parmi les admirables Viennois, amis des étrangers, accueillants, hospitaliers et généreux, avaient appris à aimer Vienne, et se faisaient fête d'y revenir, soit pour revoir des amis et s'amuser, soit pour y chercher aide et conseils pour leurs affaires, soit pour y consulter en cas de maladie les docteurs de la célèbre faculté de médecine et des non moins célèbres cliniques. Lorsque, au 19^e siècle, l'Angleterre et la Russie eurent acquis en Orient une certaine prépondérance politique, elles purent sans doute faire refouler l'influence politique de l'Autriche, mais elles étaient absolument incapables de briser le pouvoir moral que Vienne exerçait sur ces peuples.

L'organisation économique, en général, est en Orient tout autre que dans les pays occidentaux où ces organisations sont infiniment supérieures, et le grand mérite de la culture autrichienne et viennoise est d'avoir socialement élevé divers peuples, tels que les Slaves, les Polonais et les Roumains, qui ont appartenu primitivement aux systèmes économiques orientaux, et de les avoir

dotés, dans le cours des temps, des bienfaits de la culture occidentale. Cela se voit maintenant plus que jamais, en cette époque d'après-guerre, dans certains États nouvellement formés, comme la Pologne et la Roumanie; les contrées polonaises ayant fait partie autrefois de la Monarchie, se trouvent certainement à un niveau social et culturel tout autre que les autres parties; tandis qu'en Pologne orientale et dans la vieille Roumanie les villages ne sont qu'un sordide assemblage de chaumières de bois et de boue, sans canalisation, traversés d'affreuses routes, les paysans des contrées de l'ancienne Monarchie vivent dans des conditions très confortables, tout comme leurs frères des pays foncièrement civilisés, et bien des années s'écouleront encore jusqu'à ce que les gouvernements de la Pologne et de la Roumanie réussissent à obtenir pour leurs populations campagnardes des conditions de vie et de travail aussi bonnes.

L'histoire nous montre que les contrées danubiennes et particulièrement Vienne furent de tout temps appelées à servir de pont entre l'Orient européen et asiatique et les pays de l'Ouest de l'Europe en ce qui concerne la culture. Nous avons déjà dit que Vienne a rempli cette lourde tâche d'une façon admirable à travers les siècles. De nombreuses colonies de langue allemande, créées dans ces pays éloignés, contribuèrent par ce fait également à faire valoir les acquisitions de la civilisation occidentale.

Tous ces peuples, comme les Magyars et les Tchèques, étaient au moyen âge encore des hordes sauvages lorsqu'ils ont envahi les territoires qu'ils occupent actuellement, et c'est grâce aux bénéfices de la culture viennoise qu'ils sont parvenus à la civilisation et à la puissance dont ils se glorifient aujourd'hui; et s'ils vantent maintenant leur autonomie nationale et s'ils sont fiers de figurer dans le concert des nations européennes

avec des territoires et une influence politique à côté desquels la nouvelle petite République d'Autriche paraît insignifiante, ils auraient tort de ne pas se souvenir de ce qu'ils doivent, à tous points de vue, à l'influence éducatrice de l'ancienne Monarchie et à la culture viennoise.

Ce rôle de trésorière de la culture des temps passés, Vienne continuera encore de le jouer à l'avenir; la haute civilisation de l'ancienne résidence impériale est et restera indestructible, d'autant plus, qu'après comme avant la grande guerre, elle a conservé immuablement son rang de centre intellectuel hors concours des peuples de l'ancien grand Empire danubien.

Le rôle de Vienne comme ville d'arts.

C'est dans la nature des choses même que la vie intellectuelle et artistique d'un pays arrive à sa plus haute floraison dans sa capitale, où le chef de l'État s'entoure des plus éminents représentants de l'esprit et des arts, et où se rassemble, au milieu d'une population très dense, curieuse et encourageante, l'élite des talents.

L'histoire nous apprend qu'aucune grande ville du monde peut-être n'a été exposée à tant de dangers et de misères que Vienne en tant que bastion naturel chargé de défendre l'Occident contre les invasions barbares. Mais aucune de ses forces vitales n'a pu être anéantie, sa volonté de se maintenir, de prospérer et de s'élever est restée invincible, et sa bonne humeur, son esprit ensoleillé, son amour du beau, ses talents pour les arts, les dons que les Muses ont mis dans les âmes et les cœurs de ses enfants, ont consolé Vienne de tous ses malheurs, et elle est restée souriante, gaie et charmante en dépit de toutes les afflictions et des pires catastrophes. La musique et la danse, les théâtres et les divertissements de

toutes sortes ont incessamment accompagné sa vie et ses travaux, et constituèrent la fontaine de jouvence, dont les eaux miraculeuses l'ont toujours fait renaître plus jeune, plus belle, plus fraîche après chaque période de calamités qui eût plongé toute autre cité moins bien organisée dans une mer d'idées noires. Ces heureuses dispositions n'ont jamais manqué de produire leurs bons effets, et toujours sa culture et ses arts se sont parés de splendeurs et de grâces après le passage des intempéries, comme les fleurs éclosent plus radieuses quand l'orage a fait place aux rayons du soleil.

Cette particularité de la vie de Vienne prend ses racines aussi dans le merveilleux charme de la contrée dans laquelle se rencontrent harmonieusement la gaieté ensoleillée et communicative de l'Italie et les beautés graves et mélancoliques des pays du Nord. Et ce qui contribue encore puissamment à donner à Vienne son cachet spécial et infiniment sympathique, c'est le singulier mélange de beaucoup de nations dont la cohabitation a formé au cours des siècles la précieuse, intelligente, très aimable et très artistique race viennoise, éprise de tout ce qui est beau et gracieux, fanatique de musique et de théâtre, jouisseuse avec le meilleur goût du monde de tous les dons de la culture et toujours disposée à ouvrir son cœur et son âme à tout ce qui peut rendre la vie digne d'être vécue.

Lorsque les sauvages assauts des Turcs se furent brisés aux murs de la ville, lorsque les terribles conflagrations de la guerre de trente ans eurent fait place au calme de la paix, des monuments baroques d'une exquise finesse jaillirent à Vienne de toutes parts. Des artistes de génie, comme Fischer von Erlach, décoraient la ville de magnifiques églises et palais; les drames, les comédies et les opéras florissaient. C'était une grande époque héroïque et artistique. L'orchestre de la

Cour était alors le meilleur du monde. De 1657 à 1705, 400 opéras furent représentés (1); des poètes et des musiciens, mis à l'abri des besoins du jour, composaient des chefs-d'œuvre, et les livrets de toutes les pièces furent imprimés en allemand et en italien, enluminés de précieuses gravures.

Dans la seconde moitié du 18^e siècle la musique classique arrive à Vienne à son apogée; Vienne devient le centre de la musique vocale, orchestrale, dramatique de l'Europe, situation privilégiée qu'elle a conservée jusqu'à nos jours et qu'elle conservera probablement aussi dans les temps à venir. Pendant le règne de Marie-Thérèse on voit éclore l'incomparable génie de Mozart qui représente encore aujourd'hui la perfection du génie artistique de l'Autriche dans sa plus pure délicatesse. Dans la période suivante aussi, après un quart de siècle d'épouvantables tourmentes qui épuisèrent toutes les forces de l'État et qui avaient apporté à Vienne mainte humiliation matérielle et morale, notamment lors de l'invasion napoléonienne, les arts de Vienne, la musique, le théâtre, la poésie et la peinture ont de nouveau eu un âge d'or.

Grâce à la diplomatie du Chancelier de Metternich, Vienne devint aussi le lieu de réunion du monde diplomatique, politique, et à ce foyer brillant de la résidence impériale se sont ajoutées les lumières non moins éclatantes de poètes et de musiciens passés depuis à l'immortalité. Grillparzer, Raimund, Lenau, Stifter, Nestroy, Beethoven, Schubert, Haydn, Lanner, Strauss, Schwind, Danhauser, Fuehrich et tant d'autres brillaient avec leurs œuvres impérissables dans le ciel artistique de Vienne. Le Burgtheater de Vienne, devenu la première scène allemande, jouait avec

(1) KRALIK und SCHITTER : *Geschichte der Kaiserstadt Wien*.

une maîtrise extraordinaire les œuvres des poètes allemands aussi bien que celles de l'étranger. Les théâtres des faubourgs représentaient admirablement les comédies et les farces, et prodiguaient toutes les sensations chères au caractère viennois, les rires et les pleurs, et les contes satyriques, impressionnistes et romantiques. Un genre d'art d'un charme exceptionnel, l'opérette viennoise, et sa variante l'opéra-bouffe, sont devenus, aussi bien que l'opérette classique, des articles d'exportation de premier ordre, qui n'ont pu naître incontestablement que dans cette ville bénie, palpitant de bonne humeur et pénétrée de musique, dans cette atmosphère gaie, souriante, aimablement érotique, où les mélodies et la danse paraissent inséparables de la joie de vivre, sans exagération blessante toutefois, gardant toujours la mesure et l'harmonie des formes.

La grande ville qu'était Vienne, et la société composite qui s'y était assemblée, renfermaient mille sujets de romans et de nouvelles; les écrivains en profitaient pour écrire des chefs-d'œuvre qui correspondaient par leur coloris aux particularités et aux mœurs de la ville, ainsi qu'à la variété des populations du pays; ils purent de cette façon introduire dans la littérature allemande des types et des scènes de la vie des peuples slaves et orientaux.

Toutes les vieilles villes se sont assurément rajeunies et développées par leurs attaches internationales, mais dans aucune de ces cités les beaux-arts n'ont rempli une mission aussi pénétrante et glorieuse que dans la ville de Vienne moderne. Les opinions sur la valeur des arts viennois sont unanimes. L'architecture y a fait merveille, le théâtre brille d'un éclat sans égal. L'Opéra de Vienne est le meilleur du monde, l'opérette viennoise est partout acclamée d'enthousiasme, les grands concerts dans lesquels on peut entendre tous les maîtres classiques et les compositeurs

de nos jours, et qui sont dirigés par des chefs d'orchestre comme Félix Weingartner, Richard Strauss et bien d'autres artistes de renommée mondiale, constituent des manifestations artistiques d'une grandeur et d'une beauté sublimes. La peinture, la sculpture et les arts graphiques possèdent encore toujours à Vienne des représentants hors ligne. Les écoles, les conservatoires, les musées et les institutions d'art sont le point de mire des jeunes artistes du monde entier.

Il est assurément difficile de prédire l'avenir; Babylone a disparu, la gloire de Byzance s'est éteinte, Jérusalem ne vit plus que de souvenirs, les arts d'Athènes n'eurent qu'un temps. Tout passe, évidemment. La stabilité n'est pas de ce monde. Mais rien ne permet de prévoir encore que la grandeur artistique de Vienne soit à son déclin. Bien au contraire, sur ce globe qui devient de plus en plus matérialiste, qui se mécanise et s'industrialise avec une ardeur extrême, tout porte à croire que Vienne avec ses beautés naturelles impérissables, son passé glorieux que rien ne peut ternir et son génie artistique indéracinablement inné, continuera de vivre, de prospérer et de briller à travers les siècles pour la plus grande joie de l'humanité.

Le rôle de Vienne comme centre politique.

Il n'y a guère de ville dans les pays allemands qui puisse se vanter d'avoir un passé politique plus important que Vienne, et aucune qui ait une individualité plus marquée, par ses qualités intellectuelles aussi bien que par le raffinement de sa civilisation que possède encore toujours cette incomparable cité danubienne. Vienne est éminemment une ville de vieilles traditions, d'histoire millénaire, et, par son génie créateur,

non contente de ce qu'elle est dans le présent, elle est très capable de se préparer un avenir plus glorieux encore. Les hautes facultés de ses habitants, l'agglomération très curieuse de nations qui y ont élu domicile, sa structure intellectuelle, tout cet ensemble dénote un caractère aussi spécial que la situation de la ville rayonnant sur les quatre points cardinaux ; le tout forme une atmosphère économique et culturelle qui lui donne un cachet extraordinairement frappant et attrayant.

Il est vrai que Vienne, comme centre politique de la Monarchie, n'a pas joué en Autriche un rôle aussi dominant, politiquement parlant, que, par exemple, Paris en France. Vienne était en effet pendant des siècles un centre de haute culture infiniment remarquable et apprécié des divers pays de la Monarchie, mais, comme centre politique, Vienne n'entre en ligne de compte qu'après la formation de l'Autriche tout entière ; son rôle politico-historique est avant tout un rôle à l'intérieur de l'État, il est déterminé par l'évolution des nationalités de cet État, de sorte que Vienne n'est qu'un membre parmi les autres membres de l'État. Tandis que Vienne était bien le centre administratif et civilisateur unique, la politique de la Monarchie, il faut le reconnaître, était influencée aussi par Prague et Budapest, étant donné, entre autre, que les ministres étaient souvent choisis parmi les comtes hongrois, tchèques, polonais, etc., qui usaient de leur influence. Trois éléments : les diverses nationalités du pays, la dynastie régnante et la politique européenne ont orienté le développement de la vie de Vienne dans les quatre derniers siècles. A la suite de la fondation de la Monarchie, Vienne est devenue capitale et résidence privilégiée du souverain et centre effectif de la Monarchie de cette époque-là (formée par l'Autriche, la Bohême et la Hongrie). La première grande épreuve de la haute mission politique

de Vienne est que cette ville, en sa qualité de château-fort de l'Europe centrale, de l'Empire romain et du génie allemand, a disposé de ressources, de forces et d'énergies suffisantes pour protéger la culture occidentale contre les invasions ottomanes; Vienne était aussi, au temps de Charles-Quint, le point d'appui le plus fort du côté Sud-Est, époque de la plus grande extension de la Monarchie. Par le fait même qu'elle était la résidence de l'Empereur romain, elle est devenue aussi la première ville de l'Empire. A cette époque Vienne passa de sa défensive contre l'Orient à une ère de politique orientale active et conserva en même temps sa prépondérance européenne dans l'Ouest. Par ses grandes victoires et les annexions de la Valachie et de la Serbie, elle se développa de plus en plus et reçut un caractère politique international européen sans rien perdre toutefois de ses qualités nettement germaniques. L'époque de Marie-Thérèse a contribué puissamment au développement de Vienne, mais petit à petit la Prusse surgissait déjà comme concurrent de l'Autriche en Europe centrale, et du même coup l'importance de Berlin commença à grandir politiquement. La perte de la Silésie, la conquête de la Galicie et d'autres territoires slaves de l'Est ont affaibli l'orientation politique du côté de l'Orient. En 1804, l'Empereur François I^{er} abandonna la dignité d'Empereur romain-allemand, et, par suite de la centralisation de l'Administration, Vienne devint la ville la plus importante de l'Autriche et forma avec Londres et Paris le trio des villes dirigeant la politique mondiale. C'est à Vienne que le Congrès des princes et hommes d'État européens a décidé en 1814-1815 la nouvelle formation de l'Europe qui s'est maintenue pendant une génération. A l'époque de Metternich, Vienne était le centre de toute la vie politique de l'Europe, l'école suprême de la grande politique et de la haute diplomatie. Cette situation est très

facile à comprendre, puisque le théâtre, où la Monarchie joua souvent un rôle d'une si grande importance, était relativement petit; il n'embrassait que l'Europe et les pays avoisinants asiatiques et africains du bassin méditerranéen. Dans ce petit cercle, la Monarchie des Habsbourg, en raison de son étendue et du chiffre de sa population, ainsi que par ses attaches aux États de l'Ouest, du Sud, du Nord et de l'Est, occupa une situation d'un rang tout à fait éminent. A cette époque, Vienne était le cœur de l'Europe, et en dépit de la censure et des duretés de son chancelier Metternich, elle avait atteint le comble de sa splendeur politique.

Ce développement politique a cependant baissé depuis, pour des raisons diverses. La puissance grandissante de la Prusse et la politique sagace, forte et active de Bismarck contribuèrent à élever de plus en plus le niveau de Berlin; la guerre contre l'Autriche et la réunion des pays allemands sous la domination prussienne ont élevé Berlin à une importance insoupçonnée, évinçant sensiblement l'ascendant de Vienne comme centre politique. En outre, des discordances avaient éclaté entre les différentes nationalités de l'Autriche, créant une atmosphère chargée, de sorte que la politique des affaires étrangères se trouva dans un état d'abandon déplorable. La conséquence en fut, qu'à une époque, où les grandes puissances se disposaient à acquérir des colonies dans d'autres continents, l'Autriche, sans doute en raison de sa politique étrangère défectueuse, se trouva refoulée à l'arrière-plan, ce qui ne pouvait manquer de nuire considérablement à la situation de Vienne. Cet état de choses était devenu tellement significatif, qu'en 1878 le Congrès universel de la paix ne siégeait plus à Vienne, ce centre indéniable de l'Europe Centrale, mais déjà à Berlin qui l'avait politiquement emporté sur Vienne. Depuis ce temps, l'impor-

tance politique de Vienne diminua sérieusement.

Après la guerre mondiale, Vienne est devenue tout simplement un minuscule pays dans la petite République d'Autriche. Vienne n'a plus, il est vrai, à remplir les tâches politiques d'autrefois, mais, étant donnée sa situation au sein de l'Europe Centrale, entourée de beaucoup de petits États nouvellement créés, il lui reste encore une grande et belle mission, celle de contribuer aux multiples efforts tendant à la paix présente et future.

VIENNE APRÈS LA GUERRE MONDIALE.

Le démembrement de la Monarchie austro-hongroise a tout naturellement provoqué des discussions sur l'avenir de Vienne, cette brillante capitale qui a rayonné pendant si longtemps avec un éclat incomparable et dont la célébrité pouvait se mesurer avec celle des plus grandes villes de l'Univers. Vu la terrible chute de l'Empire et de la Maison des Habsbourg, les gens n'ont naturellement pas manqué de prédire à Vienne le sort de tant de célèbres villes déchues, et dans leurs fantaisies macabres ils ont déjà vu Vienne comme une ville morte avec des palais vides, des églises délabrées, des rues tristes et maussades que traversaient des gens mornes et rêveurs, exclus des grands courants de la vie, à l'écart des passions agissantes du monde.

Au début de l'ère nouvelle, Vienne était en effet une bien triste ville. Les provisions de bouche suffisaient à peine pour quelques jours, les tramways étaient obligés de réduire leur circulation, les rues étaient mal éclairées, les bois des environs furent saccagés pour tourner le bois de chauffage pendant les froids de l'hiver, et hommes, femmes et enfants étaient forcés de faire de longs voyages

pour se procurer des vivres chez les paysans des provinces, devenus avares et rapaces. Vienne fut alors, dans ces temps de misère noire, la proie d'une sauvage agitation communiste; mais quelles que fussent ces manœuvres délétères, et quoique dépourvue d'une force armée, Vienne n'a pas suivi l'exemple de Budapest et de Munich, et a maintenu l'ordre et la tranquillité avec un bon sens admirable.

Aujourd'hui Vienne offre de nouveau aux voyageurs étrangers l'aspect heureux et réjouissant dont elle a pu se vanter aux époques les plus brillantes de son histoire. Le mécanisme économique, dont l'anéantissement avait été prévu et peut-être même souhaité par les nouveaux États voisins, fonctionne de nouveau avec force et régularité, et son rayon d'action se trouve plutôt élargi. Vienne est redevenue la porte de l'Orient, par laquelle les communications économiques et intellectuelles prennent le chemin qui conduit de l'Ouest à l'Est, route qui ne cessera sans doute jamais d'être une de plus fréquentées. Cette renaissance est due à nombreuses circonstances. Vienne, depuis les guerres contre les Turcs, est restée le centre et le symbole de la puissance politique dans l'Europe orientale. L'influence de la politique russe était peut-être plus forte, mais ni Moscou ni St-Petersbourg n'ont pu éclipser les radiations civilisatrices de Vienne. Ces souvenirs donnent aussi à cette Vienne déchue de toute influence politique un prestige qui, pour le moins, contribue à ce que les ressortissants des États successeurs n'osent pas se prévaloir, à Vienne, d'appartenir à un État vainqueur. Le sol historique de Vienne, le magnifique cadre qui entoure cette ville, imposent une certaine humilité respectueuse, hommage à l'enveloppante et puissante ambiance et à la supériorité de la belle et profonde culture de la cité ancestrale. Vienne n'est plus une puissance mi-

litaire et politique, mais elle est encore toujours une puissance morale et intellectuelle de premier ordre, et comme telle elle exerce aujourd'hui une influence peut-être plus grande encore qu'au temps de l'expansion habsbourgeoise.

Les anciennes provinces de la Monarchie austro-hongroise, qui se sont établies en États autonomes, ont conservé leur prépondérance économique d'autrefois et ont naturellement tout fait pour l'accroître. Tout ce qui dans ces nouveaux États s'est trouvé à la tête du mouvement économique, tendait vers Vienne, car c'est à Vienne que tous ces gens ont trouvé les vieux marchés, les attaches économiques et financières, la société cultivée, les écoles et maisons d'éducation pour leurs enfants, les lieux de plaisirs, les médecins célèbres et bien d'autres choses qu'ils n'avaient pas dans leurs pays. Or, beaucoup de Hongrois, de Roumains, de Tchèques, de Yougoslaves, etc., se sont définitivement établis à Vienne; ils y font leurs affaires qui contribuent sensiblement à vivifier l'atmosphère commerciale et sociale de Vienne. Le droit d'asile, que Vienne a généreusement offert aux émigrants des États successeurs politiquement agités, a fortifié les opinions des éléments les plus éclairés des États de l'Est et leur a inspiré pour Vienne les plus vives sympathies aussi de ce côté-là.

Vienne a saisi toutes les occasions pour étendre les relations économiques avec les États successeurs, et de nombreux traités commerciaux ont été conclus pour assurer la solidité de ces relations. Les capitaux étrangers, et même les capitaux de l'Entente, cherchent de plus en plus l'entremise de Vienne pour les affaires en Europe orientale. On utilise les relations personnelles et les renseignements matériels, la solidité et le crédit des excellentes organisations bancaires et industrielles viennoises pour toutes les affaires qu'on ne pourrait pas entreprendre autrement

sans être foncièrement au courant de la situation des divers États successeurs. Vienne est devenue, tant que les distances le permettent, un lieu de transit de premier ordre où se concentrent notamment presque toutes les transactions de devises de ces États. Les commerçants de Vienne connaissent à fond, depuis de longues années, les marchés de l'Europe Centrale et du Sud-Est. Leur expérience représente une valeur immense, puisque l'insécurité économique dans les Balkans est devenue très grande après la guerre. C'est aussi une des raisons pour lesquelles a été établie à Vienne une Chambre de Commerce suisse, destinée à s'occuper exclusivement des affaires sur les marchés orientaux et balkaniques.

L'excellente situation géographique de Vienne contribue énormément à son importance actuelle. On a voulu, la guerre terminée, écarter Vienne et saper son importance pour les communications avec l'Orient; on a renforcé dans ce but le commerce de la voie ferrée Paris-Jura-Vallée du Rhône-Simplon-Bassins lombard et vénitien-Karst-Laibach-Agram-Belgrade. Mais on a vite reconnu que cette ligne, en raison de sa longueur plus grande et de ses montées et descentes considérables, est une concurrence tout à fait impossible. La guerre a sans doute produit des perturbations colossales, mais n'a rien du tout changé au relief géographique et aux autres principes fondamentaux qui influencent d'une manière décisive la vie économique de notre globe, et qui continuent d'exercer leur puissance après comme avant.

Le développement de Vienne comme grand centre d'affaires, qui s'est formé non seulement par sa situation géographique, mais aussi et avant tout par les productions de ses industries et métiers, articles de tout premier ordre et infiniment appréciés dans le monde entier, a aussi donné naissance, petit à petit, à l'organisation modèle

de ses banques et de ses services d'expédition et de transport extrêmement capables, à l'établissement de puissantes compagnies d'assurances, de grands entrepôts, d'énormes magasins; en d'autres termes, Vienne remplit toutes les conditions requises pour un centre commercial moderne de grande envergure, qui est non seulement chargé d'avoir soin des exportations et importations ayant trait aux intérêts économiques du pays même, mais qui est aussi en mesure de jouer un grand rôle dans les affaires de transit et qui constitue un des plus puissants carrefours commerciaux de l'Europe.

La Foire de Vienne, institution assez récente, exerce déjà une bonne influence sur le marché de l'Europe centrale. Les foires sont en général une mesure indispensable aux époques de difficultés économiques. La diversité, la multiplicité et la quantité des produits indigènes et étrangers exposés aux foires donnent un aperçu de la production internationale, aident à l'exportateur à trouver de nouveaux débouchés, et contribuent d'autre part aussi à l'amélioration de la production, parce que les fabricants apprennent par les foires les besoins et désirs de la clientèle et les articles qui doivent être perfectionnés pour trouver des acheteurs dans certaines contrées. La Foire de Vienne procure à l'industrie autrichienne les débuts nécessaires; elle les y découvre plus rapidement et plus facilement par la propagande forcément internationale de l'entreprise foraine. La solidité et la multiplicité des produits de toutes les branches et leur bon goût qui se montre surtout dans les marchandises de luxe et les articles artistiques, concurrencent avantageusement dans beaucoup de cas les marchandises similaires de l'étranger. La spécialité artistique de ces produits, quant à la forme et aux couleurs, la production calculée en vue de leur emploi pratique, le grand nombre de machines construites spécialement

pour les besoins de l'industrie indigène, la fabrication des meubles viennois et d'autres objets destinés à garnir l'intérieur des maisons, les nombreuses nouveautés électrotechniques, les ustensiles agricoles et forestiers, les spécialités de la maroquinerie viennoise, la confection, les modes, les tissus artistiques, les cravates, les ouvrages au tour, les sculptures, les gravures, les articles en ivoire, en nacre et en ambre, les pipes en écume de mer, les couverts de table et autres objets en métal argenté, les articles d'orfèvrerie, la bijouterie, les instruments de musique, pour ne citer que les marchandises les plus en vue, règnent sur les marchés presque sans concurrence sérieuse. L'Orient est un des plus grands acheteurs de la Foire de Vienne. On y vient de l'Asie, de l'Afrique, de la Chine, du Japon, de la Malaisie même, tout naturellement aussi de l'Amérique, de toute l'Europe, des États successeurs et des Balkans. La Foire de Vienne offre finalement l'occasion de renouer plus étroitement avec les peuples orientaux les relations économiques qui ont existé depuis longtemps, ce qui est pour Vienne d'une importance considérable comme lieu de transit. Elle peut honorablement figurer parmi les institutions destinées à assurer au commerce, à l'industrie et à l'économie autrichienne une place au soleil.

Les beautés naturelles des contrées alpestres, tout particulièrement celles du Tyrol et de Salzbourg, ainsi que les splendeurs de la ville de Vienne, attirent un grand nombre d'étrangers qui contribuent par leurs dépenses et leurs achats à l'amélioration de la situation économique. Les bénéfices de la Ville de Vienne provenant de cette circulation se sont élevés en 1927 à 3.6 millions de schillings. Voici quelques chiffres caractéristiques (1) :

Si un étranger passe en moyenne 2.5 nuits à

(1) *Neue Freie Presse*, 3 juillet 1928.

Venise, 2 nuits à Munich, 3 nuits à Berlin, il passe 4.2 nuits à Vienne. En 1927 sont arrivés en Angleterre 329.703 étrangers, dans le même laps de temps, Vienne, à elle-seule, en a hébergé 351.071 (1). Dans la plupart des cas les commerçants étrangers achètent les produits viennois au comptant, ce qui est très favorable pour le commerce, étant donné que la puissance de consommation de la population indigène se trouve très réduite par la mauvaise situation générale.

La civilisation ancestrale et traditionnelle de la vieille cité du Danube et sa supériorité en arts et en musique demeurent incontestées. Les Mozart, les Schubert, les Beethoven, les Johann Strauss et tant d'autres génies n'ont pas en vain vécu à Vienne et composé leurs œuvres admirables et impérissables. La ville et ses habitants ont reçu une forte empreinte de ces maîtres. L'étranger sent cela immédiatement quand il est à Vienne; insensiblement et avec un plaisir indicible il se laisse envelopper par cette atmosphère gaie et caressante que même les plus dures luttes pour la vie n'ont pu faire disparaître, il s'abandonne avec joie aux manifestations artistiques réellement sublimes qu'on lui présente dans les théâtres, dans les concerts, dans les salles de conférences, et il est subjugué par la beauté des environs boisés et riants qui entourent Vienne et qui en font un vaste et magnifique jardin.

Nous avons considéré le développement de Vienne depuis l'antiquité; nous l'avons vu sous les Romains, sous les Babenbergeois, et sous les premiers Princes de la Maison des Habsbourg, nous avons vu Vienne devenir le centre d'un grand pays, puis la capitale de l'Empire allemand-romain et le pivot de la politique européenne, la résidence de la Cour impériale, de l'aristo-

(1) *Neue Freie Presse*, 7 août 1928.

cratie, de la diplomatie, des gens de lettres célèbres et des grands artistes. La guerre et la révolution de 1918 ont soufflé comme un ouragan dévastateur sur cette souveraine cité. On a alors parlé de Vienne comme d'un lourd fardeau pour l'Autriche, d'une charge qui entraînerait la pauvre petite République dans l'abîme, parce que Vienne, ancienne capitale d'un Empire de 53 millions d'habitants, devait forcément s'étioler, comme une fleur à laquelle on a enlevé le sol nourrisseur. Beaucoup de gens se sont enfuis, beaucoup l'ont abandonnée après avoir réalisé les restes de leur fortune, et beaucoup de sociétés et d'industries ont transféré leur siège dans les nouveaux États formés tout autour. Mais, heureusement, aucune de ces macabres prophéties ne s'est réalisée. Les vieilles traditions et la haute culture de Vienne, ainsi que les talents artistiques de sa population, ont résisté à tous les assauts du sort, et sur ces bases inébranlables s'est épanouie une admirable renaissance. Comme par le passé, Vienne est encore le siège d'une industrie qui se distingue par la finesse, le goût et la solidité de ses produits sortis des mains de ses artisans doués de rares talents et d'une assiduité exemplaire. Précisément cette assiduité, ce goût, ce savoir-faire, ce haut niveau de la classe ouvrière forment, avec sa situation géographique privilégiée, ses institutions économiques, ses écoles, universités et conservatoires, ses musées et théâtres, un trésor hors de prix qui élèvera certainement encore dans les temps à venir l'importance du rôle que joue Vienne dans le monde civilisé. Il est vrai que Vienne a perdu sa puissance militaire et politique par l'incurie et le manque de prévoyance des dirigeants de l'Empire, mais rien n'a pu détruire son génie spirituel, intellectuel et économique. Le génie autrichien, représenté en premier lieu par Vienne, continuera de briller d'un éclat de jour en jour

grandissant, flambeau symbolique pour les peuples orientaux, miracle de douce, prenante et captivante beauté pour tous ceux qui, fatigués d'un accablant matérialisme, viendront se retremper dans cette intarissable fontaine musicale, joyeuse et juvénile.

Une ville d'un passé politique, intellectuel et économique aussi important et vénérable, une ville dont les puissantes forces vitales ne se sont jamais démenties, une ville qui dispose de si précieuses valeurs allemandes et européennes, peut être sûre que son existence vaut la peine d'être vécue et que de nouveaux anneaux viendront s'ajouter au tronc du vieux chêne dont les racines sont profondément ancrées dans le sol de l'Europe centrale et dont la majestueuse couronne infiniment ramifiée est un des plus beaux produits de la culture humaine.

SECONDE PARTIE.

L'AUTRICHE APRÈS LA GUERRE

I.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE ET LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE AUTRICHIENNE DE 1918 à 1928

Après la débâcle, la République d'Autriche fut établie par le Traité de Paix de St-Germain-en-Laye.

Les traités de paix de St-Germain, de Trianon et de Versailles contiennent tout ce qu'on veut, sauf les principes formulés par Wilson concernant les droits des peuples de décider eux-mêmes de leur sort, sauf l'esprit de justice et d'équité à l'égard des justes revendications des nationalités et des minorités. Dans un discours du 6 janvier 1928, le Premier anglais, Lloyd-George, a dit (1) : « L'organisation de la nouvelle Europe doit avoir pour base des principes de raison et de justice qui seuls peuvent garantir la durée de cette nouvelle constellation. Nous sommes d'avis que

(1) *The Times*, 8 janvier 1928.

l'assentiment des peuples gouvernés doit former la base pour le règlement des questions territoriales dans cette guerre. »

Ce droit d'avoir voix au chapitre pour la formation de leur sort a bien été accordé aux Tchèques et aux Serbes, aux Polonais et aux Roumains, mais non pas aux Allemands et aux Hongrois. La Tchécoslovaquie, État de 14 millions d'habitants, ne compte que 6.5 millions de Tchèques, 2 millions de Slovaques, 3 ½ millions d'Allemands, 1 ½ million de Hongrois et un demi million de Ruthènes. La Roumanie, État de 16 millions d'habitants ne compte que 9 millions de Roumains. La Pologne, État de 27 millions d'habitants, ne compte que 16 millions de Polonais. Les traités de paix ne contiennent pas un seul mot du droit du peuple allemand de se prononcer souverainement sur son sort; bien au contraire, de grandes parties du peuple allemand, le plus souvent contre leur gré, et en tout cas sans avoir été consultées, ont été incorporées dans des États d'autre nationalité et d'autre langue.

Il y a cependant une grande différence entre ce qui est resté de l'Allemagne et ce que l'Autriche est devenue après le démembrement. L'Allemagne a bien dû subir des coupures douloureuses, mais, somme toute, sans influence décisive sur son existence et sur son développement ultérieur, et son cas ne peut en aucune façon être comparé à celui de l'Autriche. Le traité de paix exprime le point de vue que la nouvelle Autriche est le successeur légal de l'ancienne Monarchie. En réalité, cependant, la différence quantitative est si démesurément grande, que la question de la possibilité d'existence se pose dans toute sa crudité. La nouvelle Autriche, la minuscule République d'Autriche, ne compte que 6 ½ millions d'habitants. Ne disons pas que des parties plus ou moins grandes du peuple allemand d'Autriche ont été arbitrairement détachées de la mère-

patrie, comme cela s'est fait d'ailleurs, le peuple allemand d'Autriche a tout bonnement été déchiré et écartelé. Les Allemands des Sudètes, liés pendant plus de cinq siècles politiquement, intellectuellement et économiquement avec leurs frères des contrées alpines, furent adjugés à l'État tchécoslovaque; le midi du Tyrol, véritable bijou allemand quant à sa culture et à ses sentiments, est échu à l'Italie; le Sud de la Styrie et d'autres parties allemandes sont devenues des provinces de la Yougoslavie.

La principale question discutée actuellement à perte de vue n'est pas d'élucider dans quelle mesure le traité de paix a violé le droit des Allemands d'Autriche de disposer eux-mêmes de leur sort; ce qui importe maintenant c'est de savoir comment cette nouvelle création, cette petite République d'Autriche, est formée, quelles sont ses bases et quelle est sa raison d'être. Ce petit pays de 6 $\frac{1}{2}$ millions d'habitants n'était autrefois qu'une partie d'un grand tout; c'est peu de dire qu'il était une pierre nationale dans le grand édifice de la Monarchie, il était en réalité au point de vue économique partie intégrante de l'ancien Empire.

La Ville de Vienne représente à elle seule environ un tiers de la nouvelle République. Les auteurs du traité de paix se sont-ils bien assurés si un pays de ce genre peut exister et s'il possède les moyens de se construire une existence autonome? Le traité de paix a non seulement établi cette nouvelle Autriche comme État autonome, faisant fi du droit des nations de disposer elles-mêmes de leur sort, il a attribué les territoires allemands ci-dessus mentionnés à d'autres États; il est allé si loin que, tout en gardant les formes de la justice, il a établi tout juste le contraire de ce principe qu'on proclame être l'honneur immuable de l'humanité : sauvegarder les droits de décision des nations. Le droit de l'Autriche

de décider du genre de son existence est si bien ancré dans le traité de paix, qu'elle est forcée de rester autonome et qu'il lui est absolument interdit de se rattacher à un autre État, sous entendu : l'Allemagne. Un écrivain anglais, Kynes, qui assistait aux délibérations de Versailles, cite précisément cet exemple extrêmement curieux pour démontrer que M. Wilson, fort peu familiarisé avec les affaires européennes, n'y voyant que du feu, s'est fié aveuglément aux manœuvres de ses collègues; il a donné son assentiment à cette machination, admettant comme parole d'Évangile qu'on n'avait autre chose en vue que de garantir la liberté de décision de l'Autriche, alors qu'en réalité on n'avait qu'une seule idée, séparer l'Autriche à jamais de l'Allemagne.

Comment est formée maintenant cette République à laquelle le traité de paix a donné ses frontières actuelles, qu'il a taillé dans le corps de l'ancienne Autriche, tout en lui accordant une mince fiche de consolation, le Burgenland? Dans les premières années, cette question avait l'air d'être actuelle; les opinions fort divergentes sur la raison d'être et la possibilité d'existence de la nouvelle République d'Autriche étaient tantôt affirmatives, tantôt négatives. Ce qui est certain, c'est que ce petit pays, dans les premières années de son existence, a vu toutes les misères du monde et a dû âprement lutter pour se créer un semblant de fondement pour une existence plus ou moins assurée. La Société des Nations a puissamment contribué à ce que le nouveau pays ne se perde pas dans un chaos inextricable; l'Autriche fut pendant quelque temps pour ainsi dire son enfant souffreteux, mal venu au monde, auquel il a fallu des soins infinis pour préserver sa petite flamme de vie dans la tourmente des événements économiques. C'est à l'honneur de la Société des Nations d'avoir, sous ce rapport, considérablement corrigé les iniquités du traité

de paix. Mais, tout compte fait, ce n'est qu'une correction. Dans l'enchevêtrement des problèmes politiques de l'Europe une question toujours actuelle est celle-ci : Une Autriche autonome a-t-elle sa raison d'être ? Il n'y a guère moyen de déterminer si l'édifice autrichien est capable de subsister à la longue tel qu'il est ; trop de facteurs doivent être pris en considération ; les courants et les contre-courants sont nombreux et changent souvent de direction ; donner déjà aujourd'hui un avis qualifié serait à coup sûr prématuré. Pour le moment l'existence future de l'Autriche est encore accompagnée d'un grand point d'interrogation.

En étudiant l'édification et la décadence des grands domaines économiques dans l'histoire de l'économie sociale, on chercherait en vain un exemple qui rappelle la débâcle de la Monarchie austro-hongroise, par la multiplicité et la singularité des événements qui l'ont amenée. On a bien vu des États dont l'organisme économique s'est dissout, mais ces perturbations se sont annoncées longtemps avant le fait accompli ; des conventions du ressort de la politique commerciale ont généralement pris la place de l'union douanière d'autrefois, il s'est produit, à la suite des guerres, une diminution ou un agrandissement des complexes économiques, la désagrégation s'étendait sur un grand nombre d'années, c'est-à-dire que ce *processus* de dissolution exigeait un laps de temps aussi considérable qu'il en avait fallu pour sa formation et l'association de ses éléments.

Les conséquences du démembrement soudain de la Monarchie austro-hongroise ne manquent pas de paraître surprenantes et singulièrement compliquées, car aucun des États successeurs n'a pu jouir d'un développement économique tranquille, étant toujours dans la crainte de voir le trouble des voisins se produire sur leur territoire par contagion. Il semble aussi qu'on ait

manqué de certaines données économiques et culturelles d'après lesquelles le traité de paix de St-Germain aurait dû être construit. Après la guerre, les auteurs du traité étaient plus que jamais convaincus que les peuples, maintenus solidaires par le pouvoir central, dynastique et militaire de l'Autriche-Hongrie, s'opprimaient et se gênaient mutuellement, qu'ils n'étaient pas à même de développer la culture propre de leur nation, et que la destruction de cette monstrueuse union d'États représenterait pour tous les peuples et toutes les races de la Monarchie une ère de liberté nationale et de floraison économique. Ces opinions furent continuellement proclamées, sans tenir compte de la structure du corps économique, de la production, du commerce de la Monarchie et de l'Europe Centrale. Des États, qui, pendant cinq siècles, ont vécu dans une communauté d'intérêts extrêmement étroite, qui, à l'époque du mercantilisme, ont développé en commun tous leurs moyens de production, dont les industries se sont enracinées, enchevêtrées et liées de la façon la plus intime, ont tout d'un coup rompu, cassé, déchiré ces liens sans éprouver le moins du monde les sentiments de responsabilité qui, dans les questions économiques, ne se prouvent généralement que par des bilans honnêtement établis. Nous allons examiner de près ce phénomène d'économie nationale et jeter un coup d'œil sur ses conséquences pour l'Autriche.

Le Traité de Paix de St-Germain-en-Laye a dissout cet immense domaine économique de la Monarchie et assigné à la nouvelle République d'Autriche la partie la plus ingrate. Cette nouvelle République d'Autriche se compose en majeure partie des régions alpestres disposant de fort peu de terres arables et d'économie rurale; le total de la population de 6 $\frac{1}{2}$ millions ne compte que 1.6 million de paysans qui ne sont pas capables de nourrir tout le pays.

Voici en pourcents ce qui est resté dans la République d'Autriche des anciennes industries de la grande Monarchie (1) :

74	%	fabriques	de papier.
34	%	»	de machines agricoles.
83	%	»	de locomotives.
90	%	»	d'automobiles.
22	%	»	de wagons.
39	%	»	de cordes et de chanvre.
100	%	»	de broderies mécaniques.
63	%	»	de pianos.
35	%	fonderies	d'acier et de fer.
40	%	fabriques	de cuir.
51	%	blanchisseries.	
99	%	fabriques	de chapeaux de paille et de feutre.
67	%	brasseries.	

La plupart des industries restées en Autriche sont des industries de finissage et de perfectionnement, c'est-à-dire que les divers articles étaient envoyés de toutes les contrées de la Monarchie à Vienne pour y être mis au point et affinés avant d'être mis en vente et exportés. L'industrie textile offre un exemple frappant. L'industrie textile austro-hongroise était jusqu'à la guerre un organisme bien développé. Dès qu'on importa la matière première de l'extrême-Orient par le port de Trieste, cette industrie fut favorisée au commencement du 19^e siècle par le fait qu'elle exerça son activité dans les environs de Vienne. Les pays des Sudètes plus proches, grâce à l'Elbe, des ports de Hambourg et de Brême, furent favorisés quand on importa des États-Unis les matières premières meilleur marché que celles de l'Extrême-Orient. On sait, en effet, que les deux ports, Hambourg et Brême, étaient les ports d'importation du coton américain, en outre que le transport par voie fluviale diminue les frais. Les industries de finissage, comme les teintureries et les ateliers de repassage, étaient situées plutôt sur le lieu de consommation,

(1) SIEGFRIED STRAKOSCH : *Selbstmord eines Volkes*, Wien 1922.

c'est-à-dire dans les environs de Vienne. Indépendamment se développa l'industrie vorarlbergéenne, sans relations avec elles jusqu'à l'ouverture du chemin de fer de l'Arlberg. Telle était la situation en 1918. Par suite du démembrement de la Monarchie, la répartition des tissages et des filatures devint très inégale. La République d'Autriche n'a conservé que 20 % des filatures de coton et 6 % des tissages de la Monarchie.

Il a fallu envoyer le coton aux tissages de la Tchécoslovaquie et les cotonnades tchèques devaient être envoyées aux teintureries et repasseries de Vienne pour y être achevées. Après la guerre, cette répartition du travail était devenue presque impossible, parce que les États successeurs se sont fermés politiquement et économiquement pour l'Autriche et ont établi diverses barrières prohibitionnistes. Or, l'Autriche ne peut produire que 33 % de ses besoins en fait de cotonnades. Par les mesures protectionnistes des divers États, le contact entre les diverses industries de finissage dans les divers pays s'est trouvé interrompu, ce qui a sensiblement désavantagé l'Autriche, centre de beaucoup d'industries de ce genre.

Tandis qu'avant la guerre les industries autrichiennes ont travaillé avec un énorme débouché de 53 millions de consommateurs, domaine protégé par des droits protectionnistes, les industries actuelles sont obligées d'avoir recours aux exportations. Comme les anciens ressortissants autrichiens sont devenus des étrangers, la majeure partie de l'ancien domaine douanier est devenue étrangère. A l'étranger, les industriels autrichiens n'ont pas seulement à lutter contre la concurrence indigène, mais encore contre les puissantes concurrences européennes et transatlantiques. La prime, que procuraient autrefois les droits douaniers, est perdue; l'industriel autrichien ne jouit plus d'aucun avantage en Hongrie, en Roumanie

et en Yougoslavie sur les concurrents allemands, italiens, anglais et américains; il ne peut se prévaloir que de sa profonde connaissance des pays, des gens, et de ses vieilles relations d'affaires, gâtées dans beaucoup de cas par la guerre et renouées ensuite avec beaucoup de peine. Étant donné que l'étranger, par la désagrégation de la Monarchie, s'est sensiblement rapproché, le commerce et l'exportation avec l'étranger doivent être poussés avec la dernière énergie; c'est là une question vitale pour l'industrie autrichienne qui y a placé avant la guerre tout au plus l'excédent de sa production, tandis que l'étranger doit être considéré aujourd'hui comme son consommateur principal.

L'industrie autrichienne avait à vaincre des difficultés énormes après la guerre et elle consacra à cette lutte toutes ses forces. Elle n'est pas aussi richement dotée que les industries américaines, anglaises, françaises, belges ou suisses, comparée même à l'Allemagne et à la Tchécoslovaquie, elle dispose de capitaux d'autant plus restreints, qu'ils sont chargés d'impôts rigoureux et de contributions sociales énormes. Attirés par les salaires plus élevés, beaucoup d'ouvriers qualifiés s'en sont allés à l'étranger qui sait fort bien apprécier les hautes qualités des artisans autrichiens, leur habileté, leur goût, leur solidité et leur assiduité au travail. Il est d'autant plus étonnant que l'industrie autrichienne ait pu se maintenir et travailler comme elle l'a fait jusqu'à présent. On a remplacé les vastes établissements et agencements techniques manquants par le goût artistique, l'exécution solide, l'ingéniosité dans les détails techniques et la qualité des matériaux. C'est là que réside la force qui permet aux industries autrichiennes de tenir tête à la concurrence des États industriels les plus développés, notamment dans le domaine des articles de haute qualité. L'industrie autrichienne est par consé-

quent soucieuse de montrer sa spécialité en produisant des marchandises d'une beauté rare et d'un goût exquis, marchandises qu'elle ne fabrique pas en grandes quantités d'un type vulgaire, afin de bien montrer au monde la particularité rare et très intéressante de ses méthodes de travail.

L'économie autrichienne est aussi très désavantagée par sa dépendance de l'étranger en fait de matières premières et de charbon. Elle ne possède que 30 % des ouvriers de l'ancienne Monarchie, et les industries capables de se développer et d'occuper un haut rang éprouvent lourdement cette dépendance continue et onéreuse. Les riches mines de charbon des bassins Ostrau-Karwin-Pilsen-Kladno appartiennent maintenant à la Tchécoslovaquie; Jaworno est à la Pologne; Trifail à la Yougoslavie, etc. L'Autriche possède seulement $\frac{1}{2}$ % des mines charbonnières de la Monarchie. Les États successeurs fournissent le charbon à des conditions très lourdes, il faut le payer très cher; les frais de transport sont élevés; le charbon fourni est de qualité inférieure et nécessite par conséquent une plus grande consommation de matériel. Toutes ces circonstances augmentent les frais généraux de l'industrie et l'empêchent de lutter avantageusement sur les marchés mondiaux.

Le Traité de Paix de St-Germain-en-Laye a fait perdre à l'Autriche ses débouchés maritimes. Aux temps de la Monarchie on a voulu donner au port de Trieste l'importance des ports de Hambourg et d'Anvers; on a accordé des réductions de frais pour les expéditions par Trieste, et les transports sur mer étaient meilleur marché que ceux par chemin de fer. Pour maintenir la concurrence il faut pouvoir travailler avec un minimum de dépenses, principe que favorise le transport par bateau. Un grand débouché de l'industrie autrichienne est l'Orient; avant la guerre les marchandises y allaient par Trieste

à tarifs réduits. Aujourd'hui la situation est complètement changée. L'Autriche n'a plus l'Adriatique à sa disposition, ses marchandises destinées aux pays d'outre-mer et à l'Orient doivent traverser des pays étrangers, ce qui amène beaucoup d'inconvénients. Les pays transitaires réduisent les tarifs pour leurs propres articles de la même branche et font par conséquent une concurrence sérieuse à l'Autriche, le pays d'origine. En outre, les marchandises devant franchir plusieurs frontières, le transport se trouve retardé, et certains articles, tels que légumes, fruits, produits alimentaires, souffrent de ces longs voyages et arrivent souvent à destination sensiblement dépréciés.

Dès que le nouvel ordre fut établi, les hostilités politiques entraînèrent des combats sur le terrain économique. Les nouveaux États englobés autrefois dans une grande unité économique, poussés maintenant par un égoïsme nourri de haine et de méfiance et oubliant les nécessités pratiques inéluctables, ont tâché de conquérir également une complète indépendance économique. Aux frontières politiques s'ajoutèrent des barrières douanières entre ces pays qui avaient vécu durant des siècles dans une intimité imposée par l'unité de l'Empire. Ils introduisirent une politique dirigée surtout contre la République d'Autriche. L'ancienne clientèle était appauvrie par la guerre et les fluctuations des divers changes rendaient impossible tout calcul ou devis définitif. Quand on tient compte du fait que la plupart des marchés étaient situés dans les États successeurs et que les marchés autrichiens étaient insuffisants pour absorber la production, on comprend aisément que la politique douanière de l'Autriche est entièrement à la merci des États voisins. Tous ces États lui dressent cependant les plus grands obstacles. En voici un exemple : La Roumanie frappe les « jumpers » de dames d'un droit de 500 %, les robes de soie artifi-

cielle d'un droit de 1340 %; la Tchécoslovaquie a chargé la soie artificielle d'un droit d'entrée de 11 à 23 %, les camions automobiles d'un droit de 45 %, les automobiles paient 65 % et en outre une taxe de luxe de 12 %; la Pologne exige pour les articles de mode un droit de 125 à 175 %; la Yougoslavie demande 4 à 70 % (1).

Désireux de se rendre économiquement indépendants de l'étranger, les États successeurs ont tâché de favoriser les industries indigènes par diverses mesures prohibitionnistes. Par ce système se sont développées, dans ces nouveaux États des industries de guerre, des fabriques de locomotives, des industries lourdes, etc., soutenues par les gouvernements; grâce aux mesures de protection et de prohibition ces entreprises peuvent prospérer et tenir tête aux industries autrichiennes et étrangères. Aucun étranger ne peut participer aux concours officiels, et l'industrie autrichienne trouve entièrement interceptées les commandes de Trieste et de la Bohême, autrefois ses clients les plus importants. Dans les pays restés neutres pendant la guerre, certaines branches industrielles se sont également développées pendant et après la guerre; elles font maintenant une concurrence acharnée aux anciens producteurs. La conséquence naturelle en est que l'industrie autrichienne a perdu une grande partie des marchés de 1914; et puisqu'elle ne peut pas écouler ses marchandises dans le pays même, la déchéance va en s'accroissant avec toutes ses misères, les crises et les chômages.

Beaucoup de familles allemandes, établies dans les anciennes provinces devenues tout à coup des États autonomes et étrangers, ont afflué de toutes parts, préférant, pour des raisons quelconques, demeurer dans leur pays d'origine, la République

(1) OSKAR BERL : *Die chinesische Mauer*, Wien 1922.

d'Autriche. Cette affluence et la fermeture des frontières par l'hostilité des voisins contribuèrent à augmenter le chômage, qui, très rapidement, atteignit un degré extraordinaire. Une autre cause de ce déplorable manque de travail fut la réduction du marché intérieur. La production restreinte des fabriques qui n'étaient plus à même d'exporter des marchandises et de lutter avec les prix de la concurrence. Cette incapacité de tenir tête à la concurrence étrangère s'est encore considérablement accrue par la tendance d'augmenter continuellement les salaires des ouvriers et employés et d'accumuler sur la tête de la population les charges sociales démesurément élevées.

L'Autriche a bien essayé de remplacer les marchés perdus dans les États successeurs par des exportations éloignées, mais les frais de transport sont accablants, et pour pouvoir lutter avec la concurrence mondiale il faudrait pouvoir réduire les prix de revient. Si un pays importateur établit des droits prohibitionnistes, sa production ne pourra pas être restreinte, puisque les machines et les immeubles seront dépréciés et les pertes croîtront. Les entrepreneurs doivent alors tâcher d'augmenter le chiffre d'affaires afin de diminuer les frais généraux. De cette façon s'établit dans le pays même une forte concurrence qui mène à la surproduction. Après la guerre, l'industrie autrichienne était favorisée par la dépréciation de la monnaie qui lui assurait une prime d'exportation. Beaucoup d'États avec une monnaie saine se sont barricadés contre ce dumping, afin de ne pas endommager leur propre économie, car les articles autrichiens, y compris les droits d'importation, étaient encore meilleur marché que leurs propres produits. A cette époque, l'industrie autrichienne vendait ses articles à des prix qui n'atteignaient même pas les prix de revient des matières premières. De nouvelles banques et industries furent fondées sur ce

sol mouvant. La stabilisation de la monnaie les a de nouveau fait disparaître. En présence de cette stabilisation, l'industrie n'a plus pu soutenir la concurrence sur le marché mondial, puisque les prix montaient à l'intérieur sans que les droits d'entrée des États voisins fussent réduits. Il s'ensuivit que beaucoup de banques et industries firent faillite, que maintes entreprises ont dû réduire leur production, et que, nécessairement, le chômage et une stagnation générale étaient à l'ordre du jour.

Après la débâcle, le parti socialiste saisit les rênes du gouvernement. Son programme était bondé d'idées doctrinaires qu'il a voulu réaliser aussi rapidement que possible, notamment restreindre l'influence du capital privé sur la production, supprimer le revenu non produit par le travail et renforcer l'influence de l'État sur la production et la consommation. Une loi de 1919 créa les « conseils industriels », comité obligatoire dans toutes les entreprises de plus de 80 ouvriers ou employés, composé de représentants de ces ouvriers ou employés, et chargé de sauvegarder les intérêts sociaux et économiques de ces derniers vis-à-vis des entrepreneurs. Ces « conseils industriels » devaient exercer une influence sur la production afin de préparer la future constitution économique socialiste. On accorda aux ouvriers le plein droit de grève à titre d'arme, afin de pouvoir forcer les entrepreneurs à se rendre à leurs exigences; on leur accorda des congés étendus et entièrement payés, et bien d'autres avantages encore. De cette façon, outre les difficultés artificielles dressées par l'étranger comme obstacle à l'industrie autrichienne, les charges intérieures étaient devenues de plus en plus lourdes. Le gouvernement de 1919, favorisant le niveau matériel des ouvriers, ne tint aucun compte des autres facteurs et mit tous les risques et périls à la charge des entrepreneurs. Les exemples suivants

sont caractéristiques, pour cette époque : En 1920, les ouvriers de la « Alpine Montangesellschaft », la plus grande entreprise de l'Autriche, touchaient 98 % des bénéfices de l'année, l'État 1 % d'impôts, et les actionnaires 1 % de dividende. En 1921 les salaires de cette Compagnie se sont élevés à 94.65 %, le dividende à 1.35 %, l'impôt à 4 %. Le Président de la République avait en 1921 un traitement annuel de 1.2 millions de couronnes; un porteur de charbon ou un égoutier en gagnait autant; un docteur en médecine interne d'un hôpital, après 14 années d'études et deux années de pratique sans traitement, touchait un salaire moins élevé qu'un gardeur de bestiaux de seize ans qui devait être payé d'après l'échelle établie par la loi sur les ouvriers agricoles et forestiers. (1)

Voici encore quelques chiffres intéressants de cette époque sur les appointements de mars 1922 comparés à ceux de 1914 : (1)

Un porteur de charbon gagnait.	1.300	de plus en 1922 qu'en 1914
Un ouvrier auxiliaire de l'in-		
dustrie du sucre	1.360	»
Un paveur	1.320	»
Un cuisinier.	1.143	»
Un garçon de bureau	1.617	»
Un ouvrier de fabrique.	919	»
Un garçon coiffeur.	400	»
Un notaire	300	»
Un professeur d'Université . . .	214	»
Un conseiller aulique.	124	»
Un employé de banque	276	»
Un sténodactylographe.	474	»
Un directeur des postes.	214	»
Un médecin interne d'hôpital . . .	100	»

L'industrie autrichienne, malgré toutes les prohibitions de l'étranger et les charges du pays, a pu vendre ses articles assez avantageusement,

(1) SIEGFRIED STRAKOSCH : *Der Selbstmord eines Volkes*, Wien 1922.

puisque la dépréciation de la couronne lui assurait une prime d'exportation et que les salaires étaient les plus bas du monde; dès le début de la stabilisation on a vu immédiatement la production se réduire par suite de la disparition de cette prime et de la montée des salaires, de sorte qu'on s'est trouvé dans l'impossibilité de tenir tête à la concurrence étrangère; l'industrie a dû réduire la production, ce qui a amené une recrudescence du chômage et des crises.

Comme nous l'avons déjà dit, la guerre mondiale a causé à l'économie autrichienne des dommages excessivement graves. Un petit pays ne peut pas offrir à sa population les ressources d'une grande et riche nation. C'est le cas de l'Autriche. Le sol disponible ne peut pas nourrir une population de 6½ millions, d'autant moins que l'industrie ne trouve pas dans le pays les matières premières nécessaires. Un tel pays doit nécessairement avoir la possibilité de vivre par son commerce extérieur. Or, l'étranger érige contre les exportations autrichiennes des murs infranchissables. Longtemps après la guerre encore les défenses d'importation et les droits prohibitionnistes trop élevés sont restés en vigueur chez les voisins, de sorte que l'exportation des articles autrichiens a dû lutter contre des difficultés énormes. Il importe cependant que l'industrie autrichienne, aménagée pour un marché de 53 millions, puisse aussi trouver accès aux marchés étrangers. Dans les dernières années, le gouvernement autrichien a conclu avec beaucoup d'États des traités de commerce destinés à faciliter l'exportation des marchandises autrichiennes, mais ces conventions ne sont pas suffisantes pour procurer à ces marchandises un écoulement convenable. L'industrie autrichienne a besoin d'un marché intérieur plus vaste, et devrait surtout être mise à même de soutenir la concurrence riche et puissante des industries américaine, allemande, anglaise

et tchécoslovaque. Pour ce faire, il est indispensable d'accorder à l'industrie autrichienne des crédits à bon marché qui lui permettraient pour l'instant un meilleur développement.

Les frontières de la République d'Autriche renferment un territoire de 83,833 km² avec une population homogène qui s'élève, d'après le recensement de 1923, à 6,536,893 âmes.

La distribution de la population est la suivante : (1)

Pays	Surface	Sur un km ²	Nombre d'habitants
Vienne.	19.301	6.713	1.866.147
Basse-Autriche	11.982	77	1.480.452
Haute-Autriche	11.982	73	875.918
Salzbourg	7.153	31	223.023
Styrie	16.375	30	978.845
Carinthie.	9.530	39	370.748
Tyrol	12.645	25	314.836
Vorarlberg	2.602	54	139.999
Burgenland.	3.967	71	286.955

Les 95 % de la population sont Allemands, 5 % sont Tchèques, Slovènes et Hongrois. 35 % de la population travaillent dans les industries, 40 % dans l'agriculture et dans les exploitations forestières, 17 % dans le commerce, et 8 % dans les professions libres et les services publics. (2)

L'Autriche d'aujourd'hui est une République démocratique à constitution fédérale, établie en grande partie d'après le modèle de la constitution suisse. Elle comprend 9 pays autonomes. Du point de vue économique, l'Autriche a recueilli la succession de la partie la plus ingrate de l'ancienne Monarchie. Tandis que celle-ci jouissait d'une parfaite homogénéité économique, produisait ses propres denrées alimentaires, ayant une

(1) KATZ-FÖRSTNER : *Handbuch der Österreichischen Wirtschaft*, Berlin, 1924-1925.

(2) *Oesterreichische Populationsstatistik* 1910.

agriculture florissante, tandis que son industrie trouvait d'immenses débouchés à l'intérieur, la nouvelle République ne possède que des régions montagneuses, parures qui ne sont ni productives ni riches en minerais. L'Autriche n'a qu'un $\frac{1}{2}$ % des mines houillères de la Monarchie! Par la division de la Monarchie en 7 nouveaux États, l'unité économique fut détruite, la division de travail de ses industries rendue impossible, la base fondamentale enlevée. En raison de l'étendue démesurée du pays de l'Ouest à l'Est, de vastes régions du territoire actuel, par rapport aux frais de transport, sont plus favorablement rapprochées de l'étranger que de Vienne, leur centre industriel et commercial.

Les bases économiques de l'Autriche sont les minerais de fer, les bois, les forces hydrauliques, les industries fines de Vienne et le centre de haute culture que représente la capitale. Avant la guerre $\frac{2}{3}$ du minerai de fer provenaient de l'Autriche d'aujourd'hui. Les plus importants gisements sont l'Erzberg en Styrie et Hüttenberg en Carinthie; puis les gisements de plomb, de zinc et de magnésite (74 % de l'ancienne Monarchie) en Carinthie et en Styrie. C'est l'industrie métallurgique et celle des machines qui occupent le plus grand nombre d'ouvriers, ensemble environ 21 % du nombre total. La production de minerai de fer dans les dix dernières années était la suivante : (1)

1913	2.030.700	tonnes
1920	435.062	»
1921	710.932	»
1922	1.112.415	»
1923	1.211.065	»
1924	713.804	»
1925	1.020.384	»
1926	1.086.988	»
1927	1.584.673	»
1928	1.913.144	»

(1) *Wirtschaftsstatistisches Jahrbuch, herausgegeben von der Kammer für Arbeiter und Angestellte, Wien, 1928.*

Parmi les produits de la métallurgie il faut citer l'acier de qualité supérieure, puis la fabrication de rails, de câbles d'acier, de tôles minces, de roues dentées, d'essieux de fils métalliques laminés; les constructions métalliques, la construction de ponts, la fabrication de faux, faucilles, clous et balances. Tous les ateliers métallurgiques forment la base d'une grande industrie de machines; des 800 ateliers de construction mécaniques qu'il y avait dans l'ancienne Autriche, il en est resté à peu près la moitié. Sous ce chef rentrent surtout les fabriques de locomotives et de wagons, la fabrication de locomobiles, de machines à vapeur, de turbines, de moteurs, de toute sorte de machines-outils pour les industries du bois et les industries textiles, de machines agricoles, d'outils de gaufrage et de compression, de moteurs Diesel, d'étendoirs, d'étuves, d'installations de sécheries, de chaudières et appareils calorifères, etc. L'industrie d'automobiles a pris un grand essor après la guerre. En 1920 il y avait en Autriche 9,238 automobiles, en 1927 déjà 23,817, donc une augmentation de 158 %. Cette industrie aurait encore bien des chances de développement, mais les modestes ressources financières de la population, le mauvais état des routes et surtout les grandes charges fiscales imposées aux propriétaires d'automobiles empêchent son essor. Une grande partie de la population a une fausse idée de l'importance civilisatrice, économique et sociale de l'automobile, mais il faut espérer qu'on la comprendra bientôt.

L'Autriche se compose des régions montagneuses des Alpes, dont l'actif le plus important est la richesse en bois. Le bois est ainsi une base de l'économie et de la richesse nationale. Le rôle du bois autrichien, avec une production annuelle de 9 millions de m³, est assez grand dans le commerce mondial et dans le pays même. D'après

les estimations de M. Marchett (1) la production de bois s'élève à environ :

1907-1913	396 millions de quintaux dont exportés	14 %
1920	56 » » »	10 %
1924	56 » » »	36 %
1925	56 » » »	45 %

Cette estimation montre l'importance du bois comme article d'exportation. En 1926 existaient en Autriche 5,852 scieries qui pouvaient manufacturer 6 $\frac{1}{2}$ millions de mètres cubes de bois. En 1927 l'exportation du bois et des articles en bois s'éleva à 54 % de l'exportation totale de l'Autriche. On exporte surtout les traverses de chemin de fer, les fûts, les caisses et les feuilles de placage. L'industrie des meubles est très développée et, grâce à sa qualité fine, elle jouit d'un grand renom sur le marché mondial. Grâce à la richesse des forêts, l'industrie du papier a pris dans le pays un grand développement. Elle trouve les matières premières à l'intérieur du pays et travaille avec l'aide de l'énergie électrique et des forces hydrauliques, ce qui la rend forte sur le marché mondial. La production est, comme pourcentage de la production de l'ancienne Monarchie, la suivante (2) : papier 62 %, pâte de bois 66 % et carton 62 %. La production du papier après la guerre en comparaison avec 1913 est la suivante : (3)

(1) *Oesterreichischer Volkswirt*, 5 avril 1926.

(2) FRANZ HABER : *Wirtschaftsbilanz Oesterreichs*, Wien 1927.

(3) *Wirtschaftsstatistisches Jahrbuch* 1927.

Wagons	Papier	Cellulose	Pâte de bois	Carton
1913	18.843	12.136	7.514	7.005
1919	9.248	2.524	5.866	3.085
1920	9.429	3.602	5.457	3.281
1921	12.766	7.181	5.885	3.367
1922	15.108	10.187	7.269	4.155
1923	15.285	12.813	8.194	4.343
1924	17.211	14.933	8.249	4.542
1925	19.098	17.566	8.909	4.962
1926	19.778	18.267	9.601	5.365
1927	21.105	19.261	9.440	5.619

Dans les dernières années, la production a même dépassé la production d'avant-guerre. On produit surtout des papiers à lettres, des papiers à cigarettes, des albums, des papiers chimiques, des tubes à cigarettes, des cartes à jouer, etc.

Dans la Monarchie déjà on pensait à développer les forces hydrauliques dans les régions montagneuses pour diminuer l'usage du charbon. Après la guerre, par suite de la perte des gisements de charbon, l'Autriche a dû réaliser ce projet. Selon une estimation de l'« Oesterreichischer Volkswirt » les forces hydrauliques autrichiennes s'élèvent à 3 millions CV. A la fin de 1918 il y avait 223.634 CV en usage, soit 5 $\frac{1}{2}$ % de la totalité. En 1919 on commença à développer les forces hydrauliques. Un nombre considérable de sociétés pour l'exploitation des forces hydrauliques se fondèrent avec la participation de l'État et des pays. Ce développement a eu un grand succès dans les dix dernières années. Tandis qu'en 1918 il y avait 140 installations de forces hydrauliques, il existe aujourd'hui 233 installations avec une force de 497.369 CV., soit 12 $\frac{1}{2}$ % de la totalité. Le développement des forces hydrauliques a diminué le besoin de charbon de 75 millions de S; grâce aux forces hydrauliques l'industrie du papier a pris son grand essor et on a pu com-

mencer l'électrification des chemins de fer, dont 614 kilomètres sur 4878 ont été transformés.

Tandis que le bois, le minerai de fer et les forces hydrauliques aident à l'industrie à obtenir une saine prospérité, la situation de l'agriculutre est pire à cause de la conformation géographique.

L'agriculture autrichienne n'est pas richement dotée. La plupart des provinces autrichiennes du Bodensee jusqu'à la prairie hongroise sont couvertes de montagnes et de rochers. Le Tyrol, le Vorarlberg, le Salzbourg, la Carinthie, 33 % de la Haute-Autriche, 20 % de la Basse-Autriche et 50 % de la Styrie sont situés dans les Alpes. S'il existe dans ces régions des cultures et prairies, il ne faut pas oublier cependant que les hauteurs varient entre 800 et 2,600 m. au-dessus du niveau de la mer et que 5 % du sol sont situés dans la région des neiges. Ces contrées ne fournissent pas de denrées alimentaires, elles sont un terrain propre à l'exploitation forestière et l'élevage du bétail. C'est dans le Burgenland seulement, et dans une partie de la Basse-Autriche, que l'agriculture obtient un certain succès. De la surface totale, 22 1/2 % sont des cultures, 12 1/2 % des prairies, 1 % des jardins, 1 1/2 % des vignobles, 37.8 % des forêts, 16.2 % des pâturages et 3 % du sol improductif. L'Autriche possède dans sa nouvelle forme la moitié du sol improductif de l'ancienne Monarchie, 1/3 en forêts, 1/3 en prairies, 1/3 en pâturages, 1/3 en montagnes et 1/5 en terrains agricoles. A la suite du démembrement de la Monarchie et de la création de la nouvelle Autriche, la population autrichienne est groupée d'une façon très inégale et désavantageuse. Un tiers est serré dans la capitale, 1/2 million dans les autres villes et le reste, 4 millions, dans les hameaux et petits villages. Un million six cent mille hommes seulement sur la totalité de la population s'occupent d'agriculture et leur production suffit à couvrir 2/5, soit 40 % des besoins de la population, le

reste (3/5, soit 60 % des denrées alimentaires) doit être importé de l'étranger (1).

La production agricole dans les 10 dernières années, comparée à celle d'avant-guerre était, la suivante (2) :

	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Maïs	Quintaux Pommes de terre
1913	3.506	6.335	2.211	4.877	1.028	16.050
1922	2.019	3.451	1.219	2.658	883	13.982
1923	2.419	4.022	1.711	3.753	876	14.262
1924	2.310	4.112	1.569	3.315	944	16.472
1925	2.904	5.500	2.006	3.884	1.168	20.684
1926	2.568	4.753	1.975	4.347	972	12.936
1927	3.254	5.112	2.380	4.388	1.257	26.645

D'après les dernières statistiques concernant la richesse en bétail, il existe sur le territoire de l'Autriche d'aujourd'hui (3) :

	1910	1918	1923
Bœufs.	2.355.878	1.823.029	2.162.385
» (vaches). . .	1.172.679	897.904	1.074.865
Chevaux.	313.159	218.375	282.651
Porcs	1.929.627	1.264.010	1.473.219

Il n'existe pas encore de statistique concernant la richesse en bétail des dernières années, mais on croit que la richesse en bétail d'aujourd'hui a déjà dépassé le niveau d'avant-guerre. Le nombre des chevaux a considérablement diminué, par suite de la réduction de l'armée et de l'augmentation du nombre d'automobiles. La richesse en bétail est la base de l'industrie du lait et du fromage, une industrie qui a pris dans les dix

(1) LUDWIG NEUMANN : *Oesterreichische wirtschaftliche Gegenwart und Zukunft*, Wien 1927.

(2) *Statistische Nachrichten des Bundesamtes für Statistik*.

(3) *Neue Freie Presse*, Mai 1924.

dernières années un tel essor que l'Autriche, pays importateur de fromage en 1919, satisfait maintenant complètement à ses besoins et est devenue un pays exportateur.

D'après le Dr. Gustav Stolper, économiste autrichien éminent, la structure de l'Autriche se présente sous les cinq aspects suivants : 1) rôle prépondérant de la ville de Vienne mise à la tête d'un territoire huit fois plus petit que l'Autriche d'avant-guerre; 2) une industrie qui n'est plus qu'un corps sans tête ni membres, parce que les industries des autres États de la Monarchie, qui la complétaient en lui fournissant des articles à demi-manufacturés, lui ont été enlevées; 3) l'importation des denrées alimentaires tributaires à l'étranger; 4) elle dépend aussi de l'étranger pour le charbon et les matières premières; 5) son activité commerciale est restreinte parce que la politique douanière autrichienne dépend de celle des voisins.

La situation économique autrichienne après la révolution est caractérisée par différentes phases. La première phase est marquée par la dépression de plus en plus accélérée de la monnaie. Elle est la conséquence des mouvements politiques et sociaux, de l'augmentation des besoins d'une économie affamée, du désordre des finances publiques et de la stagnation de la production. L'étranger, avec une monnaie saine, tâche d'acquérir des valeurs dans ce pays; on achète des maisons, des effets, des bijoux, etc. L'exportation croissante des valeurs d'avant-guerre arrête la dépréciation monétaire; le renchérissement croissant provoqué par le nombre croissant des billets de banque en circulation oblige à élever les salaires, de sorte que la différence entre les prix intérieurs et extérieurs diminue et disparaît. Après le run des acheteurs, une stagnation industrielle s'établit; les commandes diminuent, l'exportation s'arrête, les stocks et les frais augmentent, c'est la seconde phase. La troisième phase est caractérisée par

une nouvelle baisse de la monnaie, mais la liquidation des stocks ne peut pas se répéter et les salaires montent dans la même proportion que les prix. Une dépréciation catastrophale de la couronne, c'est la quatrième phase. Les salaires ne peuvent pas s'élever aussi vite que la monnaie baisse; ici commence l'inflation et ses conséquences : les industries occupées, de nouvelles entreprises fondées grâce au dumping monétaire. Mais à l'intérieur du pays commence une crise; le peuple souffre, les étrangers trouvent le pays très bon marché, tandis que les indigènes se rendent compte du danger de leur situation. C'est, brièvement esquissé, l'État de l'Autriche dans les années 1919 à 1922. Les nouveaux États visent à une autarchie économique. Avant la guerre on préférait de grands ensembles économiques, après la guerre c'est le contraire. La Monarchie avait un petit rôle dans le commerce international, puisque son marché intérieur était trop faible pour spécialiser l'industrie, pour typiser et pour produire en masse. Les cinq unités nouvelles qui ont succédé à la Monarchie veulent rester indépendantes de l'étranger. On veut tout produire à l'intérieur, et si les bases de la production ne sont pas favorables, on érige de nouvelles barrières douanières et des défenses d'importation. Mais ce n'est pas tout profit que ce développement de nouvelles industries incapables d'exister sur un marché libre et qui approvisionnent leur pays à des prix plus élevés avec des qualités moindres que les anciennes industries. Elles sont à la base du protectionnisme économique, et leurs intérêts sont protégés par les intérêts nationaux. Lorsque les grands problèmes économiques européens seront résolus, toutes ces industries artificiellement maintenues seront condamnées à disparaître. Mais cette époque est encore très éloignée.

Après la guerre il était clair que l'Autriche

ne pourrait pas vivre sans crédits étrangers. Les chanceliers fédéraux allèrent à l'étranger pour obtenir des crédits, qui étaient toujours trop petits pour les besoins de l'État. En mai 1921, la Société des Nations fut invitée à s'occuper du problème autrichien. La situation de l'Autriche devenait de plus en plus dangereuse, et la confiance de l'étranger se retira. Par l'inflation, la couronne avait atteint le 1/15.000^e de la valeur-or, et la dépréciation ne s'arrêta pas. En août 1922, à la session de la Société des Nations, l'Autriche était au bord de l'abîme. Le 6 septembre le Chancelier Msgr Seipel représentait l'Autriche à Genève. Le 4 octobre furent signés les procès-verbaux par lesquels la Société des Nations accorda à l'Autriche un crédit de 600 millions de couronnes-or. Un commissaire général, siégeant à Vienne, fut nommé pour contrôler les finances autrichiennes. L'emprunt était garanti par la France, l'Angleterre, l'Italie et la Tchécoslovaquie; chacun de ces États avec une participation de 24 %; le reste fut souscrit par la Suisse, la Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas (1). Jusqu'au 31 mai 1923, les 90 % de l'emprunt furent couverts; pour obtenir une pleine couverture, on le réduisit à 585 millions. Le 2 janvier 1923 fut fondée la nouvelle Banque Nationale. La Commission des Réparations libéra de toute charge hypothécaire pour 20 ans les revenus des douanes, des salines, des forêts et domaines de l'État, afin qu'ils puissent servir de garantie à la nouvelle Banque Nationale. Cette banque appela comme conseiller M. Schnyder von Wartensee, directeur général de la Banque Nationale Suisse. En mars 1923 l'Autriche obtint un crédit avantageux de 3 ½ millions de Lstg., auquel la Suisse participa pour 5 mil-

(1) Société des Nations : « *Reconstruction financière de l'Autriche* ».

lions de francs suisses. On se proposa de diminuer les dépenses et d'augmenter les revenus de l'État par différentes mesures.

Pour commercialiser les chemins de fer fédéraux on convoqua deux experts : MM. Herold (Suisse) et Sir Acworth (Angleterre). La première mesure fut le renvoi de 19 $\frac{1}{2}$ % d'employés dans l'espace d'une année. Cette année 1923 apporta la stabilisation de la monnaie, la diminution du déficit budgétaire, et la confiance de l'étranger commença à revenir. L'Autriche se mit à conclure des traités de commerce et à reprendre ses anciennes relations d'avant-guerre. On constata aussi une diminution du chômage par suite de l'occupation française de la Rhénanie. L'industrie allemande avait alors été évincée du marché mondial, et une forte demande d'articles autrichiens se manifesta en Allemagne. Pendant cette période, l'industrie autrichienne a introduit de nouvelles machines et des méthodes de travail en vue de diminuer la main-d'œuvre chère et inutile ; elle abaissa en même temps le prix de revient de ses produits. En 1925 les experts de la Société des Nations disaient dans leur rapport sur la situation de l'Autriche (1) : « Si on compare la situation actuelle de l'Autriche à celle des sombres journées de 1920, on constate de grands progrès. La santé générale s'est améliorée. Le niveau d'existence de la classe ouvrière est plus élevé, il dépasse même celui d'avant-guerre pour les travailleurs non-qualifiés. Les classes moyennes, tout en restant appauvries, sont néanmoins dans une situation meilleure que celle où elles se trouvaient au cours des premières années d'avant-guerre. » A ce moment la production industrielle s'élevait à 80 % de la production d'avant-guerre. En 1926 l'Autriche regagna la confiance de l'étran-

(1) LAYTON ET RIST : « *La situation économique de l'Autriche* ».

ger; le commissaire général quitta Vienne, et la politique d'assainissement eut un plein succès. La situation financière de l'État est saine, mais la crise industrielle dure encore. L'exportation diminue, le passif du bilan commercial augmente. L'année 1927 apporta une forte amélioration générale dans l'industrie et dans l'économie de l'Autriche. La floraison industrielle allemande amena un nombre considérable d'acheteurs; le marché allemand absorba une grande partie de la production des confections de luxe; une grande quantité de minerais de fer est fournie aux industries allemandes, et la statistique officielle accuse une hausse considérable de l'exportation des produits achevés. L'économie autrichienne reprit son aspect habituel, le chômage diminua, et les usines, qui travaillaient encore en 1926 avec 80 % de leur capacité, travaillèrent désormais avec 100 %. M. Bauer croit que le marché du travail prendra, pendant les prochaines années, un bon développement, puisque dans les années 1929 à 1933 il y aura 200,000 ouvriers en moins, car les enfants nés pendant la guerre, où les naissances étaient fortement réduites, seront majeurs en ces années-là. De 1929 à 1933 les jeunes travailleurs seront plus rares qu'aujourd'hui; de 1933 à 1937, l'offre des ouvriers se trouvera réduite, facteur qui égalisera et nivellera le marché du travail pour les chômeurs encore existants. L'année 1928 apporta une diminution du chômage. Grâce aux mesures de rationalisation on eut besoin de 40,000 personnes de moins, et malgré cela le chômage diminua de 25,000 personnes par rapport à la même saison de l'année 1927. Le commerce extérieur lutte encore avec d'énormes difficultés, mais il faut espérer qu'on trouvera des moyens pour l'aider, car le commerce extérieur autrichien est la base de la vitalité de l'Autriche.

II.

LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE L'AUTRICHE DE 1919 A 1928.

L'Autriche du Traité de St-Germain-en-Laye, réduite aux pays des Alpes de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, se trouvait, au moment de sa fondation, dans une très mauvaise situation en ce qui concerne son commerce extérieur. La division du travail qui régnait dans l'unité économique de la Monarchie était ruinée, et des barrières furent érigées qui séparaient l'Autriche éminemment industrielle des pays agraires qui avaient coutume d'échanger leurs produits contre ceux de l'industrie. Les auteurs du Traité de Paix de St-Germain obligèrent la Tchéco-Slovaquie à livrer à l'Autriche le charbon nécessaire à son industrie, et la Hongrie à lui fournir les denrées alimentaires pendant cinq ans. Ils se rendaient compte que l'État nouvellement créé n'était pas viable, mais ils mirent ce point dans le traité évidemment pour décharger leur conscience. Il était clair pourtant que les États successeurs tâcheraient de détruire la prépondérance économique de Vienne et de l'Autriche pour compléter leur victoire politique par un essor économique à l'aide de mesures protectionnistes. L'Autriche, forcée d'importer les denrées alimentaires et les matières premières, et par suite dans l'impossibilité de se défendre par des mesures analogues, s'est vue obligée d'adopter une politique commerciale libre-échangiste. Après la guerre, les anciens tarifs subirent certaines modifications, et à la suite de la Révolution certains droits furent réduits ou bien majorés selon la situation écono-

mique. En raison de la dépréciation de la monnaie, les droits furent nivelés jusqu'à 100 % de la dépréciation. En 1924 entra en vigueur un nouveau tarif douanier; l'ancien tarif de 1906 ne correspondait plus à la situation d'après-guerre en présence du protectionnisme des États voisins. L'Autriche avait besoin d'un tarif de combat pour obtenir des réductions de la part des voisins; puis, l'ancien tarif avait été fait pour un pays de 53 millions d'habitants. Les droits sur certains articles ont dû être élevés, parce que les douanes devaient rapporter annuellement au moins 100 millions selon le programme de la stabilisation. Ce tarif comprend des droits échelonnés pour les céréales, et constitue un compromis entre l'agriculture, l'industrie protectionniste et le commerce libre-échangiste. L'Autriche dut s'orienter ainsi vers un protectionnisme modéré, eu égard à l'exportation de ses produits industriels. Les droits du nouveau tarif étaient, en comparaison avec les droits analogues des pays voisins, encore trop bas. L'insuccès de ces mesures et l'accroissement du passif de la balance commerciale causèrent un grand mécontentement en Autriche, et sous l'influence de l'industrie et de l'agriculture la politique douanière autrichienne subit une nouvelle orientation vers le protectionnisme. Le 18 mars 1926, on mit en vigueur une annexe au tarif douanier qui éleva les droits pour le sucre, le lait et le bétail. Le 28 juillet fut mis en vigueur un second supplément élevant les droits pour les produits agricoles, textiles, les moteurs et les machines. La troisième annexe du 27 octobre 1927 éleva considérablement les droits sur les articles agraires et industriels. Le tarif douanier de 1924, visant une politique douanière modérée de la part de l'Autriche, fut transformé fortement par les trois annexes dans le sens protectionniste.

Les traités de commerce, en vigueur avant la guerre, furent abolis après la Révolution. Par le

traité de paix, l'Autriche fut obligée d'accorder aux États vainqueurs pour cinq années, sans réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée. Les États nouvellement créés élevèrent des barrières douanières insurmontables, ainsi que des défenses d'exportation et d'importation. Malgré toutes ces difficultés l'Autriche s'est efforcée d'abaisser ces barrières, et dans le cours des dix dernières années un grand nombre de traités de commerce ont été conclus où l'Autriche a pu obtenir le droit de la nation la plus favorisée avec réciprocité.

Il n'est pas étonnant que dans le commerce extérieur le bilan soit toujours passif quand on considère que le bilan commercial de l'ancienne Monarchie d'avant-guerre n'était non plus actif. Le passif des années 1920-1921 était plus élevé que celui d'avant-guerre. Mais dans la Monarchie, un passif, même considérable, n'était pas dangereux, parce que le bilan des paiements accusait constamment un actif grâce au tourisme et à l'affluence de divers capitaux. Ce n'est pas le même cas aujourd'hui. Le problème actuel le plus important est d'arriver à un bilan numérique soldant par un actif en développant le tourisme, en augmentant la force d'attraction des foires et en faisant une bonne propagande bénéficiaire.

Le tableau suivant montre le commerce extérieur de l'Autriche pendant les années 1922 à 1928, d'après les groupes de la liste internationale des marchandises établie par la convention de Bruxelles du 31 décembre 1913. Il n'y a pas de données statistiques sûres pour la période de 1919 à 1922 par suite de la situation embrouillée de ces années; les nombres approximatifs dont on dispose pour cette période n'indiquent que les quantités et non pas les valeurs. Les valeurs n'ayant pu être fixées que d'après de vagues estimations, ces données n'offrent pas une base

sérieuse pour ce travail. Ce n'est que depuis 1923 que nous avons en Autriche une statistique commerciale officielle qui indique les marchandises d'après leur valeur. (1)

Voir Tableau I et Tableau II.

Ces Tableaux montrent à grands traits toute la structure économique de l'Autriche de Saint-Germain. Si nous examinons de près le Tableau des importations, et si nous y relevons par exemple l'année 1928, nous voyons que sur la valeur totale des importations s'élevant à S. 3,316,868,000 les importations d'articles alimentaires, de combustibles et de matières premières de première nécessité seules forment déjà un total de S. 1,956,591,000, c'est-à-dire 64 %, soit 2/3 des importations totales, dont un tiers est attribué à l'importation des articles finis. Dans la période de 1920 à 1923, époque de la grande inflation, de fortes fluctuations se sont produites dans la valeur de la monnaie autrichienne, et par suite une dépréciation considérable. Cette situation déplorable a inspiré à la population le désir de placer ses épargnes en bonnes valeurs matérielles puisque la valeur de l'argent, continuellement en déroute, n'offrait plus aucune sécurité. Cette poussée d'acquisition d'objets d'une valeur quasi réelle, aussi compréhensible qu'immodérée, était une bonne aubaine pour les fournisseurs d'articles de luxe de l'étranger; les malheureux Autrichiens n'ont pas cessé d'en accumuler à qui mieux mieux. Ces spéculations désespérées se sont ralenties petit à petit dès que les effets de la stabilisation de la monnaie se sont fait sentir; la demande de valeurs matérielles a progressivement diminué, de même que, conséquence directe, l'importation de ces articles. Nous voyons donc que l'importation des marchandises finies et des articles de luxe

(1) *Statistique officielle du Commerce extérieur.*

Statistique d'après les groupes de la liste des marchandises internationale établie par la convention de Bruxelles du 31 décembre 1913. (D'après la Statistique officielle du commerce autrichien éditée par le Ministère fédéral du commerce).

TABLEAU I. — Importations (en milliers de schillings).

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Bétail vivant	117,510	149,877	240,618	264,885	272,589	276,619	270,075
Articles alimentaires et boissons	599,847	682,044	934,764	775,328	777,883	788,854	747,493
Combustibles minéraux	267,371	243,977	285,339	229,108	205,228	224,759	226,119
D'autres matières premières et marchandises travaillées rudimentairement.	458,145	496,897	737,574	627,114	557,579	673,546	712,904
Marchandises achevées.	898,708	892,556	1,249,231	937,026	952,643	1,124,705	1,282,584
Or et argent	1,461	2,516	26,258	71,989	78,631	102,192	77,693
Total	2,076,378	2,467,899	3,473,784	2,905,050	2,844,553	3,190,675	3,316,868

TABLEAU II. — Exportations (en milliers de schillings).

Bétail vivant	12,544	18,920	16,606	29,386	22,410	32,000	22,892
Articles alimentaires et boissons	29,623	22,661	45,910	36,784	32,453	35,772	53,549
Combustibles minéraux	1,823	2,697	2,463	3,201	8,331	7,128	3,806
D'autres matières premières et marchandises travaillées rudimentairement.	225,777	228,003	357,391	399,328	373,130	469,913	500,928
Marchandises achevées.	1,201,849	1,101,753	1,547,723	1,454,180	1,266,834	1,491,976	1,627,008
Or et argent	10,230	14,327	18,006	63,003	41,771	62,332	41,315
Total	1,445,223	1,383,284	1,988,099	1,985,882	1,744,930	2,099,121	2,249,498

baisse jusqu'en 1924, et nous pouvons constater par la suite une amélioration sensible, c'est-à-dire un recul de l'excédent des importations.

Si nous considérons le Tableau des exportations, nous voyons, en prenant pour exemple l'année 1928, que l'exportation des marchandises finies s'élève à S. 1,627,008,000 sur la valeur totale des exportations s'élevant à S. 2,249,498,000, c'est-à-dire à 73 % des exportations autrichiennes. L'exportation du bétail vivant, des articles alimentaires et des combustibles minéraux ne joue ici qu'un très petit rôle, car elle s'élève à peine à 4 %. L'exportation des matières premières et des marchandises rudimentairement travaillées, telles que notamment les bois, le fer, le cuivre, les fils de coton et de laine, représente en 1928 un total de S. 500,928,000, c'est-à-dire environ 20 % du total des exportations. Les exportations autrichiennes couvrent, d'après les données statistiques pour l'année 1928, et d'après la valeur des marchandises, à peu près les 2/3 des importations; le commerce extérieur de l'Autriche accuse donc un passif de 1 milliard de schillings. Un bilan commercial passif n'est d'ailleurs actuellement rien d'insolite en Europe, où le passif commercial est devenu un peu partout une maladie pour laquelle le remède, ardemment cherché, n'a pas encore pu être découvert. Les pays d'outre-mer, notamment les grands producteurs de matières premières, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, se réjouissent presque sans exception d'un bilan commercial actif; les industries européennes, et notamment l'Autriche, devraient donc tâcher de propager l'écoulement de leurs marchandises finies dans ces pays, puisque, en raison de la situation économique, ils sont particulièrement susceptibles d'acquérir en grandes quantités les produits de fabrication européenne.

Les tableaux des importations et des exportations font ressortir que depuis 1924 l'excédent

des importations baisse, et que les exportations, comparées aux importations, montrent une tendance ascendante. C'est ainsi que nous voyons que le passif du bilan commercial autrichien s'est élevé en 1924 à S. 1,475,700,000, qu'il est descendu en 1926 à S. 1,070,000,000, et qu'en 1928 il n'était plus que de S. 1,012,280,000. Les Tableaux montrent aussi que la dépendance de l'étranger, en ce qui concerne l'importation des articles alimentaires et des combustibles, diminue continuellement, puisque la part de ces groupes dans le total des importations fait voir une tendance de recul. Tandis qu'en 1922 les importations des articles alimentaires ou des matières premières se sont élevées à S. 1,175,502,300 sur la valeur totale des importations s'élevant à S. 2,076,378,000, la valeur des importations des mêmes quantités s'est élevée en 1928 à S. 1,710,478,000 sur une valeur totale des importations s'élevant à S. 3,316,868,000, ce qui représente un recul d'environ 10 %. D'autre part, par exemple, la part des importations des combustibles minéraux, qui s'était élevée en 1926 encore à 27.3 % des importations, est tombée en 1928 à 22.6 %, grâce au développement et à l'exploitation des forces hydrauliques. (1)

Voir les Tableaux III et IV.

Les deux Tableaux III et IV renferment les articles de première nécessité importés en Autriche, et les exportations correspondantes, par quantités, dans la période de 1924 à 1928.

Dans le Tableau des importations, les marchandises qui ont subi qualitativement un recul sensible durant ces dernières années, offrent un intérêt particulier. On remarque avant tout la baisse extraordinaire de l'importation du lait

(1) *Statistique officielle du Commerce extérieur.*

TABLEAU III.
Importations (en milliers de quintaux).

	1924	1925	1926	1927	1928
Blé.	6.034	6.457	6.771	6.580	6.001
Farine	2.584	1.094	1.517	1.741	1.307
Fruits.	520	661	604	583	608
Légumes	1.006	1.069	1.607	1.201	1.117
Denrées coloniales . . .	134	119	139	136	146
Lait	444	431	335	96	20
Fromage blanc.	46	36	35	34	23
Sucre.	2.009	1.781	1.878	1.566	1.695
Bovines (pièces)	725	844	850	886	931
Porcs (pièces)	607	747	928	835	895
Combustibles minéraux .	57.742	52.757	51.259	56.038	57.141
Coton.	295	380	321	393	371
Cotonnades	165	133	116	129	125

et des produits de métairie. Tandis qu'en 1924 on importait 444,000 quintaux de lait, l'importation de l'année 1928 n'est plus que de 20,000 quintaux; l'importation du fromage blanc est tombée de 50 % pendant la période de 1924 à 1928. L'Autriche montre cependant aussi un progrès dans la production du sucre, car l'importation du sucre a baissé pendant la période de 1924 à 1928 de 300,000 quintaux annuellement. Les blés, les denrées coloniales, les combustibles minéraux et les cotonnades n'accusent que des fluctuations minimales. Il est cependant intéressant de constater que malgré l'importation doublée de porcs de l'étranger, le paysan autrichien souffre

TABLEAU IV.

Exportations (en milliers de quintaux).

	1924	1925	1926	1927	1928
Magnésite.	756	784	777	812	775
Fer brut.	667	1.042	1.428	1.601	1.289
Fer en barres.	445	747	584	705	639
Marchandises en fer. . .	628	567	509	527	561
Machines électriques . .	88	84	70	74	81
Automobiles.	28	33	22	37	43
Bois de construction et bois de chauffage bruts	1.734	4.167	4.025	7.216	11.113
Bois de construction et bois de chauffage taillés	852	1.170	1.351	888	1.412
Bois de construction et bois de chauffage sciés.	9.615	10.982	9.650	11.662	12.029
Marchandises de bois . .	445	386	257	305	281
Matières de papier . . .	938	1.132	1.163	1.116	1.204
Cartons	312	363	345	387	406
Papier	965	1.033	1.051	1.104	1.159
Papeterie	58	39	32	34	34
Fils de coton.	110	154	132	154	137
Fils de laine	33	25	27	34	31

du manque de possibilités de vendre ses porcs; la cause en est, que le consommateur le plus important, c'est-à-dire Vienne, préfère des bœufs engraisés, qui doivent être importés parce que les paysans des Alpes autrichiennes n'élèvent que du bétail maigre; on tâche par conséquent d'amener ces paysans à changer de méthode et à

élever leur bétail à l'engrais. L'importation du bétail par contre, notamment des porcs, a doublé dans la période de 1924 à 1928.

Dans le tableau des exportations nous remarquons en premier lieu des marchandises pour lesquelles une augmentation sensible des quantités exportées peut être constatée. Les bois occupent la première place; les chiffres d'exportation des bois de toutes les formes ont sensiblement haussé. La plus forte augmentation est celle des bois bruts, dont les quantités exportées, dans la période de 1924 à 1928, se sont élevées de 550 %, tandis que l'augmentation de l'exportation des bois taillés n'atteint que 65 %, et celle des bois sciés n'atteint que 25 %. Étant donné que la valeur des exportations des bois bruts est moindre que celle des bois travaillés, le bénéfice de l'économie indigène est assez modeste. L'industrie du papier vient en second lieu; elle accuse pour presque tous ses produits des chiffres d'exportation plus considérables. Une grande augmentation ressort pour les industries métallurgiques, fer brut, fer en barres et automobiles, tandis que l'exportation des marchandises en fer est en recul.

Nous voyons donc que les quatre grands groupes : industrie métallurgique, industrie des bois, industrie du papier et industrie textile, sont les plus importants facteurs des exportations autrichiennes. Les industries métallurgiques, celles des bois et du papier, accusent dans la balance du commerce étranger un actif, tandis que l'industrie textile et l'industrie des articles alimentaires se présentent chargées d'un gros passif dû, en majeure partie, au manque des matières premières et des matériaux accessoires indispensables pour la fabrication. En résumant ces deux tableaux, on constate que l'Autriche a fait des progrès dans le domaine important de l'alimentation et aussi dans quelques autres branches industriel-

les, qu'elle a accru les possibilités de couvrir elle-même les besoins des populations, mais que, d'autre part, les exportations, qui sont d'une importance capitale pour le développement économique de l'Autriche, se trouvent malheureusement fortement restreintes sur beaucoup de points.

Nous passons aux relations commerciales entre l'Autriche et les autres États et pays d'après les tableaux des importations et des exportations V et VI (1)

Il en ressort que 85.6 % de la valeur des importations et 89.3 % de la valeur des exportations reviennent à l'Europe. Pour les importations, la Tchéco-Slovaquie a occupé la première place jusqu'en 1927; en 1928 elle a dû céder cette place à l'Allemagne, qui a d'ailleurs depuis longtemps déjà occupé la première place dans les exportations autrichiennes. Le commerce avec l'Allemagne accuse dans le courant des années une constante augmentation. Le commerce avec les anciens pays de la Monarchie austro-hongroise, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie, a subi un petit recul par rapport au total des importations; tandis que ces importations se sont élevées en 1925 à 43.8 % et en 1927 à 41.1 %, le pourcentage en 1928 n'était que de 39.4 %. La part dans les exportations de ces États s'est élevée en 1927 à 33.9 % et en 1928 à 33.7 %. Parmi les États européens les exportations autrichiennes accusent donc dans les dernières années un développement ascendant pour l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, le Danemark et la Suède, tandis qu'elles diminuent lentement pour les États voisins, anciens membres de la Monarchie danubienne.

Le développement des exportations autrichiennes à destination des pays d'outre-mer est

(1) *Statistique officielle du Commerce extérieur.*

TABLEAU V.
Importations (valeur en milliers de schillings).

	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Belgique . .	11,435	22,231	15,215	14,573	25,102	29,234
Danemark . .	10,970	12,691	30,226	3,827	5,191	4,275
Allemagne . .	498,223	518,834	456,500	471,999	531,688	656,985
Angleterre . .	66,133	107,705	105,169	102,580	134,822	145,912
France . . .	48,240	81,497	54,512	65,865	81,280	89,774
Italie. . . .	192,383	248,916	161,255	131,273	128,986	110,588
Hollande . .	40,329	41,477	30,631	36,052	38,886	36,492
Pologne . . .	171,160	258,992	248,544	131,916	173,384	147,303
Roumanie . .	61,062	87,403	106,236	134,267	151,421	124,211
Suède	2,909	7,008	4,921	6,610	7,816	8,902
Suisse	158,560	196,670	126,957	123,907	157,884	167,836
Yougoslavie.	141,527	151,231	134,051	166,382	176,422	131,509
Tchéco-						
Slovaquie . .	633,168	700,129	566,449	554,160	568,482	595,626
Hongrie . . .	300,561	402,409	318,319	361,261	297,962	279,313
Russie	4,121	10,932	9,357	5,019	17,771	28,346
Indes						
britanniques	45,848	68,793	65,928	45,914	41,577	50,984
Chine	2,979	4,978	4,198	6,028	6,059	8,511
Japon	603	479	790	1,004	1,481	1,928
Turquie . . .	14,905	24,657	16,283	25,468	16,382	22,941
Égypte. . . .	4,743	4,943	3,731	3,483	6,415	7,438
États-Unis . .	175,519	192,024	222,010	150,780	192,732	218,295
Argentine. . .	30,335	36,147	58,708	31,528	27,759	43,281
Brésil	15,443	30,294	35,278	21,434	30,211	43,991

TABLEAU VI.

Exportations (valeur en milliers de schillings).

	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Belgique . .	15,438	14,185	9,114	21,820	10,920	12,446
Danemark . .	8,755	8,311	7,356	9,204	10,493	12,506
Allemagne . .	213,961	261,007	294,981	202,103	381,400	417,617
Angleterre . .	72,654	85,193	71,906	69,134	75,598	80,835
France . . .	31,160	49,581	80,511	52,745	81,214	52,620
Italie. . . .	148,150	200,894	203,866	174,318	168,074	178,269
Hollande . .	29,821	32,436	24,681	2,279	24,742	29,199
Pologne . . .	128,772	194,569	166,065	72,962	105,481	123,200
Roumanie . .	121,506	130,870	106,698	110,268	127,634	131,129
Suède	20,824	15,042	11,979	13,971	16,689	22,350
Suisse	119,427	130,870	92,698	107,876	114,454	138,259
Yougoslavie.	213,111	205,061	176,221	153,284	156,901	165,180
Tchéco-						
Slovaquie . .	167,547	217,028	214,962	208,850	260,562	280,165
Russie	8,865	17,945	38,673	38,188	43,249	41,915
Hongrie . . .	133,911	194,265	164,375	177,095	203,492	191,235
Turquie . . .	8,106	11,309	15,376	16,889	17,646	18,716
Chine	5,653	7,918	7,917	11,626	18,682	20,486
Japon	29,652	21,290	20,760	27,076	16,092	11,877
Indes						
britanniques	10,099	19,028	16,405	17,191	27,726	35,132
Égypte. . . .	9,437	15,686	15,492	16,031	17,716	18,352
États-Unis . .	29,367	40,651	41,864	24,476	44,134	46,218
Argentine . .	6,381	8,485	9,705	10,037	14,209	19,329
Brésil	2,876	3,948	3,962	3,564	3,570	7,072

une des principales préoccupations de la politique commerciale de la République; ces exportations s'étendent de plus en plus. La part de l'Autriche dans ce commerce d'outre-mer s'élève à 14.4 % pour les importations et à 10.7 % pour les exportations. Mais si l'on établit une comparaison avec l'ancienne Monarchie austro-hongroise, on constate un progrès appréciable. En 1913, la part de la Monarchie dans les exportations pour les pays d'outre-mer était de 10 % (1), mais à cette époque on n'a exporté principalement que des marchandises qui ne provenaient pas de l'Autriche actuelle, notamment du sucre, les verreries de Bohême, les articles de Gablonz, les porcelaines et les bois de Bosnie. En outre, on a obtenu au moyen de subventions de l'État des taxes de fret très avantageuses pour les exportations autrichiennes chargées sur les bateaux partant de Trieste. S'il y avait moyen d'établir une comparaison entre les exportations d'outre-mer de l'Autriche actuelle avec la valeur des marchandises qui avant la guerre ont été embarquées du même territoire, il en résulterait certainement une majoration énorme en faveur de l'Autriche actuelle. Le groupe des marchandises qui joue maintenant le plus grand rôle dans les exportations autrichiennes d'outre-mer sont les broderies et les cotonnades, ainsi que les papeteries qui sont envoyées aux Indes britanniques et hollandaises, les produits métallurgiques à destination du Japon et les articles de tout premier ordre dus à l'industrie viennoise universellement appréciée, produits très recherchés sur les marchés des États-Unis de l'Amérique du Nord, de l'Argentine et du Brésil, pays d'où l'Autriche fait venir principalement du blé et des matières premières pour son industrie textile.

(1) *Statistique du Commerce de la Monarchie austro-hongroise*,
éditée par le Ministère du Commerce Imp. et Roy. 1913.

Pour bien se rendre compte de la situation du commerce extérieur, il y a lieu de considérer les pays de provenance pour les marchandises importées les plus essentielles et les pays de destination pour les marchandises les plus importantes de l'exportation. Ces données sont fournies dans les deux tableaux VII et VIII dans lesquels figurent les fournisseurs et les acheteurs des marchandises avec la part des marchandises fournies et achetées en pourcentage. (1)

Ces tableaux font ressortir l'importance des marchandises exportées de l'Autriche, dont il y a lieu de mentionner particulièrement la magnésite qui va jusqu'à 50 % en Amérique, les articles de fer et les bois que l'Allemagne achète en majeure partie, et les papiers qui sont achetés par l'Italie et par la Hollande. D'autre part, nous voyons dans ces tableaux aussi les principaux pays d'où viennent nos importations : la Hongrie et l'Argentine fournissent à l'Autriche du blé, le Brésil les denrées coloniales, la Roumanie du bétail, l'Argentine des peaux et les Indes britanniques du coton.

Le développement du commerce extérieur dans les dix dernières années nous permet de constater son importance et son influence sur la vie économique de l'Autriche. Il montre, en comparaison avec la quote-part d'avant-guerre du même territoire, une diminution d'environ 40 %. Le commerce entre l'Autriche et les États successeurs a subi, par suite des droits protectionnistes des nouveaux États, un recul de 10 % ; le commerce avec la Hongrie, pour lequel nous avons avant la guerre des statistiques exactes, accuse une baisse de 60 %. Les conséquences néfastes de la politique douanière protectionniste des États successeurs d'après-guerre, qui tâchaient d'arriver à une au-

(1) *Statistique officielle du Commerce extérieur.*

TABLEAU VII.

Importations (en % de l'importation totale).

	Blé	Farine	Fruits	Légumes	Denrées coloniales	Sucre	Bovines	Porcs
Tchéco-Slovaquie. .	11	—	—	20	—	70	7	—
Hongrie.	37	66	19	16	—	5	32	7
Roumanie.	8	12	—	—	—	—	42	16
Yougoslavie	8	3	28	—	—	—	18	19
Allemagne.	—	—	—	5	—	—	—	2
Angleterre.	—	—	—	—	—	—	—	—
France	—	2	—	—	—	—	—	—
Suisse.	—	—	6	—	4	—	—	—
Indes britanniques .	—	—	—	—	2	—	—	—
Chine.	—	—	—	—	2	—	—	—
Argentine	15	—	—	—	—	—	—	—
Amérique	—	8	6	—	—	—	—	—
Italie	—	—	24	35	—	—	—	—
Pologne.	—	—	—	13	—	16	—	56
Brésil.	—	—	—	—	60	—	—	—
Hollande	—	—	—	—	9	—	—	—
Russie	—	—	—	—	—	5	—	—
Égypte	—	—	—	—	—	—	—	—
Bulgarie	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie.	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce.	—	—	—	—	—	—	—	—

TABLEAU VII.

Importations (en % de l'importation totale) (suite)

	Combustibles minéraux	Coton	Cotonnades	Riz	Tabac	Peaux, Fourrures	Laine
Tchéco-Slovaquie	30	2	52	—	—	—	—
Hongrie	2	—	—	3	—	—	—
Roumanie	—	—	—	—	—	—	—
Yougoslavie	—	—	—	—	—	—	7
Allemagne	10	1	10	—	—	—	12
Angleterre	—	—	8	—	—	—	—
France	—	—	—	2	—	—	—
Suisse	—	—	25	—	—	—	—
Indes britanniques	—	20	31	—	—	—	—
Chine	—	—	—	—	—	—	7
Argentine	—	—	—	—	—	—	23
Amérique	—	69	—	2	—	—	—
Italie	—	—	—	51	—	—	24
Pologne	55	—	—	—	—	—	—
Brésil	—	—	—	—	—	—	—
Hollande	—	—	—	—	—	—	—
Russie	—	3	—	—	—	27	—
Égypte	—	—	—	—	—	19	—
Bulgarie	—	—	—	—	—	14	—
Turquie	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	—	—	—	—	—	—	—

TABLEAU VIII.

Exportation (en % des exportations totales).

	Magnésite	Fer brut	Fer en barres	Marchandises de fer	Machines électriques	Automobiles	Bois de constr. brut	Bois de constr. taillé
Amérique	47	—	—	—	—	—	—	—
Allemagne.	20	11	11	8	8	35	60	53
Angleterre.	13	—	—	—	—	—	—	—
Tchéco-Slovaquie. .	6	41	7	8	8	13	9	—
France	5	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	15	15	—	—	—	—	—
Yougoslavie	—	12	32	31	12	—	—	—
Hongrie.	—	12	—	7	7	12	5	29
Japon.	—	—	7	—	—	—	—	—
Roumanie.	—	—	—	9	13	—	—	—
Pologne.	—	—	—	—	18	11	—	—
Russie	—	—	—	—	—	9	—	—
Suisse.	—	—	—	—	—	—	19	—
Italie	—	—	—	—	—	—	5	16
Hollande	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie.	—	—	—	—	—	—	—	—
Bulgarie.	—	—	—	—	—	—	—	—

TABLEAU VIII.

Exportation (en % des exportations totales) (*suite*).

	Bois de constr. scié	Marchandises de bois	Matières de papier	Cartons	Papier	Papeterie	Fils de coton	Fils de laine
Amérique	—	—	6	—	—	—	—	—
Allemagne.	29	39	6	5	—	8	11	13
Angleterre.	—	—	—	6	5	—	—	—
Tchéco-Slovaquie. .	6	8	—	—	—	9	7	—
France	13	—	9	—	—	—	—	—
Italie	—	—	—	—	—	—	—	—
Yougoslavie.	—	—	9	—	11	10	11	19
Hongrie.	6	—	—	15	28	10	19	15
Japon.	—	—	—	—	—	—	—	—
Roumanie.	—	—	—	—	—	—	34	15
Pologne.	—	—	—	10	—	—	—	12
Russie	—	—	—	—	—	—	—	10
Suisse.	—	6	—	—	—	—	—	—
Italie	39	14	52	30	—	7	—	—
Hollande	—	6	—	—	—	—	—	—
Turquie.	—	—	—	—	4	—	—	—
Bulgarie.	—	—	—	—	4	—	—	—

tarchie économique, donnent les résultats suivants : (1)

	1922	1923	1924	1925	1926	1927
	%	%	%	%	%	%
Importations :	44.92	47.26	48.72	47.50	51.54	46.52
Exportations :	51.36	47.32	46.70	42.65	41.07	38.73

Ces chiffres font ressortir la participation des États successeurs aux importations et exportations autrichiennes, et le fait que le commerce avec les États successeurs est en recul, à cause de la politique douanière protectionniste et de la fondation subséquente d'industries artificiellement créées sous la protection des gouvernements ; ils fournissent en outre la preuve que l'Autriche a continué d'importer en aussi grandes quantités qu'auparavant les produits de ces États (qui lui vendaient leurs denrées alimentaires), tandis qu'elle a moins exporté chez eux, parce qu'elle ne leur vendait que des produits manufacturés concurrencés par leurs usines nouvellement créées de toutes pièces et renchérissés par leurs droits protectionnistes. Cette statistique prouve aussi que l'Autriche ne peut pas couvrir l'importation des denrées alimentaires par les exportations de ses produits manufacturés. Les denrées alimentaires entrent pour la plus grande partie dans le passif du bilan commercial. En voici la statistique (2) :

Passif du bilan commercial pour les denrées alimentaires.

1925	936 millions	873 millions
1926	1.070 »	995 »
1927	1.086 »	997 »

Nous voyons de plus que l'agriculture autrichienne, ne pouvant satisfaire que les 2/5, soit

(1) *Jahrbuch für Arbeiter und Angestellte*, 1927.

(2) *Oesterreichischer Volkswirt*, 27 mars 1927.

40 % des besoins de la population, est incapable de combler le déficit du bilan. Ce qui pèse aussi sur l'économie autrichienne, c'est le manque de charbon et de matières premières. Ses exportations de minerai de fer et de magnésie n'atteignent pas le chiffre des importations de charbon. Or l'exportation de ces matières est en soi un désavantage pour le pays qui laisse ainsi échapper l'occasion d'en tirer une industrie. Le passif du bilan des matières premières se présente comme suit (1) :

1925	227.8 millions
1926	184.4 »
1927	202.2 »

Le passif du bilan des denrées alimentaires pourrait être abaissé si certains articles autrichiens remplaçaient les articles importés et si l'exportation du bétail augmentait, mais ce n'est qu'en plaçant un plus grand nombre d'articles manufacturés que l'Autriche serait capable d'arriver à un bilan soldant par un actif. Or, le marché intérieur n'absorbe que les 30 % de la production; il est presque impossible de trouver à l'étranger des débouchés pour le reste, 70 %. Si le protectionnisme se modérait en Europe Centrale, il n'en résulterait qu'une amélioration temporaire, parce que la disproportion est trop grande entre l'organisation de la production et la masse des acheteurs. Seule une extension territoriale du marché intérieur serait en mesure de remédier à cette situation. Des traités de commerce, des crédits, une politique douanière modérée, la diminution des charges sociales et une vaste propagande, tout cela pourrait favoriser plus facilement le commerce de l'Autriche avec d'autres pays, comme l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie, etc.; l'industrie autrichienne s'était organisée pour

(1) *Oesterreichischer Volkswirt*, 27 mars 1927.

un marché intérieur de 53 millions d'habitants. Pour équilibrer le bilan il faudrait aboutir à un meilleur rendement de l'industrie en élargissant le marché intérieur, mais si l'industrie ne peut pas placer ses articles parce que ce marché intérieur est trop étroitement borné, c'est la surproduction; dans ces conditions on ne peut guère employer les méthodes modernes de rationalisation. Comment en sortir alors? Les conséquences seraient que le bilan commercial accuserait chaque année un passif d'un milliard de schillings. On ne peut étendre le marché intérieur qu'en abolissant les frontières économiques qui séparent l'Autriche de ses voisins. Il faut que les États européens sachent clairement qu'un isolement forcé de l'économie autrichienne sera toujours une cause de grandes complications pour la vie politique et économique de l'Europe Centrale.

Il serait donc avantageux de permettre à l'Autriche de s'associer à un ou à plusieurs de ses voisins. Les conventions économiques des États scandinaves entre eux, des États baltiques, ainsi que celles de l'Espagne avec le Portugal, n'ont pas nui à l'indépendance politique de ces États. Le Luxembourg a maintenu son indépendance politique malgré son union douanière avec l'Allemagne avant la guerre et avec la Belgique après la guerre; on peut citer aussi l'entente de la Principauté de Liechtenstein avec la Suisse. Si l'on accorde cela à de petits pays comme le Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein, pourquoi ne l'accorderait-on pas à un pays de 6.5 millions d'habitants? La principale tâche de toutes les corporations autrichiennes devrait être de tendre à élargir le marché intérieur pour développer comme il convient l'industrie et le commerce de l'Autriche afin d'arriver à un bilan commercial soldant par un actif.

Dans tous les États européens nous constatons deux tendances économiques qui luttent pour la

suprémie. Dans une partie des pays dominant les protectionnistes, dans l'autre les libre-échangistes. Les pays qui vivent du commerce extérieur sont pour le libre-échange. Il y a en Autriche un assez grand nombre de gens qui exigent pour les industries des droits protectionnistes, oubliant que la conséquence en seront des contre-mesures de la part des voisins, et qu'une réduction des importations ferait aussi reculer les exportations. En Autriche particulièrement, qui a traversé diverses crises financières et industrielles, ce problème est d'une grande importance. Les partisans du libre-échange disent qu'avec un régime libre-échangiste l'Autriche serait le pays le meilleur marché d'Europe; les anciennes industries se développeraient, tandis que les industries hâtivement établies disparaîtraient. Le trafic des marchandises finies, le commerce de transit et le tourisme augmenteraient grâce aux bas prix, les déficits du bilan commercial seraient couverts par les revenus de Vienne en sa qualité de centre international. Les partisans du protectionnisme disent que l'Autriche est entourée de voisins protectionnistes et qu'elle doit protéger son débit intérieur par des droits de combat. Toute exportation doit avoir pour contre-poids une importation. Le commerce de transit prendrait à coup sûr un grand essor, mais certaines branches d'industrie seraient sans doute écrasées par la concurrence étrangère. Les États successeurs ont maintenu leur indépendance économique grâce au protectionnisme et aux industries nationales fondées sous ce régime. Ces pays ne renonceront pas à leur force économique.

Les États pour lesquels l'exportation constitue une nécessité inéluctable n'ont pas retiré des droits protecteurs les avantages escomptés; bien au contraire, ils en ont ressenti bientôt les graves inconvénients. Ils ont dû se rendre compte qu'un développement bénéficiaire des exportations exige

absolument une politique libre-échangiste ; il n'est donc aucunement surprenant que ces pays soient très intéressés à la baisse des barrières douanières. Après la guerre s'est développée une économie mondiale dont les diverses parties se sont isolées les unes des autres, accumulant les obstacles de la marche réciproque des affaires, et l'on constate de plus en plus un peu partout que cette politique égoïste ne peut produire que des conséquences graves et même néfastes. Il est évident qu'à l'époque actuelle, chaque pays devrait s'efforcer de procurer à ses marchandises des marchés aussi vastes que possible, puisqu'un grand écoulement seul, et à des prix aussi bas que possible, est capable d'alimenter les industries du pays, de faire prospérer le commerce et d'être la source de la richesse et du bonheur de la population.

Il est vrai cependant que certains pays se croient obligés de favoriser les mesures protectionnistes parce que leurs intérêts fiscaux y trouvent un avantage dont ils ne peuvent pas encore se passer pour le moment. Quand on considère les budgets des principaux États européens on constate que les recettes douanières représentent 10 à 20 % des recettes totales de ces États, et certains États en tirent encore des ressources plus considérables : L'Autriche et la Suède trouvent dans les recettes douanières $\frac{1}{5}$ du total de leurs recettes, l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne et la Hollande $\frac{1}{10}$, la Yougoslavie et la Norvège 30 % et la Finlande même 50 %. (1) Dans quelques États européens les recettes des douanes sont gagées pour plusieurs années à titre de garantie des emprunts accordés par des consortiums financiers de l'étranger. Quelle que soit l'importance des grosses recettes douanières, le bon sens économique vous conduit à des considéra-

(1) Dr. RICHARD KERSCHAGL : *Die Finanzlage der europäischen Staaten*, Wien-Leipzig, 1930.

tions qui aboutissent en fin de compte à la nécessité d'une politique libre-échangiste, de sorte que beaucoup de pays, constatant de plus en plus l'incurable étroitesse de leurs marchés intérieurs et les multiples misères qui en résultent, préconisent avec beaucoup de raison l'abolition des barrières douanières et l'avènement d'une ère de libre-échange, première étape et base fondamentale des États-Unis d'Europe.

Les voisins de l'Autriche devraient se rendre compte que la prospérité d'une économie nationale dépend de la liberté des importations et des exportations. L'Autriche pourrait certainement tirer de grands avantages du libre-échange, puisque ses industries fines sont fortement embarrassées par les barrières douanières. Les avantages que tire un pays de ses industries par les droits protectionnistes sont assurément moindres que les dommages subis dans ses exportations par le protectionnisme des autres pays. Beaucoup d'États ont eu recours à des emprunts pour réparer les dommages causés par la guerre; pour payer ces emprunts il faudrait une forte augmentation des exportations, mais celles-ci ont baissé après la guerre, et au lieu d'une amélioration de la situation nous sommes en présence de crises sérieuses et de désolants chômages. La meilleure solution serait évidemment le libre-échange, et pour réaliser ce principe libérateur, il faudrait une convention entre plusieurs États, une association économique et une marche de l'avant, la main dans la main. David Hume a dit sur le protectionnisme (1) : « Il n'est pas douteux que si l'Angleterre était formée aujourd'hui de sept États, le corps législatif de chacun de ces États serait intimidé par une future mauvaise balance, il régnerait probablement une forte

(1) Professor KARI, RAUSCH : *Wiederaufbau Oesterreichs*, 1924.

méfiance entre eux à cause de leur voisinage, et ils aggraveraient et détruiraient par des mesures superflues et jalouses tout le commerce et tout le trafic ». Cette citation du grand économiste anglais devrait donner à réfléchir aux États qui ont fait partie de la puissante unité économique de la Monarchie austro-hongroise.

MESURES POUR L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

Développement de l'exportation.

En 1923, l'Autriche, dont l'importation dépassait de 43 % l'exportation, figura parmi 56 pays, dont le bilan commercial accusait un passif, au 54^e rang; l'Espagne, le Portugal et la Grèce accusèrent un passif plus grand encore. Les bilans annuels de 1923 à 1927, marquant une amélioration, mettent l'Autriche à la quatrième place avant la fin pour l'importation et l'exportation, malgré l'accroissement de l'exportation de 57 % à 66 %. Les bilans montrent que de 1923 à 1926 l'importation a augmenté de 14 %, l'exportation de 20 %. Le passif moyen du bilan commercial de 1923 à 1927 s'élève à 1,161 millions, soit à 176 schillings par tête de la population. (1) L'exportation s'élève à 62 % de l'importation. Si nous comparons le bilan autrichien avec les bilans d'autres pays, nous voyons que la Tchécoslovaquie a un bilan actif de quelques milliards par an; la France a un bilan actif (1926); l'Allemagne a un bilan passif dans les 4 dernières années,

(1) Ingénieur NEUMANN : *Oesterreichs wirtschaftliche Gegenwart*.

20 marks par tête de la population (1); accusent un passif analogue à celui de l'Autriche : la Norvège, les Pays-Bas et l'Angleterre en 1924 (1). Si l'on met de côté les grands pays, l'Angleterre et les Pays-Bas, l'Autriche accuse le plus grand passif en Europe par tête de la population, elle est suivie de près de la Suisse — trafic étranger, prospérité qui balance le passif commercial — et de la Norvège. Une comparaiosn entre l'Autriche et les autres pays ayant un bilan passif montre ce qui suit (2) :

Période	Importation	Exportation	Rapport entre Imp. et Exp.
Autriche (4 ans)	452	176	60 %
Suisse (3 ans)	848	673	79 %
Angleterre 1924	525	387	73 %
Pays-Bas 1924	519	364	71 %
Norvège 1924	327	227	69 %

C'est pour l'Autriche que le rapport entre l'importation et l'exportation est le plus déplorable en Europe. Un bilan commercial passif est dangereux pour un pays si le passif n'est pas couvert par l'actif du bilan de paiement. Si le passif du bilan commercial, y compris les dettes envers l'étranger, est moins élevé que notre avoir annuel à l'étranger, nous avons un passif du bilan de paiement. Ce passif s'est couvert par de nouvelles dettes, ce qui équivaut à une diminution de la richesse nationale. L'Angleterre et les Pays-Bas ont des bilans de paiement avec de grands actifs qui couvrent le passif du bilan commercial; de sorte qu'on peut encore en exporter des capitaux. Il importe de diminuer le passif du bilan commer-

(1) *Statistisches Jahrbuch des Deutschen Reichs*, 1926.

(2) *Statistisches Jahrbuch des Deutschen Reichs*, 1925.

cial autrichien. Les avoirs autrichiens à l'étranger sont les bénéfices du séjour des étrangers, bénéfices réalisés par le commerce de transit, par l'activité des maisons de commission, d'expédition, de banque, les sommes renvoyées par les émigrés et les intérêts des capitaux placés à l'étranger. L'Autriche ne peut pas compter sur la stabilité de ses revenus et ils ne peuvent pas être une base pour la vitalité autrichienne. Le passif pèse sur l'économie du pays et sur l'étranger (faillites des entreprises avec capitaux étrangers). Dans le bilan commercial nous constatons une importation annuelle de 1,000 millions de produits achevés. Il est plausible d'importer dans un pays industriel comme l'Autriche des matières premières ou des demi-produits, mais une importation de produits achevés dans un pays industriel, dont la production montre des diminutions et des réductions, et qui possède tant de chômeurs, est une des plus grandes fautes. La tendance actuelle du protectionnisme est de créer dans un grand pays diverses possibilités d'échanges qui facilitent les difficultés du commerce extérieur. Dans un grand pays la nécessité d'un échange économique avec l'étranger n'est pas aussi important que dans un petit pays. Quand on travaille avec des capitaux étrangers, le crédit est une perte pour l'économie nationale; il faut exporter pour payer les intérêts, au lieu que les intérêts soient tirés de la substance nationale.

Les corporations économiques autrichiennes devraient chercher tous les moyens d'attirer d'une manière plus intense les clients étrangers et les intéresser aux produits autrichiens. Il ne s'agit pas seulement de trouver des débouchés extérieurs, mais il faut tâcher que l'exportateur autrichien puisse placer ses marchandises sans difficultés et avec le moins de risque. Les autorités officielles préposées à l'exportation doivent mettre à la disposition des exportateurs tous les renseigne-

ments sur les pays en question, ouvrages économiques, journaux, revues servant à l'industrie d'exportation. La fondation de consulats à l'étranger et des relations avec des représentants qualifiés sont une aide pour l'exportateur. Les représentants diplomatiques à l'étranger doivent envoyer des rapports économiques sur leurs pays et renseigner les commerçants des deux pays en question. La création de chambres de commerce à l'étranger contribuera à intensifier les relations. Les industries doivent se réunir en cartels d'exportation et de communautés d'intérêts. C'est ainsi que diminueront les risques, que les débouchés se répartiront en différents rayons sans se faire concurrence. Puis ils devront se faire représenter à l'étranger par de grandes maisons qui occupent des voyageurs qualifiés pour la vente dans les pays en question. Il faut diviser le travail pour produire en masse, de cette façon les frais diminueront; il faudra créer des sociétés internationales pour vendre d'un commun accord dans les différents débouchés.

En septembre 1928 fut fondée à Vienne une Exposition permanente d'exportation, comme il en existe déjà à Paris, à Berlin et à Hambourg. Le but de cette Exposition est d'établir un contact permanent très étroit entre les maisons qui fabriquent des articles d'exportation, et d'organiser une vive propagande et un grand mouvement de ventes afin de développer et de renforcer les affaires d'exportation. Les exportateurs et les acheteurs venus de l'étranger auront, grâce à cette institution, dotée de tous les mécanismes des sciences du commerce, la possibilité d'examiner très rapidement un grand nombre de collections d'échantillons de toutes sortes, et d'entrer en relations directes avec les fabricants entendus et capables qu'ils n'auraient autrement jamais vus faute de temps ou à cause du grand éloignement de leurs usines. D'autre part, les fabricants

exposants auront l'occasion, par l'intermédiaire de cette Exposition permanente, de lier connaissance avec les exportateurs et les acheteurs étrangers. Cette Exposition constitue donc un centre d'affaires où tous les intéressés peuvent aisément se rencontrer et traiter.

Des revues et journaux en langue étrangère doivent attirer l'attention de l'étranger. Une excellente propagande et réclame doit influencer le commerçant étranger. Le principe de la réclame consiste à agir sur le public et à lui inspirer confiance. Si l'on s'adresse aux grandes masses de la population, il est nécessaire de parler de bas prix des articles (réclame dans les cinémas, dans les rues); si l'on s'adresse à un public spécial, riche, il faut faire ressortir les qualités, les originalités particulières et artistiques dans les catalogues et circulaires, afin d'influencer les acheteurs individuellement. La véracité et la conquête d'une confiance illimitée sont les tâches de la réclame. Pour faire connaître ses articles au public, le commerçant peut se servir de journaux, de brochures, d'annonces sur l'emballage, de papier à lettres, de programmes de théâtre, d'étalages, etc. Il faut toujours indiquer le prix et la réclame doit avoir un air pompeux et luxueux. On a reconnu l'importance de la réclame pour le commerce extérieur, et on a fondé à Vienne, en 1927, un institut pour le développement de la réclame. L'assurance de crédit est un des moyens de favoriser l'exportation; on se sert de cette assurance dans les affaires avec la Russie. Par tous ces moyens il faut développer le commerce extérieur afin d'arriver à un bilan commercial plus favorable.

Les possibilités de développement du commerce par l'amélioration des communications avec les États voisins.

Pour que l'industrie autrichienne soit capable de lutter contre la concurrence sur le marché mondial, il faut que le prix de chaque produit soit aussi bas que possible. Le prix de revient doit être abaissé par une diminution des frais généraux. Le transport doit être bon marché et rapide; le transport rapide peut augmenter l'écoulement dans une période déterminée, parce que l'acheteur et le vendeur disposent plus vite de leurs capitaux pour traiter de nouvelles affaires, tandis qu'un transport trop lent pourrait être nuisible à la qualité de la marchandise. Les moyens de transport doivent être développés pour favoriser l'industrie et le commerce. Comme l'Autriche s'étend en longueur dans la direction de l'Est à l'Ouest, le trafic va dans la direction Nord-Sud. L'amélioration des possibilités de transport dans la direction Est-Ouest aurait de grands avantages pour l'Autriche, pays de transit; il y aurait des bénéfices de transport, et ses produits industriels pourraient être envoyés dans le monde dans des conditions plus favorables. Le problème le plus aigu est la question du Danube. Si l'on étudie une carte géographique de l'Allemagne du Sud, on remarque que le Rhin et le Danube sont proches dans le Wurtemberg. Il serait avantageux de drainer un canal pour établir une communication entre les deux fleuves, pour que des marchandises puissent être transportées d'Amsterdam jusqu'en Orient par voie fluviale. En 1920 a été fondée une société qui avait pour tâche de construire un canal entre Ulm et Ratisbonne avec l'aide des forces hydrauliques du Danube. Le développement des communications par le Da-

nube aurait aussi de grands avantages pour tous les États de l'Europe méridionale, et particulièrement pour la Suisse, qui aurait la possibilité d'envoyer ses marchandises par voie fluviale en Orient. La question du Danube est d'une immense importance pour l'Autriche. La politique douanière actuelle des États successeurs montre une tendance d'isolement qui concerne aussi le Danube. On devrait faciliter le trafic des marchandises sur le Danube en le déclarant fleuve international. Le trafic fluvial diminuerait beaucoup les tarifs, ce qui rendrait les articles autrichiens moins chers sur le marché mondial. Pour résoudre cette question il faudrait une entente des gouvernements en cause, le développement des relations entre les chemins de fer et les compagnies de navigation, ainsi qu'une coopération des compagnies de navigation des divers États. C'est parce que cette question du Danube attend encore une solution satisfaisante, que la plupart des transports vont en Autriche dans la direction Nord-Sud.

L'amélioration des communications par les chemins de fer serait aussi très favorable pour l'Autriche. Les communications entre l'Autriche et la Suisse, la France, etc., s'effectuent par la seule voie de l'Arlberg, dont le trafic est trop intense. Il serait nécessaire de construire ici une ligne de Landeck-Pfunds-Finstermünz, qui établirait une communication directe avec l'Engadine. Cette ligne aurait les avantages suivants : déchargement de la ligne sur l'Arlberg parce qu'une grande partie des marchandises destinées à la Suisse iraient par là ; déchargement de la ligne du Brenner parce que les marchandises destinées à l'Ouest de l'Italie iraient aussi par cette voie ; et finalement la Suisse retirerait des bénéfices par les transports à destination d'Italie.

Par toutes ces mesures il faudrait tâcher d'améliorer et de développer les possibilités de transport afin d'arriver à une plus grande rapi-

dité. Ces mesures auraient pour conséquence des bénéfices plus grands de l'industrie autrichienne, et le transport en transit pourrait être considérablement augmenté.

Amélioration de l'organisation économique intérieure.

Une des plus graves fautes actuelles est de s'engager dans des crédits à taux trop élevés. De 1924 à 1926, 16 entreprises d'électricité ont emprunté 260 millions de schillings représentant une somme de 30 millions par an en intérêts et amortissements. Les sommes dues actuellement par les banques et les entreprises économiques à l'étranger sont estimées à 2 milliards de schillings, ce qui représente 150 millions d'intérêts annuels. (1) Sur une somme de 4,5 millions d'intérêts et amortissements annuels, la «*Newag*» (*Niederösterreichische Elektrizitätsaktiengesellschaft*) retient les 90 % de la production et de la vente d'énergie électrique pour les intérêts et les amortissements à payer à l'étranger. (1)

Les entreprises électriques donneront plus tard des bénéfices, mais une lourde charge d'intérêts est très nuisible. Quand on bâtit des écoles et des stades pour le sport au moyen d'emprunts faits à l'étranger, comme ces institutions ne donnent pas de rendement dans la suite, cette dette pèse sur le pays. Si on continuait dans cette voie, le taux des prêts faits à l'Autriche s'élèverait et la nation aboutirait à la faillite. Ainsi nous voyons que de 1923-1927 on a dû vendre à l'étranger des valeurs autrichiennes, effets de banque, tableaux, gobelins et autres objets d'art; en outre, l'étranger possède un tiers des maisons de Vienne.

(1) ERICH GEBERT : *Flammenzeichen*, Salzburg 1927.

Les banques viennoises d'avant-guerre possédaient 900 millions de couronnes-or=570 millions et 330 millions de réserves (1); aujourd'hui ce capital s'élève à 200 millions, et les réserves sont descendues à 100 millions, les grandes banques ont donc perdu pendant 14 années 75-80 % de leur propre capital. Les impôts sont trop lourds: tandis qu'en 1923 ils s'élevaient à 100 S par habitant, en 1927 ils s'élevaient à 167 S.

Les charges sociales, comparées à celles des autres pays, sont excessivement lourdes pour l'industrie autrichienne. En voici une statistique (2) :

	Au- triche	Tchéco- slovaquie	Alle- magne	Yougo- slavie	Angle- terre
Contributions par tête de la population . .	28.6%	24.5%	18.9%	11.7%	20.8%
Chômeurs, pourcen- tage du total des ouvriers.	17 %	1.8%	14.2%	4.8%	9.5%
Suppléments aux sa- laires	31 %	21.7%	13 %	20.2%	13 %
Faillites sur 100.000 habitants .	50 %	13 %	12 %	9 %	16 %

Ecrasée par ces énormes charges, l'industrie s'est trouvée dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence de l'étranger; elle a dû restreindre la production, ce qui a amené une recrudescence du chômage et des crises. D'après un rapport de l'Union viennoise des ouvriers métallurgistes, tous les ouvriers de cette branche ont obtenu, en 1928, à l'amiable ou à la suite de grèves, une augmentation de salaire de 20 %. Ces augmenta-

(1) ERICH GEBERT : *Flammenzeichen*, Salzburg 1927.

(2) *Neue Freie Presse*, 1^{er} janvier 1928.

tions ont bien procuré aux ouvriers encore occupés une majoration injustifiée de leur salaire, mais elle a eu pour conséquence l'augmentation du nombre des chômeurs, puisque les fabricants, toujours plus incapables de tenir tête à la concurrence, ont été obligés de réduire leur production. Le plus grand souci des corporations autrichiennes devrait être de ne pas surcharger l'industrie, mais, au contraire, de lui permettre de s'étendre et de donner du travail à une partie au moins de l'armée des chômeurs. On peut développer la législation sociale et imposer sans cesse à l'industrie de nouvelles charges, mais on ne peut pas obliger l'étranger d'admettre sur ses marchés les produits de l'industrie autrichienne devenus trop chers. La surcharge de la production en fait de contributions, impôts et charges sociales a atteint la somme énorme de 720 schillings par an et par tête de la population. (1)

Une source essentielle pour la réduction du déficit du bilan et pour l'amélioration de la situation économique réside dans l'exploitation des forces hydrauliques pour la production d'énergie et pour son exportation. On évalue l'économie de charbon (d'ores et déjà réalisée grâce à ses aménagements) à 800,000 tonnes par an. La Suisse a maintenant en exploitation, d'après les données de Schnyder von Wartensee, 1,200,000 CV. hydrauliques, ce qui lui vaut une économie de 4 millions de tonnes de charbon. Pour l'Autriche on pourrait économiser 40 % de la consommation actuelle de charbon. L'importation indispensable du charbon diminuera avec le développement des forces hydrauliques et le bilan commercial s'améliorera. Ces constructions hydrauliques doivent se faire économiquement à bas intérêts, surtout lorsque ces capitaux sont étrangers, sinon, d'une part, le paiement de ces intérêts alourdirait pour l'ave-

(1) *Neues Wiener Journal*, 1^{er} janvier 1929.

nir la balance des comptes, d'autre part l'énergie fournie à l'industrie aurait un prix de revient trop élevé. Si l'on procède sainement, la production autrichienne gagnera avec la houille blanche une force motrice à très bon marché et des possibilités nouvelles s'ouvriront, nombreuses, pour la création de nouvelles industries. L'énergie électrique serait en outre un article important pour l'exportation.

Il est indéniable qu'il y a progrès social quand la législation d'un pays est supérieurement organisée et que ce pays sert sous ce rapport de modèle aux autres pays européens. Mais un tel progrès constitue une grave faute s'il est réalisé aux dépens de la production, comme c'est le cas en Autriche. Les charges sociales et les impôts, nous l'avons déjà dit, sont pour l'industrie autrichienne plus fortes qu'en Allemagne et en Tchécoslovaquie, ses voisins immédiats, et tout naturellement le désir se manifeste de voir l'Autriche soulagée de cet immense et accablant fardeau. Ce n'est qu'en abolissant toutes ces mesures onéreuses que l'industrie autrichienne, grâce à l'excellente qualité de ses marchandises, pourrait arriver à lutter avantageusement contre la concurrence, et la conséquence en serait l'absorption de l'armée des chômeurs et l'assainissement général de la situation économique.

Rationalisation

Par rationalisation on comprend la production des produits d'après l'axiome économique, c'est-à-dire le minimum de frais. La rationalisation veut réorganiser la production en la divisant en : a) standardisation ; b) stabilisation des marchés et c) centralisation de la production.

Un Rapport des Chambres de Commerce des États-Unis dit que le manque de standardisation

et la variante des types causent à l'industrie une charge de 25 %. Si la rationalisation doit être suivie de progrès, elle doit comprendre l'industrie totale et non seulement certaines branches, et de bonnes relations entre ouvriers et entrepreneurs. Les ouvriers sont contre la rationalisation, mais une industrie de petite capacité ne peut pas augmenter les salaires et améliorer les conditions de vie. Et ainsi nous voyons que les Trade-Unions d'Angleterre tâchent de rationaliser l'industrie avec le concours des entrepreneurs et des ouvriers. Les syndicats allemands publient des brochures pour instruire les travailleurs sur les buts de la rationalisation.

Nous voyons déjà en 1870 le commencement de la rationalisation lors de la fondation des trusts et groupements. Un Américain, Taylor, fonda une exploitation scientifique. Il voulut supprimer les mauvaises méthodes de travail pour décharger l'ouvrier, puis augmenter l'intérêt du travailleur pour son travail en multipliant les entr'actes; de cette manière le rôle du travailleur s'est trouvé stimulé. Henry Ford introduisit dans ses entreprises le système des primes. Si le travailleur fait dans le temps ordinaire un surplus de besogne, ou bien s'il exécute son ouvrage en moins de temps qu'ordinairement, il reçoit un surplus de salaire à titre de prime. Tout dépend de l'aptitude industrielle du travailleur pour son ouvrage. Ainsi se révèle important le choix des travailleurs pour les travaux pour lesquels ils sont aptes ou pour lesquels ils montrent une disposition naturelle et de la bonne volonté. Les apprentis entraient auparavant dans les métiers qui leur avaient été prescrits par leurs parents; avec le temps, l'ouvrier perdit le goût pour son travail, devint négligent et un membre nuisible de la société.

Il faut rationaliser non seulement l'ouvrier mais aussi les installations et les machines. Il

faut accabler les machines de travail pour augmenter leur rendement commercial. Par la division du travail il est possible de produire à meilleur marché. On peut normaliser et typiser l'exécution. On appelle exploitation technique les travaux destinés à rationaliser, normaliser et typiser les produits pour augmenter le rendement économique et pour utiliser les machines à travail continu (*Fliessarbeit*). Le grand avantage de cette méthode consiste dans ce que l'ouvrier travaille plus vite grâce à son habileté et à son expérience, et qu'il reçoit naturellement relativement moins de salaire, puis dans ce que la production se fait plus vite par le fait que plusieurs productions individuelles sont réduites à une seule. Les marchandises sont produites plus rapidement, les frais diminuent et on peut, avec le capital disponible, produire et tirer de plus grands profits. Nous comprenons les succès économiques d'un Ford. Le travail continu se fait si vite que la production d'un automobile dure chez Ford 12 minutes! Auparavant chaque travail était exécuté mécaniquement, maintenant, par l'intelligence, on demande à l'ouvrier des facultés scientifiques, il doit être rapide à la besogne et capable d'une grande précision.

La rationalisation a pu se développer en Amérique, parce que les salaires y sont très élevés. Tandis qu'on travaille en Europe avec des salaires aussi bas que possible, l'Amérique a adopté le principe des grands salaires. Ils engendrent une grande force consommatrice et par conséquent aussi la possibilité d'un grand écoulement de marchandises. Les entrepreneurs américains savent que les grands bénéfices sont réalisés par le maximum de vente, et ils se contentent d'un petit profit pour chaque unité du produit lancé. Les hauts salaires améliorent le standard de vie et en même temps le niveau culturel. Les travaux, comme chez Ford, ne peuvent se faire qu'avec

des ouvriers bien payés, puisqu'un tel travail avec des ouvriers mal nourris, tristes et malheureux, devient impossible; il exige de bonnes dispositions physiologiques et psychologiques. La rationalisation doit produire d'autres succès en Amérique qu'en Europe, et spécialement qu'en Autriche. Les États-Unis sont une vaste unité économique de 120 millions d'habitants, avec un grand débouché, tandis que l'Europe est divisée en 28 États différents, chacun avec une économie particulariste isolée par des barrières douanières. Avec ses 7.8 millions de km² contre 503.000 km², l'Amérique est 16 fois plus grande que l'Europe, sans la Russie, avec une densité de population de 32.6 par km² contre 101.2 par km². La rationalisation d'une industrie a pour but de mettre l'industrie à même de vendre les articles produits; l'augmentation de la vente peut correspondre à un débit plus fort et à une consommation plus accentuée à l'intérieur. En Autriche, la rationalisation pourrait avoir des avantages si le débit intérieur était plus intense, ce qui serait le cas si le marché intérieur était élargi territorialement.

CONCLUSION.

Le 1^{er} août 1914, la Monarchie austro-hongroise entra dans la guerre mondiale, à laquelle elle avait été entraînée par l'ambition et les intrigues de quelques diplomates. Pour l'Entente, l'adversaire principal était l'Allemagne, et pour affaiblir cette énorme puissance, on tenta d'arriver à une paix particulière avec la Monarchie. Plusieurs démarches avaient été faites dans ce sens : En février 1917 par le Prince Sixte de Bourbon, en août 1917 par le Pape Benoît XI, en décembre 1917 par Lloyd-George et le général Smutz, en juin 1917 par le comte Rovertera (Fribourg, Suisse), et finalement en février 1918 par l'Empereur Charles lui-même. Mais toutes ces tentatives échouèrent par la vanité et des questions de prestige des personnages dirigeant la Monarchie, et en dernier lieu par la domination de l'influence de l'Allemagne en Autriche. A cette époque, les pays de l'Entente inclinaient au maintien de la Monarchie austro-hongroise. L'Angleterre surtout était disposée à suivre une politique de paix ; beaucoup d'amis de l'Autriche siégeaient alors dans le parti libéral où des influences financières jouaient un grand rôle ; le labour-party et les partisans de la paix étaient d'avis que les conflurations belliqueuses avec la Monarchie contribueraient à prolonger la guerre outre mesure. La France aurait certainement vu d'un œil favorable le maintien du statu quo de l'Autriche-Hongrie. Le grand adversaire de la France, l'Allemagne, se serait trouvée singulièrement affaiblie

par une paix avec la Monarchie. De plus, la France ne pouvait considérer qu'avec sympathie la rivalité entre les Hohenzollern et la Maison des Habsbourg. La Monarchie austro-hongroise avait en outre de nombreux et puissants amis dans les partis catholiques; le Vatican, la noblesse et la haute-finance, vivement intéressés au sort de leurs placements dans la Monarchie, lui étaient nettement favorables. Toutes ces raisons amenaient beaucoup de gens importants en France à se prononcer en faveur du maintien de la Monarchie, affirmant que la France y avait un intérêt capital, mais uniquement sous forme d'un État fédéral réunissant les 11 millions d'Allemands, les 8 millions de Hongrois, les Slaves et notamment les Tchèques, nouveaux rivaux de l'Allemagne dans l'Europe Centrale. Même les grands chefs tchèques, tels que Masaryk et Benesch, considéraient au début de la guerre mondiale, et jusqu'à l'entrée des États-Unis de l'Amérique du Nord, la fondation d'une Confédération autrichienne, qui sauvegarderait l'entière autonomie des Tchèques, comme la meilleure solution, telle que l'envisageait la France.

Au printemps 1918, un changement significatif se présenta dans la situation internationale de la Monarchie. Alors que, jusque là, les puissances alliées tendaient à gagner l'Autriche-Hongrie pour une paix particulière et à parvenir de cette façon à cerner complètement l'Allemagne, la possibilité de la désagrégation de la Monarchie austro-hongroise s'étendait de plus en plus, de sorte que les pays de l'Entente résolurent finalement le démembrement afin de séparer l'Allemagne de son plus puissant allié et de l'écraser.

Ce changement de vue dans les pays de l'Entente, concernant l'intégrité de la Monarchie, avait été favorisé par la puissance continuellement grandissante de l'idéologie démocratique qui dominait à cette époque dans la politique selon les

principes préconisés par le Président Wilson, qui avait établi le dogme que la volonté des peuples doit être concluante pour le choix du genre de leurs gouvernements. La Monarchie était naturellement bien informée de cette volte-face. C'était une source de graves soucis pour les hommes d'État autrichiens, lorsque, notamment en août 1918, les manifestations libératrices des Tchèques furent reconnues par l'Angleterre, car ils étaient d'avis que le maintien de la Monarchie constituerait un pilier de la politique anglo-française, capable de faire contre-poids à l'Allemagne et son concurrent dans l'Europe Centrale. L'Empereur Charles crut devoir profiter de cette situation pour entamer des négociations en vue d'une conclusion rapide de la paix. Le 12 octobre 1918, les misères de la guerre ayant atteint un degré épouvantable, les Habsbourg, pour sauver l'édifice sur le point de s'écrouler sur leurs têtes, formèrent un plan qui, de l'avis des dirigeants, serait accepté par l'Entente les bras ouverts, comme la seule possibilité qui donnerait satisfaction aux revendications de l'émigration révolutionnaire des peuples austro-hongrois, et qui assurerait l'existence de la Monarchie : La formation des États-Unis d'Autriche. L'Autriche deviendrait un État fédéral dans lequel les divers pays seraient autonomes dans les limites de leurs territoires sous la présidence de la couronne des Habsbourg. Ce manifeste impérial du 16 octobre 1918 devait nécessairement échouer. Les concessions de la couronne ne pouvaient plus suffire aux visées politiques des peuples en pleine effervescence révolutionnaire, vu surtout que ces peuples étaient déjà impérieusement travaillés par l'ambition d'acquérir une autonomie pleine et entière. Le programme d'une Confédération austro-hongroise était venu trop tard. C'était évident pour tout le monde. Peut-être serait-il encore venu à propos au moment où l'on négociait une paix particu-

lière avec la Monarchie pour mettre un terme à la guerre. Mais ce moment opportun était passé, il n'y avait plus moyen d'enrayer les poussées politiques tendant au démembrement de la Monarchie. Il est vrai que du côté de l'Entente il y avait des gens, qui, pour des raisons politiques et stratégiques, considéraient comme désirable le maintien de la Monarchie en qualité de digue opposée aux tendances expansionnistes de la Prusse. Mais ce n'était qu'une petite minorité. Les mouvements souterrains et les petites révoltes, qui jetaient des flammes menaçantes dans toutes les parties de l'immense territoire de la Monarchie, inquiétaient les autorités gouvernementales; ils avaient peur que les prisonniers de guerre revenus de Russie n'apportassent les idées de Lénine sur la révolution nationale et que ces problèmes ne fissent boule de neige. Pour maintenir l'ordre on tâcha de trouver aide et secours n'importe où et même chez les comités nationaux des divers peuples austro-hongrois en plein travail révolutionnaire. Car il importait fort peu que leurs idéals politiques fussent incompatibles avec l'idée étatique austro-hongroise, puisque cette idée était déjà abandonnée de ceux même qui auraient dû la défendre en premier lieu, c'est-à-dire par la dynastie. Tout le monde reconnaîtra que la Monarchie aurait fait bien meilleure figure si ceux qui gouvernaient la Monarchie à la fin de la guerre avaient été en mesure de présenter un programme de refonte bien composé et conforme aux nouvelles fluctuations de l'époque. Il est pourtant évident que les efforts, existant sans doute du côté des puissances ennemies à l'égard du maintien de la Monarchie, n'ont été éliminés des calculs politiques des traités de paix que parce que les Autrichiens eux-mêmes avaient renoncé à toute tentative de souder peu ou prou l'unité de la Monarchie; la conséquence en fut tout naturellement l'impression que la

Monarchie s'était abandonnée elle-même. Cette situation dissolue, ce manque absolu de vigueur et de savoir-faire, a influencé de la façon la plus désastreuse l'économie sociale de l'Europe Centrale. Nous en éprouvons encore aujourd'hui les suites indiciblement tristes. On n'avait fait des préparatifs que pour un rapprochement politique et économique à l'Allemagne, mais ces projets n'étaient évidemment exécutables qu'en cas d'une fin très heureuse de la guerre. Or, la présence d'un programme économique pour l'Europe Centrale aurait été de la plus haute importance, précisément pour le cas d'une issue défavorable, détruisant toutes les vieilles formes politiques de l'État. L'absence d'un tel programme avait pour conséquence que les puissances ennemies étaient incapables de fournir elles-mêmes un plan pour la reconstruction économique de l'Europe Centrale, et obligées de laisser le nationalisme sévir aussi dans le domaine économique. Henry Ford a caractérisé ces normes nouvellement créées dans un article paru le 19 août 1926 dans la « *Neue Freie Presse* », en disant : « L'Europe établit des frontières politiques et essaie d'en faire aussi des barrières économiques ; les conséquences en seront naturellement extrêmement graves. »

Il n'est pas étonnant que lors de la conclusion des traités de paix la République d'Autriche actuelle ait été si mal partagée. Elle était abandonnée par tout le monde. L'Allemagne, quoique l'adversaire le plus dangereux dans la guerre mondiale, comptait quand même des amis, même chez les peuples hostiles. Des cercles puissants en Angleterre et en Italie ont sympathisé et sympathisent encore toujours avec la Hongrie. L'Autriche seule était restée complètement isolée. Dans le monde entier, personne ne s'est levée pour la défendre. Il y avait parmi les Français des gens qui souhaitaient pour elle un meilleur sort, mais ils n'osaient pas le dire, de peur d'être

éclaboussés par les flots de haine que déversaient les peuples révoltés de l'ancienne Monarchie sur la nouvelle petite République.

* * *

Nous avons, dans le présent travail, jeté un coup d'œil sur le développement de la Monarchie austro-hongroise, sur l'évolution de Vienne, capitale et centre de la culture de ce vaste Empire, et nous avons tâché de caractériser aussi explicitement qu'il était possible dans ce cadre forcément restreint, les conséquences économiques de la dernière guerre mondiale. Nous avons mentionné les crises engendrées par cette guerre, crises déplorables pour l'économie autrichienne; nous avons montré la marche de cette économie influencée par les rigueurs du Traité de paix de St-Germain-en-Laye, les graves soucis dont la nouvelle République d'Autriche porte le pesant fardeau, les effets désastreux du démembrement de la vieille Monarchie, et la politique protectionniste et prohibitionniste des 7 États autonomes qui se sont formés à la suite de cette désagrégation.

La nouvelle Autriche, avec une industrie destinée à couvrir les besoins d'une population de 53 millions, a perdu tous ses débouchés. Parmi les causes de cette catastrophe on peut citer : l'établissement des nouvelles frontières douanières, le développement des industries des nouveaux États voisins qui font à l'Autriche une concurrence acharnée, l'appauvrissement général, la baisse de la force financière, la disparition de la Cour Impériale, de la riche aristocratie et surtout de l'armée, qui avaient une importance énorme pour les industriels, le fait que l'excellente clientèle des provinces, sources nourricières de l'industrie, fut détournée dans d'autres directions, les réformes foncières dans les États suc-

cesseurs, et la suppression consécutive d'un grand nombre de domaines seigneuriaux, consommateurs de premier ordre des excellents articles fabriqués à Vienne, eurent des conséquences catastrophales.

La Société des Nations a fait les efforts qu'elle pouvait faire pour permettre à cette Autriche artificiellement découpée de se tenir sur l'eau; les gouvernements du pays ont tâché, dans le courant des dernières 10 années, par tous les moyens possibles, et en concluant un vaste réseau de traités de commerce, d'améliorer la situation économique du pays, mais en dépit de toutes les mesures, le passif commercial s'élève toujours annuellement au chiffre effrayant de 1,000 millions de schillings.

Le gouvernement autrichien tâche d'améliorer la situation économique en favorisant l'agriculture, visant à l'augmentation de la force d'achat des paysans pour les produits industriels, en d'autres termes, de disposer d'une plus grande surface pour l'écoulement des produits industriels à l'intérieur; mais, pour le moment, les voisins entourent nos produits de hautes barrières douanières, de sorte que l'Autriche, à l'heure qu'il est, n'a guère de débouchés. La conclusion des traités de commerce amène souvent des froissements entre le commerce et l'industrie, parce qu'on est obligé de tenir largement compte des besoins et exigences de l'agriculture autrichienne. A cette collision d'intérêts contraires entre l'industrie et de l'agriculture ne peut remédier qu'une extension du marché intérieur.

Le principe du Traité de paix, que la nouvelle Autriche doit représenter l'héritière et l'ayant droit de l'ancienne Monarchie, et porter le nom de cette dernière, montre la façon de penser des créateurs de la paix de St-Germain. Mais cette nouvelle petite République ne peut pourtant en aucune façon être sérieusement identifiée avec

l'ancienne Monarchie et être mise au même rang. Des guerres, des rapines et des mariages ont édifié l'ancienne Monarchie; les fondements en furent établis lorsque les chefs des peuples occidentaux ont montré aux Habsbourgeois les voies de l'Orient, et dans la mesure qu'ils ont pris pour tâche la pénétration de l'Orient, ils ont négligé la conduite des questions occidentales. Dans ce mélange des peuples et des races, un aimable satellite de la Cour s'est fait remarquer comme agent niveleur : L'Autrichien de nos jours. Aucun peuple n'était mieux placé ni mieux doué que le peuple autrichien pour être un intermédiaire entre la Bukovine et le Tyrol, entre la Bohême et la Dalmatie. Et d'un seul coup, sans crier gare, on a demandé à cette Autriche d'être un État autonome, de mener une vie politique et économique isolée, sans appui, sans amis, sans personne qui eût intérêt (par générosité ou égoïsme) à son existence et à sa prospérité. On retira de ses industries les ouvriers et chefs d'ateliers tchèques, ainsi que les employés et fonctionnaires appartenant aux diverses nations de l'Empire, et les bénéfices économiques ne s'amassèrent plus dans les banques de Vienne.

Le contact entre les divers pays de la Confédération et Vienne n'est d'ailleurs non plus ce qu'il devrait être. Tandis que l'importance de Vienne à l'égard de l'étranger s'est considérablement accrue aussi après la guerre, elle a beaucoup perdu vis-à-vis des provinces autrichiennes. Étant donné que beaucoup d'industries sont groupées autour de Vienne, la population de ces contrées se compose en majeure partie d'ouvriers, tandis que les populations des contrées des Alpes sont surtout formées d'éléments campagnards-conservateurs; de là, des divergences d'intérêt entre ces deux classes, et par conséquent aussi un relâchement de la cohésion intérieure. Les divers pays de la République d'Autriche ne sont pas organi-

quement reliés entre eux par leurs industries, leur agriculture et le caractère de leur population; Vienne, Innsbruck et Dornbirn possèdent un lien dans la langue allemande, cette même langue qui rattache Vienne à Berlin, à Innsbruck ou à Hambourg, mais l'intimité économique est très faible.

Après la débâcle, des voix se sont élevées de tous côtés affirmant que cet État (petit corps) serait incapable de porter le fardeau de Vienne (cette immense tête), sans se rendre compte que cette grande tête est bien plus capable de faire valoir son génie et ses productions que les autres membres du corps, les pays alpestres. Vienne possède non seulement des forces intellectuelles et artistiques d'une immense valeur, mais aussi des ressources financières alimentées par l'étranger et concentrées dans ses banques; ces ressources peuvent se développer, s'accroître et influencer très favorablement le bilan du pays. Si Vienne cessait de soutenir les pays alpestres, leurs finances se trouveraient dans un bien mauvais état; quand l'étranger parle de la confiance que lui inspire l'Autriche, il ne pense qu'à Vienne; et quand la prospérité économique de la ville se trouve assurée, l'économie de toute l'Autriche en profite (même en concédant que, pour le moment, la situation économique de Vienne n'est que relative). Le seul moyen de relever l'Autriche est l'extension de ses marchés, but qui ne peut être atteint qu'en rattachant la République à un domaine économique plus puissant, ou en formant une union douanière. Cette extension ne paraît être réalisable que par un rattachement à l'Allemagne ou par une Fédération danubienne.

Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne procurerait sans doute de grands avantages à l'Autriche. Il lui ouvrirait l'immense marché intérieur dont elle a un besoin si pressant pour l'écoulement de ses produits, et les industries

viennoises, produisant des marchandises hautement appréciées, grandiraient considérablement, non seulement par leur valeur intrinsèque, mais aussi par les possibilités de débit presque illimitées sur les marchés allemands. La pénurie d'argent disparaîtrait également petit à petit, puisque l'Autriche pourrait alors trouver aisément les crédits industriels dont elle a besoin. Aussi ses intérêts commerciaux se trouveraient bien mieux sauvegardés grâce à la puissance économique de l'Allemagne. Considéré du point de vue social, on peut admettre que, grâce à la réunion avec l'Allemagne, l'excédent des professions supérieures, médecins, avocats, architectes, artistes, etc., de même que nombre d'ouvriers et d'artisans sans travail, trouveraient des emplois rémunérateurs dans la grande Allemagne. Il n'est même pas impossible que le problème lancinant des chômeurs puisse être avantageusement résolu par « l'Anschluss ».

Il est évident qu'un rattachement à l'Allemagne produirait aussi un grand nombre d'inconvénients. On a déjà souvent parlé, sous ce rapport, de la prédominance de l'industrie allemande; les industriels et commerçants allemands sont plus forts que leurs confrères autrichiens; ils pourront envahir les marchés autrichiens, et ce d'autant plus aisément que l'industrie allemande tâche de s'étendre par tous les moyens et de gagner l'Orient. En outre, les bases de la production des deux pays sont différentes, le manque de charbon et la valeur moindre de la monnaie autrichienne placent l'Autriche dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne, et ainsi l'industrie autrichienne serait écrasée par l'industrie allemande. Les articles allemands viendraient sur le marché autrichien et feraient une forte concurrence aux produits du pays; beaucoup d'entreprises autrichiennes seraient condamnées à disparaître, ce qui augmenterait le chômage; toutes les branches

de l'industrie allemande sont mieux installées et elles évinceraient les industries autrichiennes.

On serait obligé de congédier un grand nombre d'employés des administrations autrichiennes qui tomberaient comme chômeurs à la charge de l'État. L'importance de Vienne comme centre financier du commerce diminuerait certainement, et l'originalité et le goût artistique qui caractérisent les travaux autrichiens seraient sans doute un peu handicapés par les productions allemandes. Certains partis politiques s'opposent au rattachement, parce que le nombre des catholiques d'Allemagne se trouverait renforcé par l'adjonction des 6 millions de catholiques autrichiens. D'autre part, on trouve que la mentalité des Autrichiens est tout autre que celle des Allemands du Nord d'une individualité plus énergique et plus dure, tandis que l'Autrichien est de nature aimable, sensuelle et joviale, incapable de tenir tête aux qualités de prévoyance, d'énergie et de puissance organisatrice des Allemands. D'autres encore trouvent que les caractères accusent des divergences tellement sensibles par l'assimilation des nombreux Slaves et Magyars dans le courant des siècles, qu'une entente dans les affaires politiques et sociales se trouverait gravement compromise. Le rattachement accablerait les deux pays de lourdes charges qui feraient naître toute une série de nouveaux problèmes.

Les Allemands d'Autriche n'ont jamais manifesté des sentiments nationaux, car autrement ils n'auraient pas pu remplir leur mission comme porteurs de culture jusque dans les derniers jours de la Monarchie. D'autre part, ils n'étaient non plus partisans enthousiastes de l'Empire allemand. Comment cette sympathie leur serait-elle venue?

Ils ne s'étaient jamais rendu compte qu'à l'Ouest et au Nord de la Monarchie s'étendait l'immense puissance du Reich. Vienne était pour eux toujours, quelques petites interruptions mises

à part, le centre autour duquel gravitait tout ce qui était allemand. Par contre, les principautés allemandes, tout en se plaisant dans le rôle de frères ennemis, n'avaient jamais cessé d'intriguer contre l'Empereur d'Autriche. Subissant le joug de Bonaparte, elles combattaient contre l'Autriche. La Prusse, assistée d'autres États allemands, organisa contre Marie-Thérèse une guerre arbitraire. Et finalement, à la suite de la guerre 1866, les Autrichiens ne pouvaient pas nourrir de bien grandes sympathies pour l'Allemagne victorieuse et devenue démesurément orgueilleuse, surtout après la débâcle de la France en 1871. Il est vrai que les témoignages de fidélité de l'Allemagne pendant la guerre mondiale ont atténué les torts d'autrefois. Mais ce qu'on n'a pas pu oublier, c'est que la Monarchie, sans l'entrée de l'Allemagne dans la mêlée, ne se serait certainement pas effondrée, car l'Angleterre, la France et l'Amérique n'auraient jamais déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie toute seule, et mainte possibilité de paix, au cours de la guerre mondiale, a dû être écartée à cause du terrible adversaire au delà du Rhin.

Beaucoup de gens prétendent que les cœurs des Autrichiens et des Allemands battent à l'unisson et que les sentiments nationaux de part et d'autre marchent de pair. Les propagateurs de « l'Anschluss » l'affirment même catégoriquement. La réalité en est tout autre, quand on juge objectivement. En vérité, les sentiments nationaux, vus de près, ne possèdent pas, de part et d'autre la chaleur communicative qu'on veut bien leur attribuer. Les caractères, les mœurs, les habitudes, la langue populaire et la mentalité montrent des différences tellement marquées, qu'il paraît difficile d'admettre, de prime abord, une parfaite union. Et puis, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne n'impliquerait-il pas presque l'abandon de Vienne? Or, cette ville allemande, très cosmopolite au fond, unique en son genre

par sa vieille culture et son importance générale, capable de se mesurer avec n'importe quel autre centre européen, ne se laissera pas avaler par le Reich sans de véhémentes protestations, et il est aussi fort peu probable que le Reich puisse digérer un morceau de cette envergure. Et quelle figure feraient d'ailleurs les Allemands d'Autriche avec une Vienne prussianisée, cette vieille cité qui leur a donné l'ancestrale culture qui les distingue parmi tous les peuples de langue allemande? La culture de Vienne a tellement pénétré tous les Autrichiens, non seulement les Viennois, mais aussi la bonne bourgeoisie provinciale, que la destitution de Vienne, en sa qualité d'incomparable et glorieux symbole, et son abaissement comme centre intellectuel, industriel et commercial leur paraîtrait comme un sacrilège. Sans cette ville, résidence de tant d'empereurs et de génies, ils ne seraient plus que des Bavaois de second ordre. De plus, politiquement parlant, n'est-il pas très probable que l'Autriche, en cas d' « Anschluss », cinquième roue à la voiture de l'économie allemande et enserrée par ses voisins malveillants ou, pour le moins, mal intentionnés, ne verrait pas renaître, avec plus de force que jamais, les évolutions des partisans d'une Autriche autonome?

Une autre question, non moins importante, se pose encore. Est-ce que le Reich pourrait rattacher à son autorité un pays de haute culture situé au centre de l'Europe, trois fois plus grand que la Belgique et d'une population qui correspond à celle de 15 départements français, sans ébranler gravement l'équilibre des forces politiques du Continent? Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire des quatre derniers siècles où un État européen aurait étendu sa souveraineté sur un autre État souverain sans que cet acte eût provoqué des conflagrations belliqueuses.

Il est vrai que l' « Anschluss » amènerait pour

l'Allemagne des avantages politiques appréciables. Il serait une espèce de satisfaction pour toutes les humiliations du Traité de paix de Versailles. Mais au point de vue économique, l'Autriche serait pour le Reich un grand fardeau, de l'avis de tous ceux qui ont voix au chapitre en Allemagne.

* * *

Une union douanière, c'est-à-dire plusieurs États autonomes englobés dans un seul domaine douanier, offrirait peut-être la possibilité d'améliorer la situation économique de l'Autriche. Tout en se réunissant, soit en supprimant toutes les frontières douanières qui les séparent, soit en conservant certaines clôtures douanières à l'intérieur, ces États conserveraient naturellement leur entière souveraineté. L'histoire moderne, depuis la fin du Moyen Age, enregistre de grands territoires économiques unifiés, et ce processus de solidarité est arrivé à un certain terme au début du 19^e siècle. Diverses nécessités économiques ont amené en 1834 la fondation douanière allemande. En 1849, Bruck, ministre du commerce autrichien, a proposé de créer une union douanière de l'Europe centrale, embrassant l'Autriche-Hongrie, la Hollande, la Belgique, le Danemark, les États italiens, les États de l'Allemagne du Sud et la Prusse; mais Bismarck s'y est opposé. En 1896, le grand économiste national Lujo Brentano proposa une union douanière entre les Balkans agraires et les industries allemandes et autrichiennes. En 1915, Friedrich Naumann émit l'idée d'une union de l'Europe centrale embrassant l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. La débâcle la fit avorter. Les traités de paix de 1919 ont établi une situation toute nouvelle en Europe. Coudenhove-Kalergi, le promoteur de « Paneuropa », propage l'idée d'une union et une collaboration de tous les États européens.

La raison d'être d'une union douanière consiste dans la consolidation d'une unité économique de tous les territoires, tâche qui ne peut être résolue que si toutes les parties contractantes se complètent mutuellement par leurs richesses naturelles et leurs forces productives. Beaucoup d'économistes en vue prêchent, depuis longtemps déjà, une union douanière européenne, et parmi ceux-là des autorités de renom universel comme Molinari, Paul Leroy-Beaulieu, Rechberg, Friedrich List, Naumann, etc.

Nous trouvons après la guerre mondiale en Europe les alliances douanières suivantes : France-Monaco, France-Sarre, Belgique-Luxembourg, Suisse-Liechtenstein.

Il y aurait lieu de passer par plusieurs étapes de développement pour arriver à une union douanière des pays de l'Europe centrale d'abord, et plus tard à celle de l'Europe entière.

La première étape serait la conclusion d'un Pacte collectif à longue échéance entre un groupe d'États européens auquel pourrait adhérer tout pays désireux de faire partie de cette union. Le Pacte devrait assurer à tous les ressortissants des États contractants le droit de voyager librement sur les territoires des autres États affiliés, d'y séjourner, et de s'y fixer même, sans restriction, et d'être traité de pair avec les indigènes. Le même principe devrait être établi pour le libre exercice des professions, du commerce et de l'industrie des étrangers, et les sociétés de commerce seraient à traiter sur le même pied que les natifs par rapport aux impôts et contributions, sans mesures exceptionnelles, ni chicanes possibles. D'une importance fondamentale serait finalement la suppression de toutes les entraves causées par les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit. En d'autres termes, liberté absolue du commerce et de la circulation, et abolition de toute espèce de difficultés douanières ou autres.

Ce serait la première étape dans la voie de la restauration d'une paix économique durable en Europe et de l'union douanière, précurseuse des États-Unis d'Europe. Une telle union d'un certain nombre d'États européens ne rencontrerait certainement pas de bien grandes difficultés, puisqu'elle ne viserait que le rétablissement d'un état de choses tel qu'il a déjà existé et fait ses preuves avant la guerre pendant des dizaines d'années, et qu'elle n'aurait que l'ambition fort modeste de généraliser et de stabiliser d'une façon durable des principes reconnus et en partie déjà en vigueur.

Une seconde étape évolutionnaire dans la voie d'une union économique des pays d'Europe serait nécessaire pour déterminer les droits douaniers et régler contractuellement toutes les questions afférentes des tarifs douaniers. Il faudrait faire intervenir une convention par laquelle les pays contractants s'engageraient à n'appliquer dans leur commerce actuel que des droits douaniers qui, y compris toutes les redevances accessoires, ne représenteraient pas une charge dépassant un certain pourcentage de la valeur moyenne des marchandises appartenant à la catégorie tarifaire applicable sur cette espèce de marchandises. L'importance capitale de ces conventions résiderait dans l'établissement d'une stabilité des relations et dans l'exclusion de majorations arbitraires des droits douaniers pour un certain nombre d'années. S'il y avait moyen de compléter de cette façon le pacte collectif, ce serait la paix commerciale stabilisée pour tous les pays contractants, et on aurait la certitude de pouvoir travailler tranquillement à l'assainissement de l'économie sociale en déroute, sans guerre douanière et autres obstacles, pendant toute la durée du contrat.

La troisième étape pourrait réaliser les principes préconisés par tous les économistes clairvoyants. Chaque pays contractant organiserait chez lui

le démontage successif des barrières douanières, ce qui ouvrirait déjà une belle perspective sur le succès des efforts communs. Chaque pays fixerait pour ses co-contractants des tarifs différentiels, par lesquels ils se trouveraient favorisés vis-à-vis des États qui n'auraient pas adhéré à la coalition. Et finalement, on introduirait, jusqu'au moment de la suppression complète des barrières douanières, des droits de balance, qui assureraient transitoirement à certaines branches économiques la protection qui leur serait due.

Ce qui importerait en premier lieu, ce serait l'union des États de l'ancienne Monarchie danubienne, le rétablissement du domaine économique, à l'unité duquel l'Autriche a appartenu durant quatre siècles jusqu'à la débâcle, avec les divers marchés avec lesquels elle est encore toujours en relation, domaine global nettement désigné par la nature, les formations du sol, les communications fluviales et les sièges des capitales. Cette union embrasserait la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie et l'Autriche, avec une superficie totale de 1,227,000 km² et environ 90 millions d'habitants.

* * *

Personne ne pense plus sérieusement à un rétablissement de l'ancien état de choses politique dans l'Europe Centrale. La réorganisation économique, par contre, est à l'ordre du jour de toutes les Chancelleries. A peine la guerre terminée, on s'est rendu compte qu'une grande communauté économique, soudée par les traditions de beaucoup de générations et les énormes forces naturelles, avait été désagrégée par la dictée des traités de paix. On n'a reconnu les immenses avantages de ces rouages que lorsqu'ils avaient cessé de fonctionner. L'histoire de l'Europe Centrale, et particulièrement celle de l'Empire d'Allemagne et de

la Monarchie danubienne, nous montre des cas où des relations économiques se sont formées même à l'encontre des intérêts politiques. Les États, alliés dans l'union douanière allemande, étaient restés politiquement autonomes, à telle enseigne qu'ils ont même guerroyé entre eux sans juger nécessaire de suspendre l'union douanière pendant ces hostilités. De nos jours aussi il sera certainement plus facile de vaincre les obstacles qui s'opposent à une entente économique que ceux qui barrent le chemin des rapprochements politiques. Des conventions économiques, solidement établies, amélioreront certainement aussi des amitiés politiques entre tous les États d'Europe, et l'Autriche et ses anciens collaborateurs, les États successeurs de la Monarchie, ne seront certainement pas les derniers à s'en réjouir.

Les progrès économiques entraîneraient l'adhésion d'autres pays et de nouvelles unités politiques au bloc des États-Unis d'Europe. Les Balkans, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie s'y joindraient. La Turquie et l'Orient, avec leurs richesses naturelles encore incultes, ne résisteraient certainement pas longtemps à l'attraction d'une telle compagnie. De cette façon s'organiserait l'union des États continentaux qui abolirait les barrières douanières à l'intérieur et établirait des droits douaniers vis-à-vis des États ne faisant pas partie de l'Union. Si l'on considère que le maintien des droits douaniers amène la vie chère, que la vie chère fait baisser la force d'achat, que la baisse de la force d'achat diminue la consommation et fait tarir les possibilités d'écoulement, que la réduction du débit oblige à restreindre la production, et qu'une production étranglée répand pauvreté et misère, il faut bien se rendre à l'évidence qu'une union douanière européenne amènerait, par l'abolition des douanes intérieures, une prospérité générale, que le bon marché relèverait la consommation, qu'une riche consommation produirait

une extension d'écoulement, qu'un débit grandissant obligerait à augmenter la production, et qu'une grande production serait une source de prospérité et de richesse.

Le principe de la Monarchie austro-hongroise était, de prime abord, en sa qualité de communauté formée par des populations slaves occidentales, magyars et allemandes orientales, de faire le pont entre l'Occident et l'Orient ; dans cette association la langue et la culture allemandes auraient été très longtemps prédominantes. Mais une grosse faute a été commise, provocante et irritante, en voulant considérer la Monarchie comme un second Empire Allemand avec des peuples « sous-germaniques » comme souche inférieure. Ce malentendu est dû à Joseph II. La Monarchie ne pouvait être qu'une Confédération. La méconnaissance de ce principe a amené sa perte. La nécessité d'une union des États occidentaux et orientaux est aujourd'hui de nouveau à l'ordre du jour. Pour le moment, les États successeurs sont encore trop occupés de la consolidation de leur liberté fraîchement acquise. Quand ils seront habitués à leurs nouveaux régimes, ils deviendront susceptibles de comprendre des projets plus vastes. La petite République d'Autriche surtout, création évidemment mesquine et provisoire, est obligée de suivre très attentivement la marche des événements, afin de pouvoir dénicher une place sortable dans la future formation économique. Elle sera certainement moins brillante que celle qu'elle aurait pu tout naturellement occuper dans une Monarchie fédéraliste, mais elle sera encore toujours préférable à celle que lui désignerait l'« Anschluss » à l'Allemagne, qui réserverait certainement à ses populations notoirement douces, mais de bon sens, des humiliations sans nombre. Cependant, si l'Autriche entre dans une combinaison européenne, sans que l'Allemagne en soit exclue, elle retrou-

verait le courage de ses propres qualités et deviendrait petit à petit un lien entre l'Allemagne et l'Europe. L'ancienne Monarchie, jusqu'à l'époque du centralisme de Joseph II, n'était au fond qu'un essai préliminaire d'une fédération de nations différentes par leur langue et leur espèce, réunies par les caprices du sort et les nécessités de la vie. Cette Monarchie, soudée presque à coups de hasard, avait un sens dans l'alliance ethnographique des Germains de l'Est, d'une pâte bien plus tendre que celle dont est formé le germanisme du Reich, et les Slaves de l'Ouest, d'une essence bien plus forte que celle dont est faite l'âme russe. Cette particularité reprendra sans doute corps d'une façon quelconque, et ce sera probablement de nouveau la mission de l'Autriche d'unir et de lier, économiquement pour le moins, ces espèces contradictoires. La source dont jailliront les États-Unis d'Europe est située dans l'Autriche de nos jours; comme d'autre part le salut de cette Autriche dépendra de la formation des États-Unis d'Europe, où la suppression des barrières douanières et la protection des minorités nationales renverseront aussi les frontières politiques.

L'Autriche est destinée à jouer dans les futurs États-Unis d'Europe le rôle d'un médiateur naturel entre l'Orient et l'Occident. Mais, d'ici-là, que doit faire ce pays incapable d'assurer à lui tout seul son existence? Tôt ou tard un rattachement deviendra inévitable. Comment et de quel côté? L'« Anschluss » à l'Allemagne représente, comme nous l'avons déjà dit, la solution la plus mauvaise, car l'Autriche y perdrait son individualité, et ses industries se heurteraient à la terrible concurrence des industries allemandes.

Bien meilleur paraît être une coalition avec un groupe oriental où l'Autriche aurait à remplir une mission positive de vieille et haute culture. Ce ne serait qu'une reprise des relations que l'Au-

triche économique et industrielle avait entretenues étroitement avec ces pays durant plus de quatre siècles. Une union économique des États de l'ancienne Monarchie ne serait donc, dans l'intérêt de tout le monde, qu'une renaissance des vieilles traditions et la préparation du noyau des futurs États-Unis d'Europe.

* * *

Les sympathies dont l'Autriche jouit en raison de son incomparable situation géographique au carrefour des grandes routes commerciales qui mènent de l'Occident à l'Orient et du Nord au Midi, en raison de la beauté de ses sites qui la font ressembler à la Suisse, en raison de son peuple intelligent, laborieux et doué d'éminentes qualités, en raison finalement de Vienne, cette splendide cité, gardienne d'une culture universellement appréciée et aimée, ne manqueront sans doute pas de peser dans la balance des décisions que prendront tôt ou tard les grandes puissances pour organiser et stabiliser la paix économique et politique de l'Europe. Nous ne pouvons que souhaiter qu'à la République d'Autriche soit assignée dans cette future Union la place au soleil que mérite ce noble noyau d'une grande Monarchie tombée en poussière à la suite de la plus épouvantable guerre que le monde ait jamais vue.
